

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS



RAPPORT ANNUEL

2018





Son Excellence Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO
Président de la République Démocratique du Congo



LISTE DE PRINCIPAUX SIGLES ET ABREVIATIONS

AA	: Agent Auxiliaire
AGA	: Agent d'Administration
AMR	: Avis de Mise en Recouvrement
AMR/A	: Avis de Mise en Recouvrement/Trésor
ANAPI	: Agence Nationale pour la Promotion des Investissements
ASBL	: Association Sans But Lucratif
ATA	: Attaché d'Administration
BCeCO	: Bureau Central de Coordination
CA	: Chiffre d'Affaires
CAR	: Commission d'Assiette et de Recouvrement
CB	: Chef de Bureau
CD	: Chef de Division
CDF	: Franc Congolais
CDI	: Centre Des Impôts
CIS	: Centre d'Impôts Synthétiques
CNSS	: Caisse Nationale de Sécurité Sociale
CREDAF	: Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales
DESCOM	: Direction des Etudes, Statistiques et Communication
DG	: Directeur Général
DGA	: Directeur Général Adjoint
DGA/QAF	: Directeur Général Adjoint chargé des Questions Administratives et Financières
DGA/QFR	: Directeur Général Adjoint chargé des Questions Fiscales et des Réformes
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
DGBSG	: Direction de la Gestion Budgétaire et des Services Généraux
DGE	: Direction des Grandes Entreprises
DGFIP	: Direction Générale des Finances Publiques
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations
DIR	: Directeur
DIRAF	: Direction de l'Assiette Fiscale
DIREC	: Direction du Recouvrement
DIRINFO	: Direction de l'Informatique
DIV. GBSG	: Division de la Gestion Budgétaire et des Services Généraux
DLEG	: Direction de la Législation
DPRC	: Direction de la Préparation de la Reddition des Comptes
DP	: Directeur Provincial
DPI	: Direction Provinciale des Impôts
DRH	: Direction des Ressources Humaines

DRR	: Direction de la Recherche et des Recoupements
DUI-K	: Direction Urbaine des Impôts de Kinshasa
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FEC	: Fédération des Entreprises du Congo
FMI	: Fonds Monétaire International
GUCE	: Guichet Unique de Création d'Entreprise
HUISS	: Huissier
IBP	: Impôt sur les Bénéfices et Profits
ICA	: Impôt sur le Chiffre d'Affaires
IERE	: Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations du personnel Expatrié
INPP	: Institut National de Préparation Professionnelle
IM	: Impôt Mobilier
IPPNR	: Impôt Professionnel sur les Prestations des services des Non-Résidents
IPR	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations
IPR/Nat.	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations des Nationaux
IPR/Exp.	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations des Expatriés
IS	: Impôt des Sociétés
IRPP	: Impôt Sur le Revenu des Personnes Physiques
NIF	: Numéro d'Identification Fiscale
ONEM	: Office National de l'Emploi
OCC	: Office Congolais de Contrôle
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OHADA	: Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
PM	: Personne Morale
PP	: Personne Physique
RDC	: République Démocratique du Congo
SMM	: Siège Modélisé et Modernisé
SONAS	: Société Nationale d'Assurance
SYSCOHADA	: Système Comptable de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
USA	: United States of America
USD	: Dollar des Etats-Unis.



SOMMAIRE

Éditorial

Présentation de la DGI

I Introduction

II Faits saillants

III Exécution des missions de la Direction Générale des Impôts

IV Gestion des moyens mis à la disposition de la Direction Générale des Impôts

V Informatisation des Services

VI Plan de réformes et perspectives d'avenir

Annexes

Table des Matières



EDITORIAL

L'année 2018 restera gravée dans les annales de la Direction Générale des Impôts (DGI) comme une année des auspices d'une performance accrue de mobilisation des recettes fiscales grâce aux conditions favorables créées à travers les efforts inlassables de paix et de concorde nationales du Gouvernement de la République d'une part, et d'autre part à l'abnégation de son personnel motivé par la matérialisation des objectifs que l'équipe dirigeante s'est assignée depuis sa nomination par Ordonnance présidentielle n° 16/095 du 11 novembre 2016, centrés sur deux axes prioritaires que sont :

- La revalorisation de l'agent du fisc par l'amélioration de ses conditions de vie et l'assainissement de l'environnement du travail ;
- L'intérêt particulier porté à la qualité de services à rendre aux usagers.

De ce fait, la Haute Direction de la DGI ainsi que l'ensemble de son personnel se félicitent d'avoir franchi pour la première fois de son histoire, le seuil de réalisation des recettes cristallisées à **USD 2 585 milliards**, ce qui est à la fois une fierté et un défi.

Le sentiment de fierté se dégage par le fait d'avoir mené à bien les actions à impact direct sur les recettes fiscales réalisées à hauteur de **134,18%** des assignations budgétaires de l'exercice. L'accomplissement harmonieux de ces actions inscrites dans le cadre des mesures législatives et administratives déroulées dans le présent rapport d'activités, a permis à la DGI de donner au Gouvernement de la République les moyens nécessaires pour la mise en œuvre de ses objectifs majeurs qui sont :

- L'organisation des élections crédibles, libres, transparentes et apaisées ;
- L'arrêt de la dégradation de la situation économique du pays ;
- L'amélioration des conditions de vie de la population ;
- La restauration de la sécurité des personnes et de leurs biens sur l'ensemble du territoire national.

Ce résultat éloquent obtenu en 2018 s'apparente par ailleurs à un défi étant donné qu'il sied non seulement de maintenir ce cap mais il faille surtout, au cours de l'exercice 2019, engager les **6 562** femmes et hommes que compte la DGI à doubler d'efforts pour relever le challenge de réalisation des prévisions budgétaires de **CDF 4 011 milliards** assignées à notre Administration, soit **USD 2 418 milliards**.

Pour y parvenir, la DGI reste résolument engagé, en dehors du renforcement des actions de routine de gestion de l'impôt, sur le grand chantier de mise en



œuvre des réformes fiscales dont les perspectives pour l'avenir, en termes de réformes des structures et de la législation ainsi que du dispositif d'appui à la gestion de l'impôt, se résument de la manière ci-après :

- 1) actualisation du cadre organique de la DGI pour l'adapter aux exigences de sa modernisation ;
- 2) réforme de la fiscalité directe par l'institution d'un impôt sur les sociétés et d'un impôt sur le revenu des personnes physiques ;
- 3) consolidation de la réforme de la fiscalité indirecte (TVA) ;
- 4) acquisition d'un dispositif informatique pour la collecte et la gestion des données de la TVA sur les opérations réalisées par les assujettis devant permettre la remontée des informations à la DGI ;
- 5) renforcement du dispositif législatif sur le prix de transfert ;
- 6) amélioration des procédures fiscales dans le sens de renforcer l'efficacité de l'action de l'Administration des Impôts ;
- 7) poursuite de l'installation des postes déconcentrés d'attribution du NIF au sein des DPI ci-après : Equateur (Mbandaka), Bandundu (Bandundu), Kasai-Occidental (Kananga), Kasai-Oriental (Mbuji-Mayi) et Maniema (Kindu) ;
- 8) mise en place du plan de modernisation du système informatique.

Aussi, une attention particulière sera-t-elle réservée au renforcement des capacités du personnel, placé au centre de l'action de la DGI, afin de l'équiper au relèvement de toute sorte de défis ; en attendant, puisse ce personnel trouver à travers le présent rapport d'activités l'expression de la reconnaissance de la Haute Direction pour avoir été au rendez-vous des bonnes performances de l'année 2018.

NGOY YAV N'ZAM
Directeur Général a.i.

A photograph of a modern building entrance at night. The entrance features large glass doors with dark frames. Above the doors, the words "ENTREE VISITEURS" are displayed in large, dark, sans-serif capital letters. A man is sitting on the ground to the left of the entrance, looking down at a device in his hands. The interior of the building is visible through the glass, showing a reception desk and some plants. A black banner with white text is overlaid on the right side of the image.

ENTREE VISITEURS

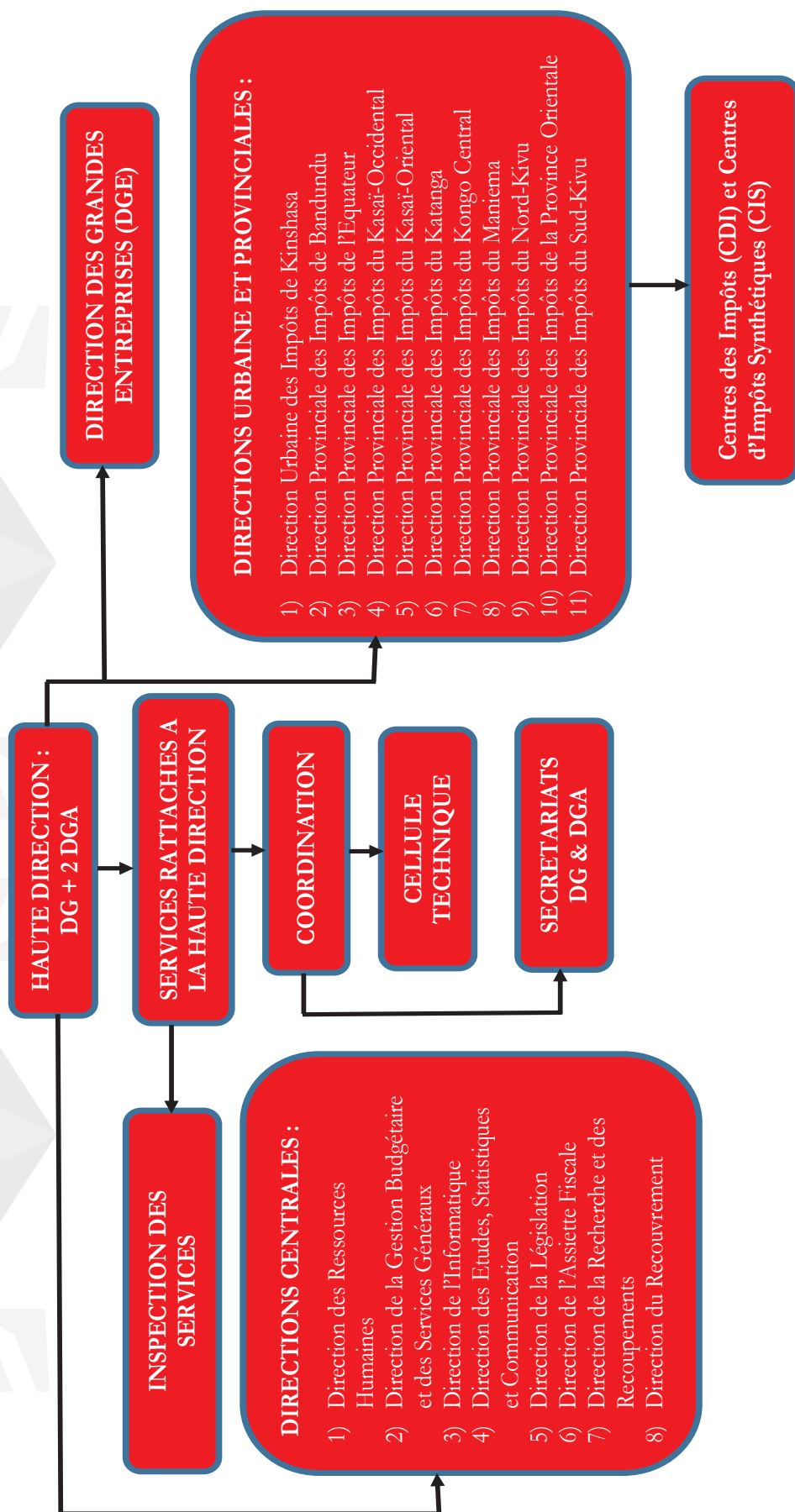
PRESENTATION

The image shows the exterior of a building with a light-colored facade. A sign above a glass door reads 'ENTREE PERSONNEL'. To the left of the door is a window with dark frames. The base of the wall is decorated with a row of stone tiles. Potted plants are visible in the foreground. A large red semi-transparent banner is overlaid across the middle of the image.

ENTREE PERSONNEL

DE LA DGI

ORGANIGRAMME DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS



**SELE YALAGHULI**

Directeur Général des Impôts

**NGOY YAV N'ZAM**Directeur Général Adjoint chargé des
Questions Fiscales et des Réformes**MUVOVA BONDO Lilie**Directrice Générale Adjointe chargée des
Questions Administratives et Financières

ADMINISTRATION CENTRALE ET DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES

Adresse :

Croisement des Avenues des Marais et Haut-Congo
B.P. 8613
KINSHASA I

Numeros « vert » :

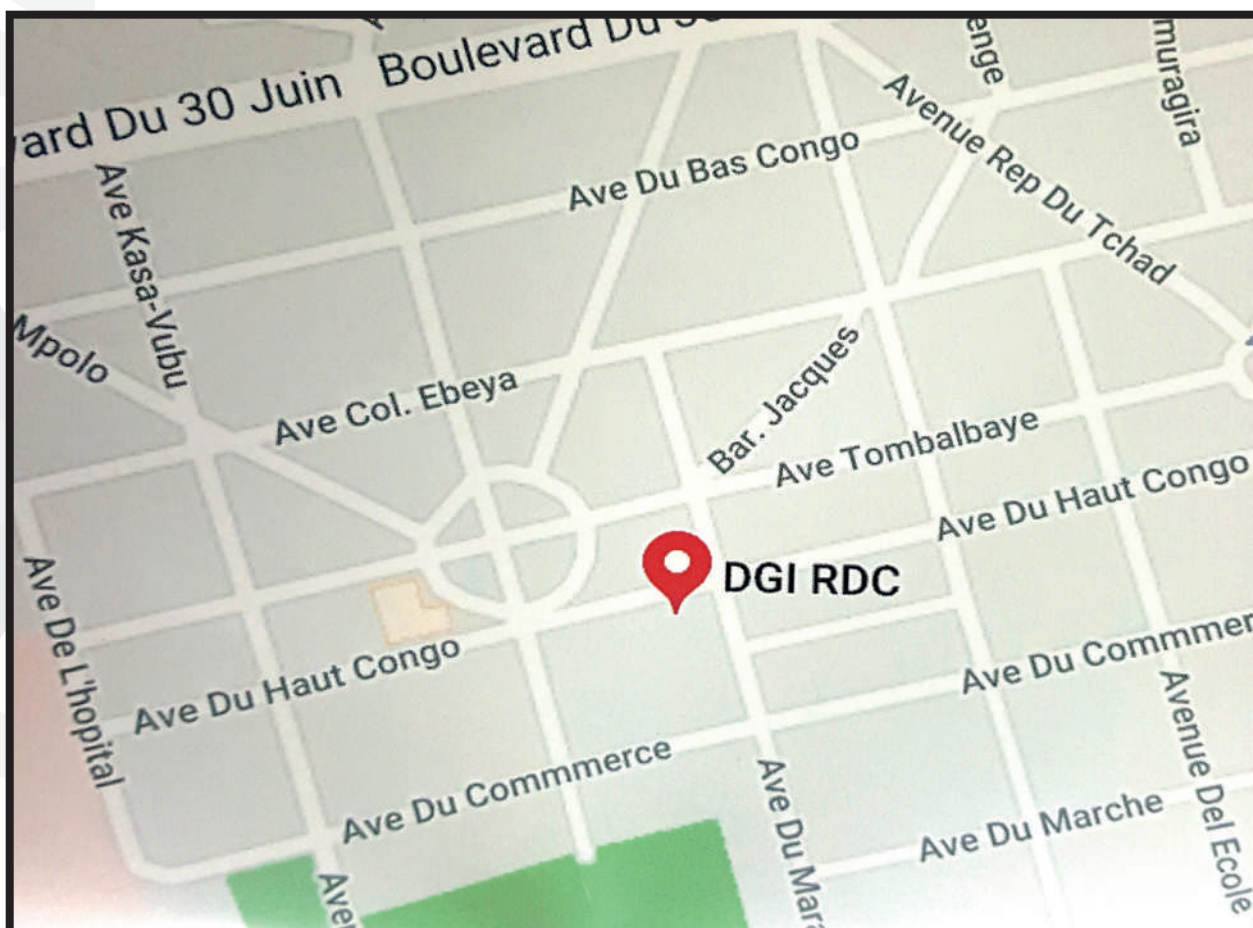
+ 243 82 81 15 555 (Administration Centrale)
+243 82 81 35 555 (Administration Centrale)
+243 82 81 45 555 (Direction des Grandes Entreprises)

E-mail :

dgikinshasa@dgi.gouv.cd
secretariatsuite@dgi.gouv.cd
dgikinshasa@gmail.com
secretariatsuite@gmail.com
dge@dgi.gouv.cd

Site Web :

www.dgi.gouv.cd



► **DIRECTION URBAINE DES IMPOTS DE KINSHASA**

- Adresse :
Avenue de la Révolution n° 819 Place commerciale, 7ème rue C/Limete
- E-mail :
dui@dgi.gouv.cd



► **DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DE BANDUNDU**

- Adresse :
Avenue de la mission n° 37 Q/ Salongo Commune de Basoko
- E-mail :
dpibdd@dgi.gouv.cd



► **DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DE L'EQUATEUR**

- Adresse :
Avenue Bolenge n°17 Centre-ville de Mbandaka
- E-mail :
dpieq@dgi.gouv.cd



► **DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU KASAI-OCIDENTAL**

- Adresse :
Croisement des avenues Kasa-vubu et Lubaya n° 236 Commune de Kananga
- E-mail :
dpikoc@dgi.gouv.cd



► **DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU KASAI-ORIENTAL**

- Adresse :
Avenue Kasengulu n° 38 Q/Masanka Commune de Diulu
- E-mail :
dpikor@dgi.gouv.cd



► **DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU KATANGA**

- Adresse :
Avenue Tabora n° 198 Commune de Lubumbashi
- E-mail :
dpikat@dgi.gouv.cd



► **DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU KONGO CENTRAL**

- Adresse :
Avenue de la Poste n° 14 Quartier Ville-basse / Commune de Matadi
- E-mail :
dpikocent@dgi.gouv.cd



► **DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU MANIEMA**

- Adresse :
Avenue du Commerce n° 5 Q/ Katuku Ville de Kindu
- E-mail :
dpiman@dgi.gouv.cd



► **DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU NORD-KIVU**

- Adresse :
Avenue Mont Goma n° 252 / place commerciale de Goma
- E-mail :
dpink@dgi.gouv.cd



► **DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DE LA PROVINCE ORIENTALE**

- Adresse :
Croisement des avenues Matabo et Tanganyika n° 08 Commune de Makiso
- E-mail :
dpipor@dgi.gouv.cd



► **DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU SUD-KIVU**

- Adresse :
Avenue de la Cathédrale n° 5 Q/Mbendere Commune d'Ibanda
- E-mail :
dpisk@dgi.gouv.cd



► **CENTRE DES IMPOTS DE KINSHASA**

- Adresse :
Croisement des avenues Kasai et
Commerce Commune de Gombe
- E-mail :
cdikin@dgi.gouv.cd

► **CENTRE DES IMPOTS DE LUBUMBASHI**

- Adresse :
Avenue Kapenda n° 13 Commune de
Lubumbashi
- E-mail :
cdilub@dgi.gouv.cd

► **CENTRE DES IMPOTS DE GOMA**

- Adresse :
Avenue Mesangers n° 12 / Place
commerciale de Goma
- E-mail :
cdigoma@dgi.gouv.cd

► **CENTRE DES IMPOTS DE MATADI**

- Adresse
Avenue de la Poste n° 14 Quartier
Ville-basse / Commune de Matadi
- E-mail :
dpikoc@dgi.gouv.cd

► **CENTRE DES IMPOTS DE KISANGANI**

- Adresse
Avenue Matabo n° 10 Commune de
Makiso
- E-mail :
cdi.kisangani@gmail.com



Seuils de compétence des services opérationnels

DGE : C.A. > CDF 3.500.000.000

CDI : C.A. entre CDF 80.000.000 et CDF 3.500.000.000

CIS : C.A. < CDF 80.000.000



N°	DUI-K	N°	DPI/BANDUNDU	N°	DPI/EQUATEUR	N°	DPI/KASAI-Occidental	N°	DPI/KASAI-Oriental	N°	DPI/KATANGA
1	BANDALUNGWA	1	BANDUNDU	1	BASANKUSU	1	DEMBA	1	DIBINDI	1	ANNEXE
2	BARUMBU	2	BOLOBO	2	BOENDE	2	DIBAYA	2	DIULU	2	KALEMIE
3	BUMBU	3	BULUNGU	3	BUMBA	3	DIMBELENGE	3	KABINDA	3	KAMALONDO
4	GOMBE	4	IDIOFA	4	GBADOLITE	4	ILEBO	4	LODJA	4	KAMINA
5	KALAMU	5	INONGO	5	GEMENA	5	KAMONIA	5	LUILU	5	KANIAMA
6	KASA-VUBU	6	KAHEMBA	6	LISALA	6	KANANGA I	6	LUSAMBO	6	KAPEMBA-RUASHI
7	KIMBANSEKE	7	KASONGO-LUNDA	7	MBANDAKA	7	KANANGA II	7	MIABI	7	KASAJI
8	KINSHASA	8	KENGE	8	ZONGO	8	KAZUMBA	8	MUENE DITU	8	KATUBA
9	KINTAMBO	9	KIKWIT			9	LUEBO	9	MUYA	9	KENYA
10	KISENSO	10	MASI MANIMBA			10	LUIZA	10	NGANDAJIKA	10	KIPUSHI
11	LEMBA	11	NIOKI			11	MWEKA			11	KOLWEZI
12	LIME'ETE					12	TSHIKAPA			12	KONGOLO
13	LINGWALA									13	LIKASI
14	MAKALA									14	LUBUMBASHI
15	MALUKU									15	SAKANIA
16	MASINA										
17	MATETE										
18	MONT'NGAFULA										
19	NDJILI										
20	NGABA										
21	NGALIEMA										
22	NGIRI NGIRI										
23	NSELE										
24	SELEMBAO										



CIS MUENEDITU





1

INTRODUCTION

La Loi de finances n°17/014 du 24 décembre 2017 pour l'exercice 2018 inscrit l'exécution du budget de l'année 2018 dans l'optique de la mise en œuvre des missions confiées au Gouvernement de la République, à savoir :

- l'organisation des élections crédibles, libres, transparentes et apaisées ;
- l'arrêt de la dégradation de la situation économique du pays ;
- l'amélioration des conditions des vies de la population ;
- la restauration de la sécurité des personnes et de leurs biens sur l'ensemble du territoire national.

Cette Loi a été élaborée dans un contexte caractérisé par :

- Sur le plan politique et sécuritaire : la persistance des foyers des tensions dans le grand Kasai et le Katanga, la résurgence des groupes armés dans le grand Kivu et la poursuite des opérations d'enrôlement des électeurs ainsi que la publication du calendrier électoral ;
- Sur le plan économique, financier et social : la stabilisation et la relance de l'économie nationale, la restauration progressive des équilibres macro-économiques, la signature des protocoles d'accord entre le Gouvernement et certaines corporations syndicales suite aux revendications de diverses catégories socioprofessionnelles ainsi que l'augmentation du nombre des déplacés internes suite aux conflits intercommunautaires et la résurgence de certaines épidémies ;
- Sur le plan des réformes : la poursuite de la mise en œuvre de la réforme administrative à travers la mise à la retraite, le rajeunissement de l'Administration publique, l'opérationnalisation de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Agents Publiques de l'Etat et des cadres organiques, de même par la réforme des finances publiques par l'élaboration d'un budget à blanc, dans la perspective du basculement de la budgétisation en mode programme

ainsi que le lancement de la réforme du système fiscal.

Les activités menées par la DGI au cours de l'année 2018 ont été inscrites dans ce contexte et ont eu pour leitmotiv la concentration des efforts de réalisation des objectifs des recettes de l'ordre de **CDF 2.809.952.033.191,05** lui assignés par la Loi de finances précitée dont **CDF 2.700.881.026.119,05** pour les recettes hors IBP des Pétroliers producteurs et **CDF 109.071.007.072,00** au titre d'IBP des Pétroliers producteurs.

Pour l'exécution de la Loi de finances précitée, le législateur a édicté quelques mesures fiscales modifiant et complétant certaines dispositions législatives, qui se résument de la manière ci-dessous :

1. En matière d'impôts cédulaires sur les revenus

- Ajout de mine, puits de pétrole ou de gaz, carrière ou tout autre lieu d'exploitation et d'extraction des ressources naturelles comme d'autres aspects d'installation matérielle concernant la notion d'établissement fixe ou permanent ;
- Elargissement de la notion d'établissement fixe ou permanent aux entreprises étrangères qui fournissent des prestations de services en République Démocratique du Congo par l'intermédiaire d'employés ou autre personnel engagé par une entreprise à cette fin ;
- Elargissement de la notion d'établissement fixe ou permanent à une personne, autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant, lorsqu'elle agit pour le compte d'une entreprise étrangère ;
- Elargissement de la notion d'établissement fixe ou permanent à une entreprise d'assurance d'un Etat étranger, sauf en matière de réassurance ;
- Précision sur la notion de la dissolution de la société qui peut être suivie de la liquidation ou non, notamment dans le cas de fusion ou de scission entraînant disparition de sociétés ;

- Détermination de la base de calcul de la cotisation spéciale, qui est établie sur les résultats accusés par le dernier bilan de liquidation ou par le dernier bilan établi avant scission ou fusion de sociétés.

2. En matière de la Taxe sur la Valeur Ajoutée

- Exonération à la TVA de l'importation des biens d'équipements destinés aux investissements de création par les entreprises nouvelles ;
- Institution de la procédure d'achat en franchise de TVA des biens et services destinés à leurs besoins d'exploitation et d'investissement en faveur des entreprises minières exportatrices, des entreprises pétrolières de production et des entreprises ayant réalisé des investissements lourds dans leur phase d'implantation ;
- Admission au droit à déduction de la TVA ayant grevé les produits pétroliers dans la limite de 50% ;
- Extension du mécanisme de la retenue à la source de la TVA facturée par les établissements publics aux entreprises minières ;
- Ajout des établissements publics sur la liste des entreprises éligibles au mécanisme de remboursement des crédits de TVA.

3. En matière de procédures fiscales

- Redéfinition des termes pénalités d'assiette et pénalités de recouvrement ;
- Suppression de l'obligation en matière de contentieux d'assiette de payer le principal du montant contesté comme condition de la recevabilité du recours formé devant le juge de l'impôt ;

- Fixation du montant à payer par le contribuable en cas de demande de sursis de paiement en matière contentieuse dans la phase administrative, lequel montant est égal au dixième du supplément d'impôt contesté.

A ce sujet, à la clôture de l'année 2018, avec la mise en exécution de toutes ces mesures, la DGI a réalisé les recettes globales de **CDF 3.770.499.875.416,31** contre les assignations budgétaires de **CDF 2.809.952.033.191,05**, soit un taux d'exécution de **134,18%**.

La part des recettes hors IBP des Pétroliers producteurs dans ces réalisations globales est de **CDF 3.664.254.454.763,32**. Comparativement aux prévisions budgétaires de **CDF 2.700.881.026.119,05**, il se dégage un écart positif de **CDF 963.373.428.644,27**, soit un taux d'exécution de **135,67%**. Par rapport aux recettes de l'année 2017 de **CDF 2.196.446.175.355,01**, il s'observe une progression de **66,83 %**, soit un écart positif de **CDF 1.467.808.279.408,31**.

En ce qui concerne les recettes au titre d'IBP des Pétroliers producteurs, la DGI a réalisé **CDF 106.245.420.652,99** contre les assignations budgétaires de **CDF 109.071.007.072,00**, dégageant ainsi un gap de **CDF 2.825.586.419,01** soit un taux d'exécution de **97,41 %**.

Toutes les missions dévolues à la DGI, au cours de l'année 2018, ont été conduites par le Directeur Général, Monsieur **SELE YALAGHULI**, assisté par le Directeur Général Adjoint chargé des Questions Fiscales et des Réformes, Monsieur **NGOY YAV N'ZAM** ainsi que la Directrice Générale Adjointe chargée des Questions Administratives et Financières, Madame **MUVOVA BONDO Lilie**, tous nommés par Ordonnance présidentielle n° 16/095 du 11 novembre 2016.



A photograph of an Airbus A320neo aircraft in Air France livery, featuring a blue tail with a white rooster logo and a red and yellow stripe along the fuselage. The aircraft is parked on a tarmac, and a yellow ground support vehicle is visible in the background. A large white number '2' is overlaid on the left side of the image, with a white triangle pointing towards the right.

2

FAITS SAILLANTS



DE L'ANNEE

Hormis les actions quotidiennes de supervision et de coordination de l'ensemble des activités de la DGI, reprises dans le chapitre relatif à l'exécution des missions de la DGI, quelques faits saillants ont particulièrement marqué l'année 2018, à savoir :

1) Cérémonie d'échange de vœux entre la Haute Direction et le personnel de la DGI



Une cérémonie d'échange de vœux entre la Haute Direction et le personnel a été organisée le 06 janvier 2018 au Shark club de Kinshasa. Au cours de cette cérémonie, le Directeur Général des Impôts a rappelé à l'ensemble du personnel deux priorités majeures que l'équipe dirigeante s'est assignée, à savoir :

► Placer l'homme au centre de l'action à la DGI

Pour le Directeur Général des impôts, si le personnel est revalorisé, demeure soudé et qu'il travaille professionnellement, la mobilisation des recettes sera accrue.

A cette occasion, le Directeur Général des impôts a invité tous les agents à faire preuve d'éthique et de déontologie dans l'exercice quotidien de leur travail. Il a aussi annoncé la modernisation de l'Administration fiscale congolaise à travers l'assainissement du cadre de travail et l'amélioration de la qualité des services à rendre aux usagers.

► Bâtir un partenariat franc et dynamique avec les contribuables

Par ailleurs, il a pris l'engagement de poursuivre le partenariat sincère avec les différentes organisations socio-professionnelles afin de mobiliser davantage des ressources au profit du Trésor public, au cours de l'année 2018.

2) Mission d'itinérance dans la Province du Kongo Central

Le Directeur Général a effectué, du 04 au 09 février 2018, une mission d'itinérance à la DPI Kongo Central.

Suivant les instructions de Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, cette mission avait pour objet de mobiliser les services à plus d'engagement, d'éthique

et de déontologie professionnelle, pour gagner le pari de réalisation des assignations budgétaires de l'exercice 2018. Dans ce cadre, d'intenses activités ont été déployées notamment :

- Présentation des civilités au Gouverneur de Province ;
- Séances de conscientisation du personnel à l'exercice de leur devoir ;
- Visite des bâtiments du Siège de la DPI, des CIS Matadi, Nzamvu, Kinzau-mvuete, Boma, Muanda, Kimpese, Mbanza-ngungu, Inkisi et Kasangulu ;
- Visite des installations des sociétés MGT, LEREXCOM PETROLEUM et PERENCO REP.

Ces contacts ont permis au Directeur Général de palper du doigt les réalités sur terrain et de recueillir des préoccupations sur les besoins en ressources matérielles, logistiques des services, et sur l'amélioration du partenariat stratégique avec les contribuables.

Au terme de cette visite, quelques solutions idoines ont été préconisées pour promouvoir une revalorisation du personnel et un embellissement progressif des conditions de travail.

3) Matinée d'information et d'échange à l'attention des opérateurs économiques

Le 08 février 2018 à l'hôtel MEMLING de Kinshasa, tenue d'une matinée

d'information et d'échange organisée à l'attention des opérateurs économiques. Cette activité a été dédiée à la présentation et aux commentaires sur les innovations apportées par la Loi de finances n° 17/014 du 24 décembre 2017, dans l'objectif de :

- Communiquer sur les modifications majeures apportées à la législation fiscale ;
- Répondre aux préoccupations des opérateurs économiques ;
- Prévenir les litiges entre les contribuables et l'Administration des Impôts ;
- Renforcer le partenariat avec les opérateurs économiques ;
- Informer les opérateurs économiques de la parution du Code des Impôts mis à jour au 15 juillet 2017.

4) Séminaire des Directeurs des Impôts



Du 1^{er} au 03 mars 2018 à Kinshasa, tenue du séminaire des Directeurs des Impôts, sur le thème « Stratégies innovantes en vue de l'optimisation de la gestion de l'impôt et de l'amélioration des relations avec les usagers ». Ouvert par Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, celui-ci a félicité l'ensemble du personnel de la DGI pour les efforts fournis en 2017, avant de relever que la tendance de deux premiers mois de l'année 2018 augurait une suite satisfaisante dans le sens de la mobilisation des recettes. Il a toutefois exhorté la DGI à poursuivre les missions d'itinérance auprès de services opérationnels en vue de les sensibiliser davantage à l'accroissement des recettes.

Durant trois jours, les Directeurs des Impôts ont passé en revue tout le contour du thème des assises, avant de formuler quelques recommandations articulées autour des points ci-après :

- Résolutions en matière de lutte contre la fraude fiscale ;
- Résolutions en matière de réformes structurelles et législatives ;
- Résolutions en matière de ressources humaines ;
- Résolutions en matière de gestion budgétaire et des services généraux ;
- Résolutions en matière d'informatisation des services ;
- Résolutions en matière de gestion de l'impôt ;

- Répartition des assignations budgétaires de l'exercice 2018 par service.

5) Mission d'itinérance dans les provinces du Haut Katanga et du Lualaba

Du 21 au 25 juillet 2018, mission officielle de Monsieur le DG auprès de la DPI Katanga, en exécution de l'Ordre de mission n° CAB/MIN FINANCES/DGI/2018/203 du 18 juillet 2018 de Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances.

Cette mission avait pour objet de :

- Procéder au lancement des travaux de réhabilitation des bâtiments abritant le CDI Lubumbashi ainsi que les CIS Lubumbashi, Kamalondo et de la commune annexe ;
- Echanger avec les Autorités politico-administratives de la nouvelle province du Lualaba sur les modalités pratiques du lancement, à Kolwezi, d'une Direction provinciale pilote des provinces démembrées.

Outre les entretiens et réunions sectorielles avec le personnel de la DPI/Katanga, la mission a également procédé à la remise des matériels roulants et informatiques pour le bon fonctionnement de cette Direction provinciale.

6) Cérémonie de signature du contrat d'acquisition des immeubles des Lignes Aériennes Congolaises « LAC »

Une des activités phares de l'année 2018 a été la cérémonie de signature du contrat d'acquisition de trois immeubles de la

Société des Lignes Aériennes Congolaises (LAC), à la suite d'une procédure d'appel d'offre par voie d'adjudication publique intervenue à Kinshasa le 16 octobre 2018. Ces immeubles sont situés respectivement à Kinshasa et dans les provinces de la Mongala et du Sud-Ubangi.





3

EXECUTION
DIRECTION



DES MISSIONS DE LA GENERALE DES IMPOTS

3.1. RAPPEL DES MISSIONS DE LA DGI

Créée par le Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003, la DGI exerce, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, toutes les missions et prérogatives en matière fiscale relevant du pouvoir central. Ces missions et prérogatives comprennent notamment l'assiette, le contrôle, le recouvrement et le contentieux des impôts, taxes, redevances et prélèvements à caractère fiscal.

La DGI est, en outre, chargée d'étudier et de soumettre à l'autorité compétente les projets de lois, de décrets et d'arrêtés en la matière. Elle doit également être consultée pour tout texte ou toute convention à incidence fiscale ou tout agrément d'un projet d'investissement à un régime fiscal dérogatoire.

Elle exerce ses compétences sur toute l'étendue du territoire national.

3.2. ACTIVITES DE LA HAUTE DIRECTION

Les actions menées par la Haute Direction visent la supervision et la coordination de l'ensemble des activités de la DGI, la participation aux réunions de mobilisation des recettes et aux rencontres internationales, les mécanismes de collaboration avec d'autres structures et la participation à la conclusion des conventions fiscales internationales.

3.2.1. Supervision et coordination de l'ensemble des activités de la DGI

Sous l'autorité de Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, Henri YAV MULANG, la Haute Direction a supervisé et coordonné l'ensemble des activités de la DGI. Elle a impulsé les Services par la mise en œuvre des stratégies de mobilisation des recettes à travers les réunions de la Commission d'Assiette et de Recouvrement (CAR) tenues au début et à mi-parcours de chaque mois, et exécutées par les Services opérationnels chargés de la gestion quotidienne de l'impôt ainsi que ceux de l'Administration Centrale, chargés d'accompagner les Services opérationnels dans l'exécution de leurs missions.

Aussi, les réunions mensuelles de pilotage des missions d'assiette et de recouvrement ont-elles permis l'évaluation régulière de l'ensemble des activités de la DGI.

Outre les réunions mensuelles de la CAR et du Comité de pilotage, les activités spécifiques suivantes ont été menées par la Haute Direction au cours de l'année 2018 :

- séance de travail avec le Directeur Général de l'ANAPI, sur l'amélioration du partenariat entre la DGI et le Guichet Unique de Création d'Entreprise, tenue le 24 janvier 2018, à Kinshasa ;
- participation à la réunion avec le représentant résident du FMI en RDC et la DGE, sur le développement et perspectives du secteur minier en RDC, du 13 février 2018, à Kinshasa ;

- séance de travail avec le Directeur Général de la Société UTSCH CONGO Sarl, sur la vente de plaques minéralogiques d'immatriculation, tenue le 20 février 2018, à Kinshasa ;
- réunion tenue le 31 mai 2018, avec Madame le Directeur Général a.i. de la SONAS, sur l'examen de l'intégration de l'assurance automobile dans le système d'identification des Véhicules (INV) implémenté à la DGI par la Société SYNTELL RDC, relativement au protocole d'accord du 02 octobre 2012, signé entre la DGI et la SONAS ;
- réunion avec Monsieur le Directeur Général de l'OCC, sur l'examen de la problématique liée à la TVA collectée par l'OCC sur ses prestations de services fournies lors des opérations d'importation des marchandises et reversée à la DGDA pour le compte de l'OCC, tenue le 06 juin 2018, à Kinshasa ;
- le 09 juin 2018 à Kinshasa, pose de la 1ère pierre sur le site Pool Malebo, dans le cadre du projet contractuel de construction des logements sociaux en faveur de quelques agents de la DGI ayant souscrit pour l'achat à crédit des maisons.

3.2.2. Participation aux réunions de mobilisation des recettes et aux rencontres internationales

Le Directeur Général des Impôts a pris part aux réunions de suivi des services mobilisateurs des recettes, tenues

régulièrement au Ministère des Finances, aux côtés notamment des responsables de deux autres Régies financières : la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA) et la Direction Générale des Recettes Administratives, Domaniales, Judiciaires et de Participations (DGRAD).

Dans le cadre des rencontres internationales touchant à la politique fiscale ou à l'administration des impôts, la Haute Direction a également pris part :

- à la première conférence internationale sur le thème : « Fiscalité et développement durable », organisée par la plateforme de collaboration en matière de fiscalité, avec l'assistance du FMI, de l'OCDE, des Nations Unies et du Groupe de la Banque Mondiale, du 14 au 16 février 2018, à New York, aux USA ;
- à la réunion du Bureau exécutif du CREDAF du 08 au 13 mars 2018, à Paris ;
- à la 34ème assemblée générale et au 33ème colloque international du CREDAF, sur le thème : « le consentement à l'impôt et la recevabilité », tenus du 30 avril au 02 mai 2018, à Port-au-Prince, en Haïti ;
- au séminaire inter-régional sur l'administration performante de la TVA, organisé par le Centre Régional d'Assistance Technique du Fonds Monétaire pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre), du 22 au 26 octobre 2018, à Libreville ;
- au séminaire de formation sur le thème : « Financement des biens et services publics et partenariats public-privé », organisé par les Consultants ICDI du 15 au 29 novembre 2018, à Montréal au Canada.

3.2.3. Mécanismes de collaboration avec d'autres structures

Au cours de l'année 2018, la Haute Direction a collaboré avec les responsables d'autres administrations et structures techniques ci-après :

- GUCE : séance de travail sur l'amélioration du partenariat entre la DGI et le GUCE, tenue le 24 janvier 2018 ;
- CNSS, ONEM et INPP : réunion relative à l'extension de la déclaration et du paiement uniques des Impôts, cotisations sociales et contributions patronales sur les rémunérations à la catégorie « Moyennes Entreprises », tenue le 07 février 2018 ;
- UTSCH CONGO : séance de travail sur la vente de plaques d'immatriculation, tenue le 20 février 2018 ;
- SONAS : réunion sur l'examen de l'intégration de l'assurance automobile dans le Système d'Identification des Véhicules (INV) implémenté à la DGI par la Société SYNTELL RDC, relativement au protocole d'accord du 02 octobre 2012 signé par la DGI et la SONAS, tenue le 31 mai 2018 ;
- VILLE PROVINCE DE KINSHASA : séance de travail sur l'opérationnalisation

du guichet unique, pour le paiement du forfait IBP des micro-entreprises et de la patente, à mettre en place dans le cadre du protocole d'accord de collaboration entre la DGI et la Ville de Kinshasa, tenue le 05 septembre 2018 ;

- DGRAD et DGDA : réunion de concertation des Régies Financières sur la problématique de la prise en recettes des paiements par compensation et la mise en œuvre du comité de suivi des protocoles d'accord de collaboration entre elles, tenue le 19 octobre 2018.

3.2.4. Participation à la conclusion des conventions fiscales internationales

Au cours de l'année 2018, en prévision de la signature de la convention fiscale entre la RDC et la Turquie, la DGI a pris part à la séance de travail tenue le 02 août 2018, avec l'équipe interministérielle d'Experts sous la conduite du Ministère des Affaires Etrangères et Intégration Régionale chargée de l'accompagnement diplomatique, en vue d'éviter la double imposition et la fraude fiscale en matière d'impôt sur le revenu entre ces deux pays.

3.3. MISSIONS DE LEGISLATION FISCALE

Quelques textes fiscaux et Notes de service ont été élaborés tout au long de l'année 2018.

3.3.1. Modification des textes fiscaux

Quelques mesures fiscales proposées par la DGI et sanctionnées par les autorités compétentes à travers la Loi de finances n° 17/005 du 24 décembre 2017 pour l'exercice 2018, ont modifié et complété certaines dispositions de :

1. l'Ordonnance-Loi n°69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus :
Articles 68, 69, 69 bis, 69 ter A, 69 ter B et 75 ;
2. l'Ordonnance-Loi n°13/006 du 23 février 2013 portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille en matière d'impôt sur les bénéfices et profits :
Article 2 ;
3. l'Ordonnance-Loi n°10/001 du 20 août 2010 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée :
Articles 15 point 20, 23 bis, 41 point 3 ter, 53 alinéa 2 et 64 alinéa 1er ;
4. la Loi n°004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales :
Articles 83, 84, 85, 86 et 110.

3.3.2. Elaboration des notes de service

Plusieurs notes de service ont été élaborées pour assurer la diffusion des textes fiscaux à caractère législatif et réglementaire. Il s'agit de :

- Note de service N°01/001/DGI/DG/GCR/GM/CK/2018 du 08 janvier 2018 portant recomposition du Groupe CREDAF ;
- Note de service N°01/002/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 11 janvier 2018 portant diffusion de 06 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques ASBL ;
- Note de service N°01/003/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 11 janvier 2018 portant diffusion de l'Arrêté Interministériel n°032/CAB/MIN.ETAT/PL/2017 et n°119/CAB/MIN/FINANCES/2017 du 1er novembre 2017 portant octroi de certaines facilités administratives et fiscales à l'ASBL « FONDATION OLANGI WOSHO » ;
- Note de service N°01/004/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 11 janvier 2018 portant diffusion de l'Arrêté Interministériel n°080/CAB/MIN/PLAN/2017 et n°178/CAB/MIN/FIN/2017 du 14 décembre 2017 portant agrément du projet d'investissement de la société INDUSTRIELLE ET IMMOBILIERE AU CONGO, « SINCO » SARL ;

EXECUTION DES MISSIONS DE LA

- Note de service N°01/005/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 11 janvier 2018 portant diffusion de l'Arrêté Interministériel n°042/CAB/MIN/PLAN/2017 et n°166/CAB/MIN/FIN/2017 du 11 décembre 2017 portant agrément du projet d'investissement de la société GAZ CONGO SAS ;
- Note de service N°01/006/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 22 janvier 2018 portant diffusion de 07 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques ASBL ;
- Note de service N°01/007/DGI/DG/DLEG/MC/2018 du 24 janvier 2018 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel N°CAB/MIN/FINANCES/2017/040 du 22 décembre 2017 fixant le prix de vente du code des Impôts mis à jour au 15 juillet 2017 ;
- Note de service N°01/013/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 26 janvier 2018 portant diffusion de l'Arrêté Interministériel N°043/CAB/MIN/PLAN/2017 et n°167/CAB/MIN/FIN/2017 du 11 décembre 2017 portant agrément du projet d'investissement de la société CONGO-LAISE DES PECHEES « SOCOPE » SA ;
- Note de service N°01/014/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 26 janvier 2018 portant diffusion de l'Arrêté Interministériel N°01/014/DGI/DG/DLEG/MN/PLAN/2017 et n°177/CAB/MIN/FIN/2017 du 14 décembre 2017 modifiant et complétant l'Arrêté Interministériel n°080/CAB/MIN/PLAN/2014 et n°115/CAB/MIN/FIN/2014 du 05 Juillet 2014 portant agrément du projet d'investissement de la Société LEREX COM PETROLEUM ;
- Note de service N°01/019/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 12 février 2018 portant diffusion de 16 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques ASBL ;
- Note de service N°01/021/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 15 février 2018 portant diffusion de 06 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à six sociétés ;
- Note de service N°01/022/DGI/DG/DIRAF/BR/OS/2018 du 16 février 2018 portant publication de la 4ème liste additionnelle des contribuables de la DGE sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2017, revenus de 2016 ;
- Note de service N°01/023/DGI/DG/CO/CK/2018 du 16 février 2018 portant organisation d'un séminaire des Directeurs des impôts sur le thème : « stratégies innovantes en vue de l'optimisation de la gestion de l'impôt et de l'amélioration des relations avec les usagers » ;
- Note de service N°01/024/DGI/DG/DESCOM/NB/2018 du 21 février 2018 portant diffusion du canevas actualisé de présentation de rapport d'activités des services opérationnels de la DGI ;
- Note de service N°01/025/DGI/DG/DESCOM/CE/IT/2018 du 23 février 2018 portant diffusion de l'Arrêté Interministériel n°070/CAB/MIN/CA/2017 et N°CAB/MIN/FINANCES/2017/193 du 29 décembre 2017 portant fixation de la nature, des taux et des ressources à percevoir à l'initiative de l'Etablissement Public dénommé l'Institut National des Archives du Congo, en sigle « INACO » ;

- Note de service N°01/026/DGI/DG/IS/ANG/2018 du 28 février 2018 portant élargissement de la Commission chargée de la mise en œuvre du contrat de construction des maisons pour Cadres et Agents de la DGI ;
- Note de service N°01/027/DGI/DG/DRH/CT/GM/2018 du 01 mars 2018 portant dispositions spéciales en matière d'allocation de décès et de rente de service de survie au sein de la DGI ;
- Note de service N°01/028/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2018 du 19 mars 2018 portant autorisation de la programmation d'un dossier de la DGE au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2017, revenus de 2016 ;
- Note de service N°01/037/DGI/DG/DLEG/JN/LK/2018 du 14 mars 2018 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2018/007 du 26 février 2018 portant fixation des coefficients de réévaluation applicable aux bilans clos au 31 décembre 2017 ;
- Note de service N°01/038/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/CHK/2018 du 15 mars 2018 portant publication du répertoire général actualisé des contribuables relevant des structures reformées, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/039/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/CHK/2018 du 19 mars 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois de février 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma, arrêté au 30 avril 2016 ;
- Note de service N°01/040/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/CHK/2018 du 19 mars 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois de février 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 30 avril 2016 ;
- Note de service N°01/041/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/CHK/2018 du 19 mars 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois de février 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Sud-Kivu, arrêté au 30 avril 2016 ;
- Note de service N°01/042/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2018 du 19 mars 2018 portant autorisation de la programmation d'un dossier de la DGE au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2017, revenus de 2016 ;
- Note de service N°01/045/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/CHK/2018 du 28 mars 2018 portant publication du répertoire actualisé des contribuables assujettis à la TVA, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/048/DGI/DG/DLEG/LM/2018 du 31 mars 2018 portant recomposition de l'équipe chargée du pilotage des conventions fiscales internationales ;
- Note de service N°01/048/DGI/DG/CR/GM/2018 du 04 avril 2018 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2018/012 du 20 mars 2018 fixant les conditions de souscription des déclarations fiscales par voie électronique ;

EXECUTION DES MISSIONS DE LA

- Note de service N°01/049/DGI/DG/CT/2018 du 05 avril 2018 portant mise en place d'une commission chargée de l'examen du projet de restructuration de la DGI ;
- Note de service N°01/052/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 18 avril 2018 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2017/038 du 11 décembre 2017 portant agrément de la CIMENTERIE DU CONGO « CICO SARL » au régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur ;
- Note de service N°01/053/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/CHK/2018 du 19 avril 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois de mars 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/054/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/CHK/2018 du 19 avril 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois de mars 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/055/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/CHK/2018 du 19 avril 2018 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de mars 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Province Orientale, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/056/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/CHK/2018 du 19 avril 2018 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de mars 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/057/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/CHK/2018 du 19 avril 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois de mars 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Bandundu arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/059/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2018 du 19 avril 2018 portant autorisation de la programmation d'un dossier de la DGE au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2017, revenus de 2016 ;
- Note de service N°01/061/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/CHK/2018 du 19 avril 2018 portant publication d'un contribuable additionnel au mois de mars 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Sud-Kivu, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/061/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 27 avril 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois d'avril 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 28 février 2018 ;

- Note de service N°01/062/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 27 avril 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois d'avril 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/063/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 27 avril 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois d'avril 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/064/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/CHK/2018 du 27 avril 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois d'avril 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/065/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 03 mai 2018 portant diffusion de l'Arrêté Interministériel n°133/CAB/MIN/PLAN/2017 et N°213/CAB/MIN/FIN/2017 du 29 décembre 2017 portant agrément du projet d'investissement de la société SHEKINA BUSINESS MULTI SERVICE 'SBM' SARL ;
- Note de service N°01/066/DGI/DG/DRH/DLEG/KIS/2018 du 07 mai 2018 portant instructions relatives à la poursuite de la formation scolaire ou académique en cours de carrière par les agents de la DGI ;
- Note de service N°01/067/DGI/DG/DRH/NK/2018 du 07 mai 2018 portant rappel des dispositions relatives à l'affectation des agents et à la désignation à titre intérimaire aux fonctions de commandement au sein de la DGI ;
- Note de service N°01/069/DGI/DG/DRH/NK/2018 du 07 mai 2018 portant affectation collective des diplômés de l'Ecole Nationale des Finances, section Impôts Directs et Indirects, promotion 2017 ;
- Note de service N°01/070/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2018 du 14 mai 2018 portant publication de la 8ème liste additionnelle des contribuables de la DGE sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2017, revenus de 2016 ;
- Note de service N°01/071/DGI/DG/DRH/CT/GM/2018 du 07 mai 2018 portant diffusion des conditions et modalités de prise en charge des frais médicaux et des soins de santé du personnel de la DGI ;
- Note de service N°01/071/DGI/DG/DRH/NK/2018 du 14 mai 2018 portant affectation de quelques agents à la DGE ;
- Note de service N°01/073/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 16 mai 2018 portant diffusion de l'Arrêté Interministériel n°17/CAB/MIN/FINANCES/2017 du 18 novembre 2017 portant octroi de certaines facilités administratives et fiscales à l'ASBL dénommée « ACTION DAMIEN » ;
- Note de service N°01/074/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 23 mai 2018 portant diffusion de 05 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques ASBL ;

EXECUTION DES MISSIONS DE LA

- Note de service N°01/075/DGI/DG/DIRAF/PO/2018 du 24 mai 2018 portant création d'une commission chargée de l'élection et de la formation des formateurs interne de la DGI ;
- Note de service N°01/076/DGI/DG/DLEG/MA/2018 du 26 mai 2018 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2018/011 du 20 mars 2018 fixant les modalités pratiques d'expédition de certains actes de procédure par voie électronique en matière fiscale ;
- Note de service N°01/077/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2018 du 28 mai 2018 portant publication de la liste des contribuables du CDI/Goma sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2018, revenus de 2017 ;
- Note de service N°01/078/DGI/DG/DRH/NK/2018 du 28 mai 2018 portant alignement de quelques vérificateurs polyvalents des impôts, diplômés de l'ENF au grade d'attaché d'administration de 1ère classe ;
- Note de service N°01/079/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2018 du 29 mai 2018 portant publication de la 1ère liste additionnelle des contribuables de la DGE sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2018, revenus de 2017 ;
- Note de service N°01/080/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2018 du 07 juin 2018 portant publication de la liste des contribuables du CDI/Lubumbashi sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2018, revenus de 2017 ;
- Note de service N°01/088/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 13 juin 2018 portant diffusion de 05 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques ASBL ;
- Note de service N°01/089/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 13 mai 2018 portant diffusion de 07 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques ASBL ;
- Note de service N°01/091/DGI/DG/DLEG/CE/2018 du 14 juin 2018 portant déductibilité fiscale des provisions pour créances douteuses des établissements de crédit ;
- Note de service N°01/092/DGI/DG/CR/PS/2018 du 14 juin 2018 portant instructions relatives au nouveau régime des sanctions fiscales ;
- Note de service N°01/093/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2018 du 18 juin 2018 portant publication de la liste des contribuables du CDI/Kinshasa sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2018, revenus de 2017 ;
- Note de service N°01/095/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 18 juin 2018 portant diffusion de l'Arrêté Interministériel n°0013/CAB/MIN/FINANCES/2018 du 18 mai 2018 portant octroi de certaines facilités administratives et fiscales à l'ASBL dénommée « ULB COOPERATION » ;
- Note de service N°01/097/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2018 du 22 juin 2018 portant publication de la liste des contribuables du SMM/Maniema sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2018, revenus de 2017 ;

- Note de service N°01/098/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2018 du 22 juin 2018 portant publication de la liste des contribuables du SMM/Kasaï-Occidental sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2018, revenus de 2017 ;
- Note de service N°01/0100/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 25 juin 2018 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n°017/CAB/MINET/ECONAT/2018 du 03 Avril 2018 relatif aux mesures d'exécution du décret n°17/018 du 03 décembre 2017 portant interdiction de commercialisation et d'utilisation des sachets, films et autres emballages en plastiques ;
- Note de service N°01/0101/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2018 du 26 juin 2018 portant publication de la liste des contribuables du SMM de la DPI/Sud-Kivu sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2018, revenus de 2017 ;
- Note de service N°01/0102/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2018 du 27 juin 2018 portant publication de la liste des contribuables du SMM de la DPI/Bandundu sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2018, revenus de 2017 ;
- Note de service N°01/0103/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2018 du 28 juin 2018 portant publication de la liste des contribuables du SMM de la DPI/Province Orientale sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2018, revenus de 2017 ;
- Note de service N°01/0104/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 29 juin 2018 portant diffusion de 03 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à 02 sociétés et 01 établissement ;
- Note de service N°01/0105/DGI/DG/DRH/NK/2018 du 11 juillet 2018 portant création d'une commission chargée de la titularisation et de la promotion des chefs de Division et chefs de Bureau ;
- Note de service N°01/0106/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 12 juillet 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois de juin 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/0107/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 12 juillet 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois de juin 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/0108/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 12 juillet 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois de juin 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/0109/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 12 juillet 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois de juin 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE, arrêté au 28 février 2018 ;

EXECUTION DES MISSIONS DE LA

- Note de service N°01/0110/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 12 juillet 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois de juin 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Province Orientale, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/0111/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 12 juillet 2018 portant publication d'un contribuable additionnel du mois de juin 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/0112/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2018 du 13 juillet 2018 portant publication de la 1ère liste additionnelle des contribuables du SMM de la DPI/Province Orientale sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2018, revenus de 2017 ;
- Note de service N°01/0114/DGI/DG/DESCOM/OM/2018 du 30 juillet 2018 portant création d'une commission chargée d'élaborer le projet du budget de la DGI pour l'exercice 2019 ;
- Note de service N°01/0115/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2018 du 31 juillet 2018 portant publication de la 1ère liste additionnelle des contribuables du CDI/Kinshasa sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2018, revenus de 2017 ;
- Note de service N°01/0117/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 02 août 2018 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n°CAB/MIN/FINANCES/2018/019 du 25 juin 2018 portant agrément de la SOCIETE TERRA SARL au régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur ;
- Note de service N°01/0118/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 02 août 2018 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n°CAB/MIN/FINANCES/2018/020 du 02 juillet 2018 portant agrément de la CIMENTERIE DU KIVU, « CIMENKI SARLU » au régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur ;
- Note de service N°01/0118/DGI/DG/DIRAF/OS/BR/2018 du 07 août 2018 portant autorisation de la programmation d'un dossier du SMM de la DPI/Maniema au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2018, revenus de 2017 ;
- Note de service N°01/0119/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 15 août 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois de juillet 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/0120/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 15 août 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois de juillet 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi, arrêté au 28 février 2018 ;

- Note de service N°01/0121/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 15 août 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois de juillet 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/0122/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 15 août 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois de juillet 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/0123/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2018 du 21 août 2018 portant autorisation de la programmation d'un dossier de la DGE au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2018, revenus de 2017 ;
- Note de service N°01/0124/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 21 août 2018 portant diffusion de 02 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à 02 sociétés ;
- Note de service N°01/0125/DGI/DG/DRH/NK/2018 du 22 août 2018 portant création d'une commission chargée de réfléchir sur l'octroi d'une prime de fonction en faveur des Chefs de Division et Chefs de Bureau ;
- Note de service N°01/0126/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 27 août 2018 portant diffusion de 04 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à 04 sociétés ;
- Note de service N°01/0127/DGI/DG/CFOR/MB/2018 du 06 septembre 2018 portant appel à candidature des formateurs internes de la DGI ;
- Note de service N°01/0127/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 27 août 2018 portant diffusion de 05 Arrêtés Ministériels portant agrément au régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur ;
- Note de service N°01/0128/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 17 septembre 2018 portant publication d'un contribuable additionnel du mois d'août 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/0129/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 17 septembre 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois d'août 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/0130/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 17 septembre 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois d'août 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/0131/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 17 septembre 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois d'août 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi, arrêté au 28 février 2018 ;

EXECUTION DES MISSIONS DE LA

- Note de service N°01/0132/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 17 septembre 2018 portant publication d'un contribuable additionnel du mois d'août 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/0133/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 17 septembre 2018 portant publication d'un contribuable additionnel du mois d'août 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Sud-Kivu, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/0134/DGI/DG/DRH/NK/2018 du 19 septembre 2018 portant notification de l'admission sous statut des agents de l'Administration Centrale de la DGI ;
- Note de service N°01/0135/DGI/DG/DRH/NK/2018 du 19 septembre 2018 portant notification de l'admission sous statut des agents de la DGE ;
- Note de service N°01/0136/DGI/DG/DRH/NK/2018 du 19 septembre 2018 portant notification de l'admission sous statut des agents de la DUI-K ;
- Note de service N°01/0137/DGI/DG/DRH/NK/2018 du 19 septembre 2018 portant notification de l'admission sous statut des agents de la DPI/Katanga ;
- Note de service N°01/0138/DGI/DG/DRH/NK/2018 du 19 septembre 2018 portant notification de l'admission sous statut des agents de la DPI/Kasaï-Occidental ;
- Note de service N°01/0139/DGI/DG/DRH/NK/2018 du 19 septembre 2018 portant notification de l'admission sous statut des agents de la DPI/Bandundu ;
- Note de service N°01/0140/DGI/DG/DRH/ANG/2018 du 19 septembre 2018 portant notification de l'admission sous statut des agents de la DPI/Nord-Kivu ;
- Note de service N°01/0141/DGI/DG/DRH/NK/2018 du 19 septembre 2018 portant notification de l'admission sous statut des agents de la DPI/Maniema ;
- Note de service N°01/0142/DGI/DG/DRH/NK/2018 du 19 septembre 2018 portant notification de l'admission sous statut des agents de la DPI/Equateur ;
- Note de service N°01/0143/DGI/DG/DRH/NK/2018 du 19 septembre 2018 portant notification de l'admission sous statut des agents de la DPI/Kongo Central ;
- Note de service N°01/0144/DGI/DG/DRH/ANG/2018 du 19 septembre 2018 portant notification de l'admission sous statut des agents de la DPI/Sud-Kivu ;
- Note de service N°01/0145/DGI/DG/DRH/NK/2018 du 19 septembre 2018 portant notification de l'admission sous statut des agents de la DPI/Province Orientale ;
- Note de service N°01/0146/DGI/DG/DRH/NK/2018 du 19 septembre 2018 portant notification de l'admission sous statut des agents de la DPI/Kasaï-Oriental ;
- Note de service N°01/0147/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 24 septembre 2018 portant diffusion de 05 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques ASBL ;

- Note de service N°01/0148/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 24 septembre 2018 portant diffusion de 06 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à 06 sociétés ;
- Note de service N°01/0149/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 24 septembre 2018 portant diffusion de 06 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques ASBL ;
- Note de service N°01/0150/DGI/DG/DRH/NK/2018 du 28 septembre 2018 portant affectation de quelques agents à la DRH et à la DUI-K ;
- Note de service N°01/0151/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2018 du 1er octobre 2018 portant publication de la 1ère liste additionnelle des contribuables du CDI/Goma sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2018, revenus de 2017 ;
- Note de service N°01/0152/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 02 octobre 2018 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de septembre 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/0153/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 02 octobre 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois d'août 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/0154/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2018 du 02 octobre 2018 portant autorisation de la programmation d'un dossier de la DGE au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2018, revenus de 2017 ;
- Note de service N°01/0155/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2018 du 08 octobre 2018 portant publication de la 2ème liste additionnelle des contribuables du CDI/Goma sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2018, revenus de 2017 ;
- Note de service N°01/0159/DGI/DG/DRH/BF.ALB/2018 du 17 octobre 2018 portant participation aux formations longues organisées par la DGFIP Française pour l'année 2019 ;
- Note de service N°01/0160/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 17 octobre 2018 portant diffusion de l'Arrêté Interministériel n° 171/CAB/MIN/PLAN/2018 et n°182/CAB/MIN/FIN/2018 du 26 septembre 2018 portant agrément du projet d'investissement de la société TELENET SA ;
- Note de service N°01/0161/DGI/DG/DLEG/MKE/2018 du 17 octobre 2018 portant diffusion de l'Arrêté Interministériel n°135/CAB/MIN/FINANCES/2018 et n°043/CAB/MIN-ERH/2018 du 04 août 2018 portant détermination du régime fiscal, douanier, parafiscal, des recettes non fiscales et de changes applicables à la SICOHYDRO et aux entreprises chargées de l'exécution de l'accord de joint-venture relatif à la construction et à l'exploitation de la centrale hydroélectrique de BUSANGA ;

EXECUTION DES MISSIONS DE LA

- Note de service N°01/0162/DGI/DG/DRH/DLEG/ALB/ML/LLM/2018 du 18 octobre 2018 portant appel à candidature pour formation à la négociation des conventions fiscales internationales ;
- Note de service N°01/0163/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 18 octobre 2018 portant diffusion de 02 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à 02 sociétés ;
- Note de service N°01/0168/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 29 octobre 2018 portant diffusion de l'Arrêté Interministériel n°080/CAB/MIN/PLAN/2017 et n° 184/CAB/ MIN/FIN/2018 du 05 octobre 2018 modifiant et complétant l'Arrêté Interministériel n°064/CAB/MIN/FIN/PL.SMRM/2014 et n°148/CAB/MIN/ FIN/2014 du 31 juillet 2014 de la société CONGO GEOLOGICAL MINING LISHI « CGM LISHI » SARL ;
- Note de service N°01/0169/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 31 octobre 2018 portant diffusion de 02 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à 02 sociétés ;
- Note de service N°01/0171/DGI/DG/DRH/BFMMS/2018 du 02 novembre 2018 portant publication de la liste des candidats retenus pour le concours d'admission à l'Ecole Nationale des Finances Publiques Française pour l'année 2019 ;
- Note de service N°01/0172/DGI/DG/DRH/BFMMS/2018 du 02 novembre 2018 portant publication de la liste des candidats retenus pour le concours d'admission en Master 2 « Administration fiscale » à l'Université Paris IX Dauphine pour l'année 2019 ;
- Note de service N°01/0173/DGI/DG/CFOR/ANG/2018 du 07 novembre 2018 portant publication de la liste des formateurs internes de la DGI ;
- Note de service N°01/0174/DGI/DG/DLEG/MN/2018 du 13 novembre 2018 portant diffusion de l'Arrêté Interministériel n°165/CAB/MIN/PLAN/2018 et n°215/CAB/ MIN/FIN/2018 du 17 octobre 2018, portant agrément du projet d'investissement de la société KIVU PETROLE ET STOCKAGE SARL ;
- Note de service N°01/0175/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2018 du 13 novembre 2018 portant diffusion de 07 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à 07 sociétés ;
- Note de service N°01/0176/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2018 du 13 novembre 2018 portant diffusion de 06 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à 06 sociétés ;
- Note de service N°01/0177/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2018 du 13 novembre 2018 portant diffusion de 09 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques ASBL ;
- Note de service N°01/0178/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2018 du 13 novembre 2018 portant diffusion de 04 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques ASBL ;

- Note de service N°01/0179/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 16 novembre 2018 portant publication d'un contribuable additionnel du mois d'octobre 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/0180/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 16 novembre 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois d'octobre 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/0181/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 16 novembre 2018 portant publication d'un contribuable additionnel du mois d'octobre 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/0182/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 16 novembre 2018 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'octobre 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/0183/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 16 novembre 2018 portant publication d'un contribuable additionnel du mois d'octobre 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/0185/DGI/DG/DIRAF/IL/2018 du 19 novembre 2018 portant publication des seuils de compétence des services opérationnels ;
- Note de service N°01/0186/DGI/DG/DRH/DLEG/ALB/LN/2018 du 21 novembre 2018 portant publication de la liste des candidats admis au concours avant la formation à la négociation des conventions fiscales internationales ;
- Note de service N°01/0187/DGI/DG/DRH/ANG/2018 du 21 novembre 2018 portant distribution des colis de vivres de fin d'année 2018 au personnel de la DGI ;
- Note de service N°01/0189/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2018 du 26 novembre 2018 portant diffusion de 03 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques ASBL ;
- Note de service N°01/0190/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2018 du 26 novembre 2018 portant diffusion de 03 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à 03 sociétés ;
- Note de service N°01/0193/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2018 du 10 décembre 2018 portant diffusion de 04 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques ASBL ;
- Note de service N°01/0195/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 17 décembre 2018 portant publication d'un contribuable additionnel du mois de novembre 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/0196/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 17 décembre 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois de novembre 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 28 février 2018 ;

- Note de service N°01/0197/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 17 décembre 2018 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi, arrêté au 28 février 2018 ;
- Note de service N°01/0198/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 17 décembre 2018 portant publication de la liste additionnelle du mois de novembre 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental, arrêté au 28 février 2018.

3.4. BUDGET DES RECETTES DE LA DGI POUR L'EXERCICE 2018

La Loi de finances n° 17/014 du 24 décembre 2017 pour l'exercice 2018 a assigné à la DGI des prévisions de recettes globales de **CDF 2.809.952.033.191,05**, éclatées comme suit :

- Prévisions des recettes hors TVA :
CDF 1.820.159.047.262,55
- Prévisions des recettes TVA :
CDF 880.721.978.856,49
- Prévisions IBP des Pétroliers producteurs :
CDF 109.071.007.072,00

3.4.1. Mesures d'accompagnement du budget des recettes des impôts

Pour la réalisation des prévisions des recettes des Impôts en 2018, les principales mesures ci-après ont été préconisées :

a) Mesures législatives

- l'ajout de mine, puits de pétrole ou de gaz, carrière ou tout autre lieu d'exploitation et d'extraction des ressources naturelles comme d'autres aspects d'installation matérielle concernant la notion d'établissement fixe ou permanent ;
- l'élargissement de la notion d'établissement fixe ou permanent aux entreprises étrangères qui fournissent des prestations de services en République Démocratique du Congo par l'intermédiaire d'employés ou autre personnel engagé par une entreprise à cette fin ;

- l'élargissement de la notion d'établissement fixe ou permanent à une personne, autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant, lorsqu'elle agit pour le compte d'une entreprise étrangère ;
- l'élargissement de la notion d'établissement fixe ou permanent à une entreprise d'assurance d'un Etat étranger, sauf en matière de réassurance ;
- la précision sur la notion de la dissolution de la société qui peut être suivie de la liquidation ou non, notamment dans le cas de fusion ou de scission entraînant disparition de sociétés ;
- la détermination de la base de calcul de la cotisation spéciale, qui est établie sur les résultats accusés par le dernier bilan de liquidation ou par le dernier bilan établi avant scission ou fusion de sociétés ;
- l'exonération à la taxe sur la valeur ajoutée de l'importation des biens d'équipements destinés aux investissements de création par les entreprises nouvelles ;
- l'institution de la procédure d'achat en franchise de taxe sur la valeur ajoutée des biens et services destinés à leurs besoins d'exploitation et d'investissement en faveur des entreprises minières exportatrices, des entreprises pétrolières de production et des entreprises ayant réalisé des investissements lourds dans leur phase d'implantation ;
- l'admission au droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé les produits pétroliers dans la limite de 50% ;
- l'extension du mécanisme de la retenue à la source de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les établissements publics aux entreprises minières ;
- l'ajout des établissements publics sur la liste des entreprises éligibles au mécanisme de remboursement des crédits de TVA ;
- la redéfinition des termes pénalités d'assiette et pénalités de recouvrement ;
- la suppression de l'obligation en matière de contentieux d'assiette de payer le principal du montant contesté comme condition de la recevabilité du recours formulé devant le juge de l'impôt ;
- la fixation du montant à payer par le contribuable en cas de demande de sursis de paiement en matière contentieuse dans la phase administrative, lequel montant est égal au dixième du supplément d'impôt contesté.

b) Mesures administratives

- la mise en œuvre de l'unité sur le prix de transfert ;
- le renforcement de la lutte contre la fraude fiscale ;
- l'intensification de la sensibilisation, du recensement et du recouvrement de l'impôt forfaitaire à charge des micro-entreprises au titre d'IBP en impliquant les Autorités des Provinces et des Entités Territoriales Décentralisées ;
- le recouvrement effectif de l'IPR sur l'ensemble de l'assiette imposable (émoluments, salaires, primes permanentes et non permanentes, collations et autres avantages) à charge des membres des Institutions Politiques (nationales et provinciales) et assimilés ainsi que des fonctionnaires et agents publics ;

- la fiscalisation effective des engagés locaux des Missions diplomatiques et représentations des Organismes Internationaux en République Démocratique du Congo ;
- l'application rigoureuse de la réglementation sur le numéro impôt par l'ensemble des services publics (Ministères, Etablissements et Organismes publics, Provinces, Entités Territoriales Décentralisées, etc.) ;
- l'intensification des contrôles mixtes DGDA-DGI sur l'origine des produits revendus sur le territoire national en luttant contre le phénomène prête-nom ;
- l'intensification de la campagne de sensibilisation sur l'émission obligatoire de la facture par les assujettis à la TVA ;
- la facturation et la collecte de la TVA sur les marchés publics financés par les Gouvernements Central et provinciaux ;
- l'application rigoureuse et le renforcement de mesures de recouvrement forcé à l'encontre des défaillants en paiement (Avis à tiers détenteurs, saisies mobilières, immobilières et les ventes qui en découlent, fermeture provisoire des établissements par l'apposition de scellés) ;
- la création d'un guichet unique pour le paiement de l'IBP des micro-entreprises et de la patente perçue par les services provinciaux et entités administratives décentralisées ;
- le respect de l'intégrité de la loi sur la TVA ;
- la communication, par le Ministère des Finances (Direction du Trésor et Ordonnancement), des informations relatives aux bénéficiaires de paiement au titre des marchés publics.

3.4.2. Exécution du Budget des recettes des impôts

A la clôture de l'année 2018, les recettes globales de la DGI comptabilisées se chiffrent à **CDF 3.770.499.875.416,31**, réparties comme suit :

- Recettes hors TVA :
CDF 2.725.052.503.288,28
- Recettes TVA :
CDF 939.201.951.475,04
- Recettes IBP des Pétroliers producteurs :
CDF 106.245.420.652,99

Par rapport aux prévisions budgétaires de l'année de **CDF 2.809.952.033.191,05**, Il se dégage une différence positive de **CDF 960.547.842.225,26**, soit un taux d'exécution de **134,18 %**.

3.4.2.1. Exécution du Budget des recettes par nature d'impôt

Au regard des assignations budgétaires de l'exercice 2018, les réalisations de la DGI, par nature d'impôt, se présentent de la manière suivante :

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

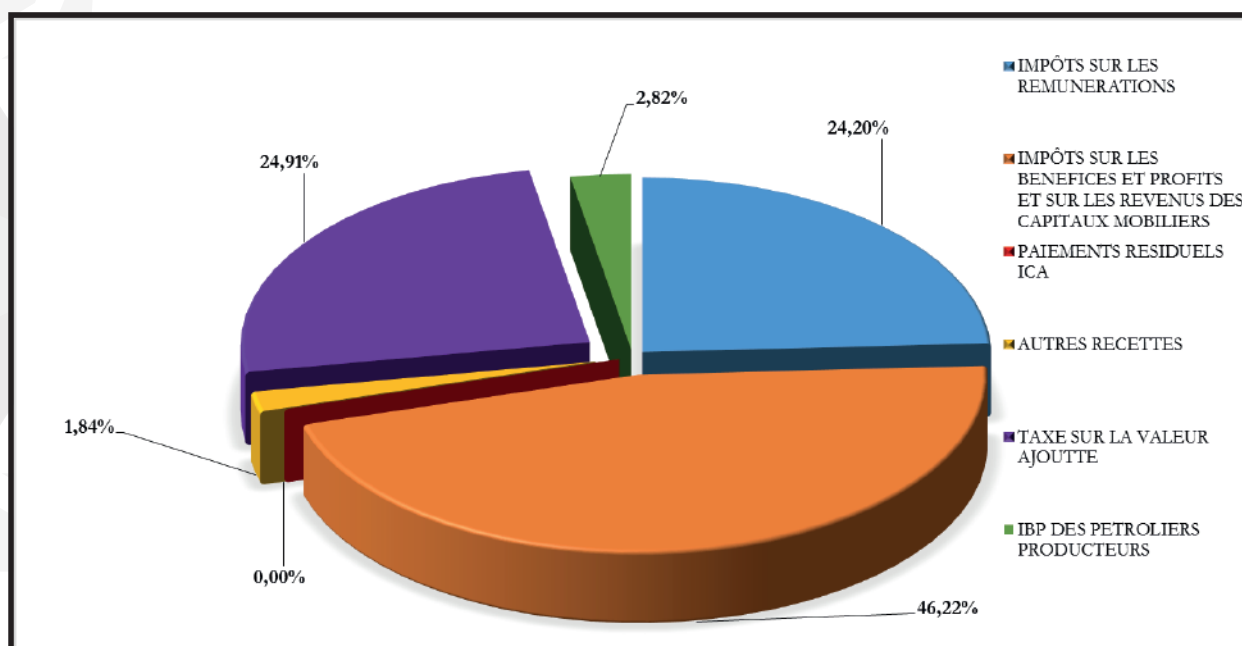
N°	NATURE D'IMPOT	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXEC.	TAUX DE PARTICIP.
A	RECETTES HORS TVA					
I.	IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS	851 533 602 133,87	912 603 308 483,07	61 069 706 349,20	107,17%	24,20%
71 111 1	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	611 181 430 077,37	589 376 795 297,90	-21 804 634 779,48	96,43%	15,63%
71 111 2	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Membres des Institutions Politiques	24 205 222 221,38	21 901 465 165,50	-2 303 757 055,88	90,48%	0,58%
71 111 3	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Fonctionnaires et Agents publics					
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Autres fonctionnaires et Agents publics	12 832 437 516,00	10 968 024 208,00	-1 864 413 308,00	85,47%	0,29%
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Agents des Régies financières	12 437 415 915,04	27 653 897 242,84	15 216 481 327,80	222,34%	0,73%
71 112	Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	127 249 863 588,12	170 926 225 893,02	43 676 362 304,90	134,32%	4,53%
71 115	Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés (IERE)	63 627 232 815,95	91 776 900 675,81	28 149 667 859,86	144,24%	2,43%
II.	IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	928 270 932 955,11	1 742 852 510 758,93	814 581 577 803,82	187,75%	46,22%
71 121	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	730 459 266 738,37	1 466 175 517 024,04	735 716 250 285,66	200,72%	38,89%
71 123	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	43 347 041 595,40	9 494 337 112,70	-33 852 704 482,70	21,90%	0,25%
	<i>Impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises</i>	<i>21 673 520 797,70</i>	<i>8 488 936 893,23</i>	<i>-13 184 583 904,47</i>	<i>39,17%</i>	<i>0,23%</i>
	<i>Impôt sur les bénéfices et profits des micro-entreprises</i>	<i>21 673 520 797,70</i>	<i>1 005 400 219,47</i>	<i>-20 668 120 578,23</i>	<i>4,64%</i>	<i>0,03%</i>
71 124	Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	72 916 651 519,95	102 597 057 643,94	29 680 406 123,98	140,70%	2,72%
71 13	Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	81 547 973 101,38	164 585 598 978,26	83 037 625 876,88	201,83%	4,37%
III.	IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	0,00	118 407 414,49	118 407 414,49	100,00%	0,00%
	Impôt sur le Chiffre d'affaires à l'intérieur	0,00	118 407 414,49	118 407 414,49	100,00%	0,00%
IV.	AUTRES RECETTES	40 354 512 173,57	69 478 276 631,79	29 123 764 458,22	172,17%	1,84%
71 451 1	Immatriculation des véhicules	3 497 124 390,00	3 734 355 762,43	237 231 372,43	106,78%	0,10%
74 233 9	Vente des imprimés	1 882 813 825,50	219 267 251,05	-1 663 546 574,45	11,65%	0,01%
71 181	Amendes et pénalités	34 974 573 958,07	65 524 653 618,31	30 550 079 660,24	187,35%	1,74%
	SOUS-TOTAL HORS TVA	1 820 159 047 262,55	2 725 052 503 288,28	904 893 456 025,73	149,72%	72,27%
B.	RECETTES TVA					
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR DECLARATIONS	847 721 501 609,39	900 150 106 885,93	52 428 605 276,54	106,18%	23,87%
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE RECOURUE SUR AMR A	33 000 477 247,10	39 051 844 589,11	6 051 367 342,01	118,34%	1,04%
	SOUS-TOTAL TVA	880 721 978 856,49	939 201 951 475,04	58 479 972 618,55	106,64%	24,91%
	TOTAL RECETTES HORS PETROLIERS PRODUCTEURS	2 700 881 026 119,05	3 664 254 454 763,32	963 373 428 644,27	135,67%	97,18%
	IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	109 071 007 072,00	106 245 420 652,99	-2 825 586 419,01	97,41%	2,82%
	TOTAL RECETTES	2 809 952 033 191,05	3 770 499 875 416,31	960 547 842 225,26	134,18%	100,00%

EXECUTION DES MISSIONS DE LA

De manière agrégée, la situation se présente, par grandes masses d'impôts, dans le tableau ci-dessous :

GRANDE MASSE	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXEC.	TAUX DE PARTIC.
IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS	851 533 602 133,87	912 603 308 483,07	61 069 706 349,20	107,17%	24,20%
IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	928 270 932 955,11	1 742 852 510 758,93	814 581 577 803,82	187,75%	46,22%
PAIEMENTS RESIDUELS ICA	0,00	118 407 414,49	118 407 414,49	100,00%	0,00%
AUTRES RECETTES	40 354 512 173,57	69 478 276 631,79	29 123 764 458,22	172,17%	1,84%
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	880 721 978 856,49	939 201 951 475,04	58 479 972 618,55	106,64%	24,91%
IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	109 071 007 072,00	106 245 420 652,99	-2 825 586 419,01	97,41%	2,82%
RECETTES GLOBALES	2 809 952 033 191,05	3 770 499 875 416,31	960 547 842 225,26	134,18%	100,00%

La situation est représentée graphiquement de la manière ci-dessous :



De la lecture des tableaux des recettes et graphique ci-dessus, il ressort les constats suivants :

- 3) les impôts directs, constitués d'une part de l'impôt sur les rémunérations et d'autre part de l'impôt sur les bénéfices et profits et sur les revenus des capitaux mobiliers, ont participé respectivement dans les recettes globales à hauteur de **24,20%** et **46,22%** ;
- 4) les impôts indirects, constitués de la TVA et des recettes résiduelles de l'ICA, sont intervenus à raison de **24,91%** ;

- 5) les autres recettes ont participé à hauteur de **1,84%** dans les recettes globales ;
- 6) l'IBP des Pétroliers producteurs intervient à hauteur de **2,82%** dans les réalisations globales de l'année.

En outre, il sied de signaler que sur les recettes TVA recouvrées en 2018 de **CDF 939.201.951.475,04**, **CDF 900.150.106.885,93** proviennent des déclarations autoliquidatives et **CDF 39.051.844.589,11** des AMR A.

3.4.2.2. Exécution du Budget des recettes par Centre de perception

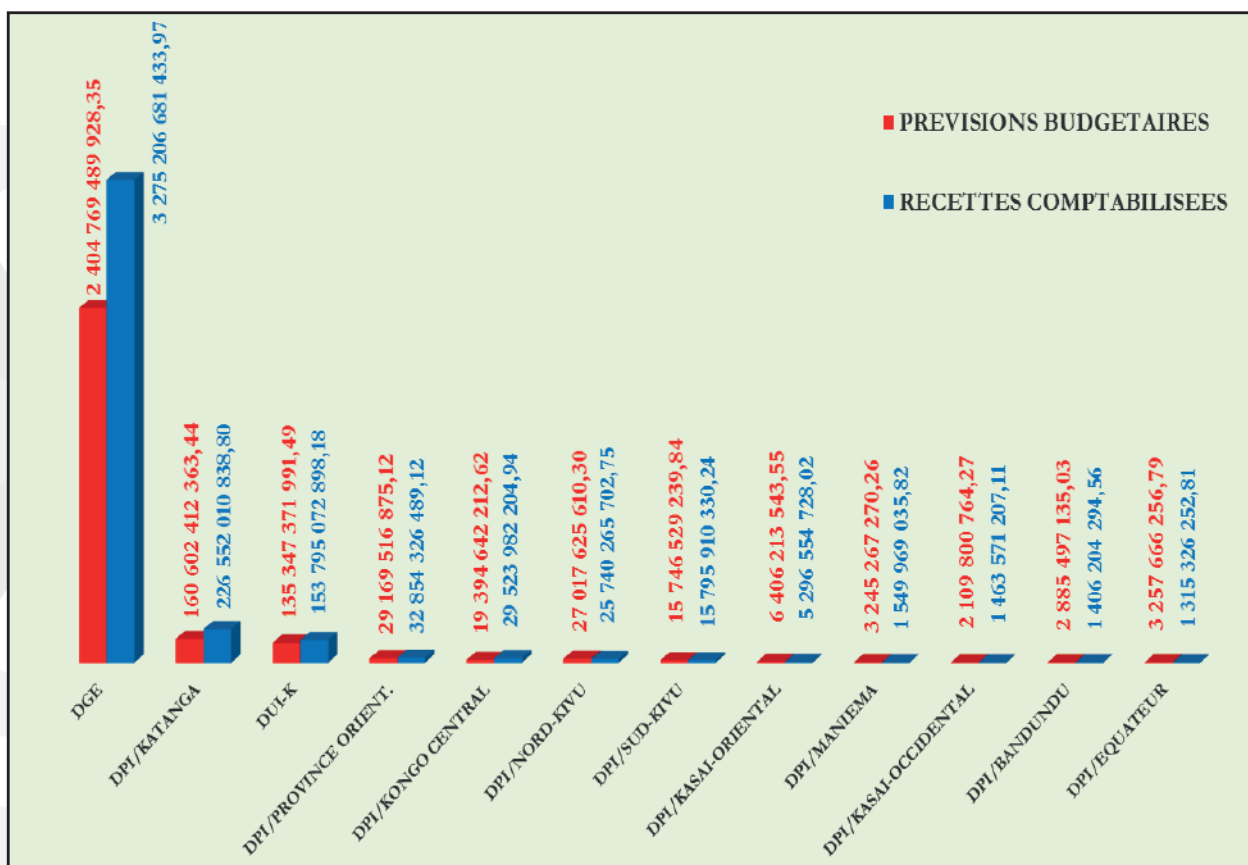
L'exécution des assignations par Centre de perception est présentée, par importance du taux d'exécution du budget, dans le tableau ci-après :

CENTRE DE PERCEPTION	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXEC.	TAUX DE PARTIC.
DPI/KONGO CENTRAL	19 394 642 212,62	29 523 982 204,94	10 129 339 992,32	152,23%	0,78%
DPI/KATANGA	160 602 412 363,44	226 552 010 838,80	65 949 598 475,36	141,06%	6,01%
DGE	2 404 769 489 928,35	3 275 206 681 433,97	870 437 191 505,61	136,20%	86,86%
DUI-K	135 347 371 991,49	153 795 072 898,18	18 447 700 906,70	113,63%	4,08%
DPI/PROVINCE ORIENTALE	29 169 516 875,12	32 854 326 489,12	3 684 809 614,00	112,63%	0,87%
DPI/SUD-KIVU	15 746 529 239,84	15 795 910 330,24	49 381 090,40	100,31%	0,42%
DPI/NORD-KIVU	27 017 625 610,30	25 740 265 702,75	-1 277 359 907,55	95,27%	0,68%
DPI/KASAI-ORIENTAL	6 406 213 543,55	5 296 554 728,02	-1 109 658 815,53	82,68%	0,14%
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	2 109 800 764,27	1 463 571 207,11	-646 229 557,16	69,37%	0,04%
DPI/BANDUNDU	2 885 497 135,03	1 406 204 294,56	-1 479 292 840,47	48,73%	0,04%
DPI/MANIEMA	3 245 267 270,26	1 549 969 035,82	-1 695 298 234,44	47,76%	0,04%
DPI/EQUATEUR	3 257 666 256,79	1 315 326 252,81	-1 942 340 003,98	40,38%	0,03%
TOTAL GENERAL	2 809 952 033 191,05	3 770 499 875 416,31	960 547 842 225,26	134,18%	100,00%

NB : les prévisions (**CDF 109.071.007.072,00**) et les recettes (**CDF 106.245.420.652,99**) au titre d'IBP des Pétroliers producteurs sont intégrées dans les statistiques de la DGE car ces assujettis sont gérés par cette structure.

EXECUTION DES MISSIONS DE LA

Suivant l'importance du taux de participation dans les recettes globales, la situation se présente graphiquement de la manière suivante :



Il ressort du tableau de l'exécution des assignations par centre de perception ci-dessus que la DPI/KONGO CENTRAL, la DPI/KATANGA, la DGE, la DUI-K, la DPI/PROVINCE ORIENTALE et la DPI/SUD-KIVU ont dépassé leurs assignations de l'année avec des taux d'exécution respectifs de **152,23%**, **141,06%**, **136,20%**, **113,63%**, **112,63%** et **100,31%**.

Par contre, seule la DPI/NORD-KIVU a atteint le plancher minimal de **90%** exigé suivant les instructions contenues dans la lettre n° CAB/MIN/FINANCES/

CMR/NGMI/2018/974 du 15 mars 2018 de Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, avec le taux d'exécution de **95,27%**.

Aussi, cinq Services restant sont-ils en deçà dudit plancher.

En outre, ce tableau révèle que la DGE a participé à hauteur de **86,86 %** aux recettes de la DGI, suivie de la DPI Katanga avec **6,01 %** et de la DUI-K avec **4,08 %**. Les autres DPI ont participé globalement à hauteur de **3,05 %** des recettes totales.

3.4.2.3. *Justification du niveau d'exécution du Budget des recettes des Impôts*

Les recettes globales réalisées par la DGI à fin 2018 s'élèvent à **CDF 3.770.499.875.416,31** contre les prévisions de **CDF 2.809.952.033.191,05**, dégageant ainsi un taux d'exécution de **134,18%**.

Ce niveau d'exécution s'explique par le bon comportement des lignes budgétaires ci-après :

- IPR des Régies financières : les recettes de **CDF 27.653.897.242,84** contre les prévisions de **CDF 12.437.415.915,04**, dégageant ainsi un taux d'exécution de **222,34%** suite à l'effet de mise en application de la mesure sur la retenue à la source de cet impôt par le Ministère de Finances ;
- IBP hors Pétroliers producteurs : les recettes de **CDF 1.466.175.517.024,04** contre les prévisions de **CDF 730.459.266.738,37**, dégageant ainsi un taux d'exécution de **200,72%**. Cette performance s'explique principalement par la reprise des cours des matières premières en 2017 ayant permis aux entreprises minières de réaliser des bénéfices considérables et par voie de conséquence de déclarer un impôt très significatif à l'échéance du 30 avril 2018. A cet effet, la part de MUTANDA MINING et de TENKE FUNGURUME MINING représente **CDF 673.077.444.012,63**, soit **45,90%** des recettes de l'IBP hors Pétroliers producteurs ;
- IM : les recettes se chiffrent à **CDF 164.585.598.978,26** contre les prévisions de **CDF 81.547.973.101,38**, dégageant

ainsi un taux d'exécution de **201,83%** suite entre autre à l'effet d'entraînement du bon comportement de l'IBP ;

- Amendes et pénalités : les recettes se chiffrent à **CDF 65.524.653.618,31** contre les prévisions de **CDF 34.974.573.958,07**, dégageant ainsi un taux d'exécution de **187,35%** suite à l'effort considérable des Services ;
- IPPNR : les recettes de **CDF 102.597.057.643,94** contre les prévisions de **CDF 72.916.651.519,95**, dégageant ainsi un taux d'exécution de **140,70%** suite au volume accru des prestations ;
- TVA : les recettes de **CDF 939.201.951.475,04** contre les prévisions de **CDF 880.721.978.856,49** dégageant ainsi un taux d'exécution de **106,64%** suite notamment à la mesure relative à la retenue à la source de la TVA par les entreprises minières pour le compte des établissements publics et entreprises publiques.

En général, toutes les rubriques budgétaires se sont bien comportées au cours de l'année 2018, à contrario, quelques-unes accusent des taux d'exécution faibles suite aux effets exogènes. Il s'agit notamment de :

- Vente des imprimés : avec un taux d'exécution de **11,65%**, dont le volume de transactions ne peut être boosté par l'Administration ;
- IBP des entreprises de petite taille : avec un taux d'exécution de **21,90%**, la signature du protocole d'accord avec les E.T.D (Hôtel de ville de Kinshasa notamment) qui pouvait permettre la bonne maîtrise du répertoire réel faisant encore défaut.

3.4.3. Suivi des paiements issus des ressources naturelles

Les secteurs des ressources naturelles (Mines, Hydrocarbures et Forêts) ont contribué à hauteur de **CDF 2.152.176.777.226,02**. Par rapport aux recettes globales de la DGI de l'ordre de **CDF 3.770.499.875.416,31**, la participation des secteurs des ressources naturelles atteint un taux de **57,08%**.

Les détails de ces paiements, par nature d'impôt, se présentent comme suit :

NATURE D'IMPOT	SECTEURS			CUMUL
	MINES	HYDROCARBURES	FORÊTS	
IBP	1 237 209 611 889,72	106 245 420 652,99	270 609 446,08	1 343 725 641 988,79
IPPNR	14 266 075 292,08		5 466 788,92	14 271 542 081,00
IM	122 478 167 597,96		56 703 602,42	122 534 871 200,38
IPR/NATIONAUX	232 455 581 031,89	4 675 913 580,10	229 833 849,25	237 361 328 461,24
IPR/EXPATRIES	148 281 526 540,61	592 610 611,20	77 365 238,96	148 951 502 390,77
IERE	58 688 462 680,08		90 406 497,63	58 778 869 177,71
TVA	220 710 364 587,71		45 088 138,59	220 755 452 726,30
IMPRIMES	47 500,00		40 500,00	88 000,00
PENALITES	5 763 357 092,84	28 726 749,84	5 397 357,15	5 797 481 199,83
TOTAL	2 039 853 194 212,89	111 542 671 594,13	780 911 419,00	2 152 176 777 226,02
TAUX DE PARTICIPAT° SUR LES RECETTES	54,10%	2,96%	0,02%	57,08%



3.4.4. Suivi des statistiques des Pétroliers producteurs

Les statistiques des Pétroliers producteurs se présentent, par entreprise, de la manière ci-dessous :

REPERTOIRE		PRODUCTION EN BARIL	EXPORTATION EN BARIL	VENTES EN USD	PAIEMENTS EFFECTUES EN CDF	PRIX MOYEN DU BARIL
ON SHORE	1. LIREX	1 479 385,93	1 500 000,00	106 154 930,00	31 794 778 317,60	68,03
	2. PERENCO-REP	1 775 266,13	1 790 000,00	127 001 690,00	36 713 825 823,50	68,03
TOTAL ON SHORE		3 254 652,06	3 290 000,00	233 156 620,00	68 508 604 141,10	
OFF SHORE	1. MIOC	2 569 014,55	2 591 603,00	155 704 672,68	21 291 921 696,05	70,92
	2. TEIKOKU	1 658 556,09	1 635 000,00	116 077 305,00	11 982 036 044,14	70,92
	3. CHEVRON	910 459,17	915 000,00	63 637 730,00	4 462 858 771,70	69,22
TOTAL OFF SHORE		5 138 029,81	5 141 603,00	335 419 707,68	37 736 816 511,89	
TOTAL GENERAL		8 392 681,87	8 431 603,00	568 576 327,68	106 245 420 652,99	

Le prix du baril pour la production du pétrole on shore s'est situé, pour l'année 2018, dans l'intervalle de **USD 54,00 à 74,79**, tandis que celui du pétrole off shore dans l'intervalle de **USD 59,85 à 80,09**.

Pour l'exercice 2018, contre les prévisions IBP des Pétroliers producteurs de

CDF 109.071.007.072,00, les paiements y relatifs sont de **CDF 106.245.420.652,99**, ce qui représente un taux d'exécution de **97,41%**. Par rapport aux recettes enregistrées en 2017 de l'ordre de **CDF 74.388.893.800,95** il se dégage un taux de progression de **42,82%** lié à la hausse du prix du baril.

3.4.5. Suivi de remboursements des crédits de TVA en 2018

LIBELE	MONTANT (en CDF)
PREVISIONS DES DEMANDES DE REMBOURSEMENT	430 843 811 703,62
DEMANDES DE REMBOURSEMENTS EXPRIMEES	545 809 753 493,10
REMBOURSEMENTS EFFECTUES	248 667 929 982,71
REJET	3 645 035 706,38
ARRIERES DES CREDITS DE TVA A FIN 2018	2 129 478 565 660,52

NB : il sied de signaler qu'aucune demande de remboursement exprimée en 2018 n'a été traitée.

Les montants renseignés au titre de remboursements effectués **(CDF 248.667.929.982,71)** et au titre de rejet **(CDF 3.645.035.706,38)** se rapportent aux demandes exprimées les années antérieures.



3.5. MISSIONS D'ASSIETTE

Les missions d'assiette reprennent respectivement :

- L'attribution du numéro impôt ;
- La tenue et la mise à jour des répertoires ;
- Le suivi des déclarations souscrites par les contribuables ;
- Le suivi des opérations de contrôle fiscal.

3.5.1. Attribution du Numéro Impôt

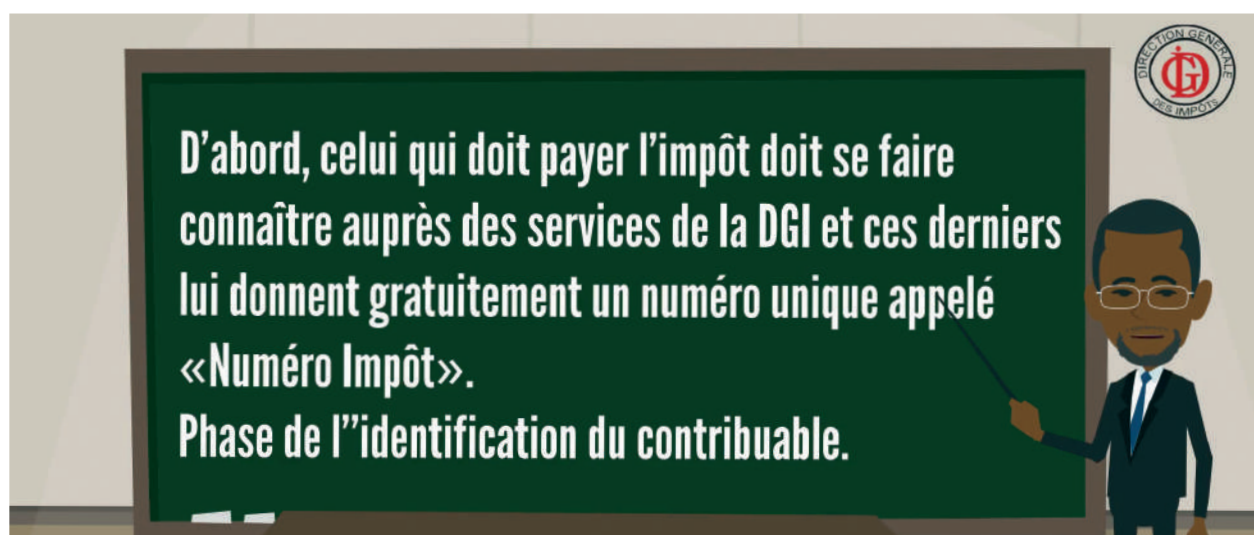
Institué par Décret n° 03/012 du 18 juillet 2003, le Numéro Impôt sert à l'identification des contribuables. Il est le seul identifiant de toute personne physique ou morale, redevable d'impôt et autres droits dus à l'Etat. Il répond au triple souci de :

- maîtriser les répertoires généraux des contribuables et assujettis de tous les Services opérationnels ;
- faciliter le recoupement d'informations à caractère fiscal entre différentes Administrations ;
- élargir l'assiette fiscale.

A fin 2018, trois postes déconcentrés de saisie (DUI-K, DPI KATANGA et DPI KONGO CENTRAL) en réseau, dont le serveur central est installé à l'Administration Centrale, ont été les seuls opérationnels contrairement à l'option levée jadis, qui consistait à la mise en service des postes déconcentrés de saisie des fiches d'identification des contribuables dans tous les chefs-lieux des provinces, dans le but d'accélérer l'attribution du Numéro Impôt.

En 2018, **29.345** Numéros Impôt ont été attribués, comme détaillés, par forme juridique, dans le tableau ci-après :

PP	PM	ASBL	TOTAL
24 505	3 931	909	29 345

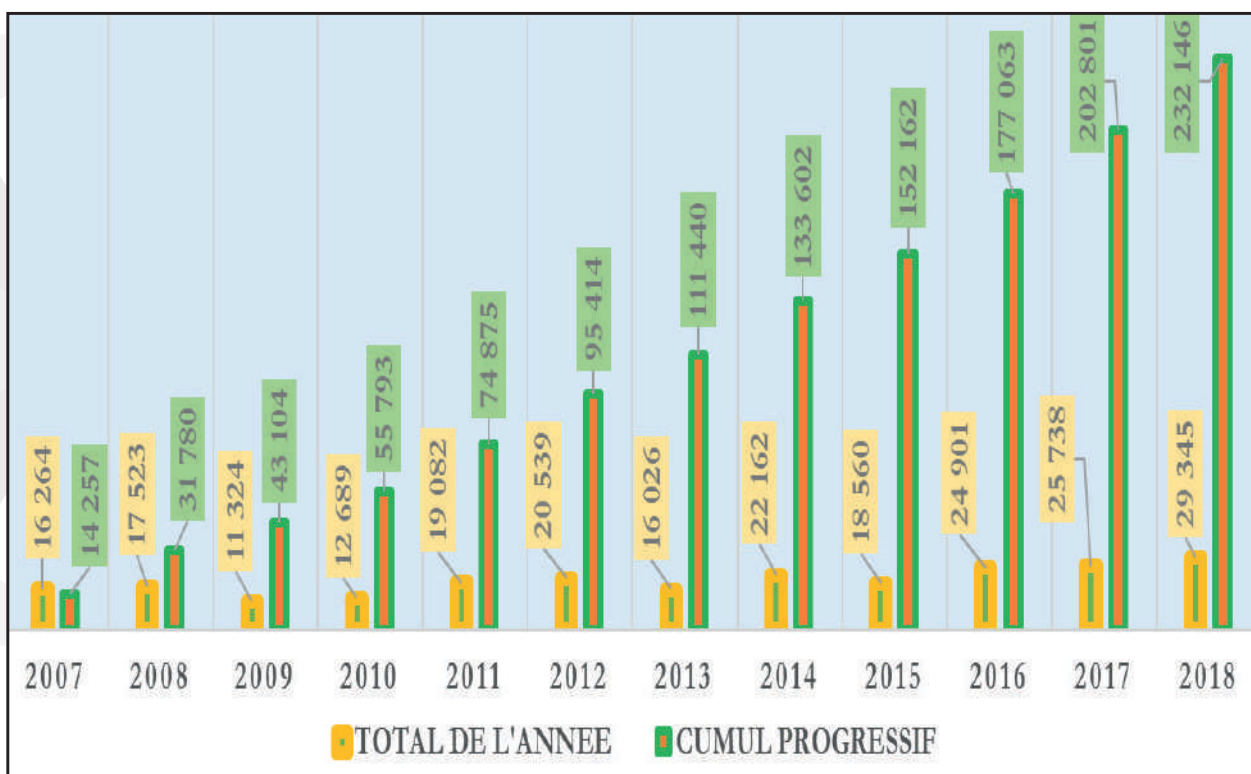


EXECUTION DES MISSIONS DE LA

Depuis le début de l'opération en 2007, l'attribution du numéro impôt a évolué jusqu'à fin 2018, de la manière ci-après :

ANNEE D'ATTRIBUT°	PP	PM	ASBL	TOTAL DE L'ANNEE	CUMUL PROGRESSIF
2007	12 336	1 415	506	16 264	14 257
2008	13 905	1 103	507	17 523	31 780
2009	8 050	929	336	11 324	43 104
2010	9596	750	333	12 689	55 793
2011	15 100	1 072	899	19 082	74 875
2012	15 738	1 771	1 018	20 539	95 414
2013	11 716	1 617	680	16 026	111 440
2014	17 519	2 052	577	22 162	133 602
2015	15 607	357	581	18 560	152 162
2016	19 245	2 923	717	24 901	177 063
2017	20 028	2 952	741	25 738	202 801
2018	24 505	3 931	909	29 345	232 146

La situation de l'évolution de l'attribution du NIF de 2007 à 2018 est représentée graphiquement de la manière ci-après :



3.5.2. Tenue et mise à jour des répertoires

3.5.2.1. Répertoires généraux des Services opérationnels

A fin 2018, les répertoires des Services opérationnels, par état d'activités et par forme juridique, se présentent comme suit :

a. Répertoire des services par état d'activités

STRUCTURE	SERVICES REFORMES				CIS	TOTAL GENERAL
	EN ACTIVITE	EN CESSATION D'ACTIVITE	EN LIQUIDATION	TOTAL		
DGE	676	113	18	807		807
DUI-K	3 224	910	294	4 428	15 718	20 146
DPI/BANDUNDU	151	46	0	197	1 966	2 163
DPI/KONGO CENTRAL	622	333	4	959	3 009	3 968
DPI/EQUATEUR	177	2	0	179	1 663	1 842
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	270	38	0	308	1 848	2 156
DPI/KASAI-ORIENTAL	200	142	1	343	3 113	3 456
DPI/KATANGA	3 469	269	8	3 746	4 337	8 083
DPI/MANIEMA	139	8	0	147	2 379	2 526
DPI/NORD-KIVU	1 055	101	1	1 157	10 419	11 576
DPI/PROVINCE ORIENTALE	796	88	0	884	7 607	8 491
DPI/SUD-KIVU	1 077	331	6	1 414	4 772	6 186
TOTAL	11 856	2 381	332	14 569	56 831	71 400

b. Répertoire des services réformés par forme juridique

STRUCTURE	PERSONNE MORALE	PERSONNE PHYSIQUE	ONG & ASBL	TOTAL
DGE	38	716	53	807
CDI/KINSHASA	1 304	2 842	281	4 427
CDI/LUBUMBASHI	1 028	2 624	94	3 746
CDI/GOMA	532	327	298	1 157
CDI/MATADI	433	318	209	960
SMM BANDUNDU	65	61	71	197
SMM EQUATEUR	100	34	45	179
SMM KASAI-OCCIDENTAL	136	66	106	308
SMM KASAI-ORIENTAL	178	90	75	343
SMM MANIEMA	88	23	36	147
SMM PROVINCE ORIENTALE	385	319	180	884
SMM SUD-KIVU	607	344	463	1 414
TOTAL	4 894	7 764	1 911	14 569

EXECUTION DES MISSIONS DE LA

3.5.2.2. Répertoires sectoriels des Services opérationnels par nature d'impôt

En fonction des assujettissements opérés partant de leurs répertoires généraux, les Services opérationnels ont confectionné des répertoires sectoriels par nature d'impôt en vue d'assurer le suivi du respect des obligations déclaratives (notamment la délivrance des récépissés de dépôt de déclaration, l'émission des mises en demeure de déclarer, la taxation d'office pour absence de déclaration à l'échéance). Le tableau ci-dessous en donne les détails :

STRUCTURE	SERVICES REFORMES					CIS	
	IBP/GRANDES ENTREPRISES	IBP/MOYENNES ENTREPRISES	IPR/NATIONAUX	IERE	TVA	IBP/PETITES ENTREPRISES	IBP/MICRO-ENTREPRISES
DGE	767		676		572		
DUI-K		2 393	3 224		2 663	6 699	9 019
DPI/BANDUNDU		35	151	11	43	528	1 438
DPI/KONGO CENTRAL		234	622	26	244	1 223	1 786
DPI/EQUATEUR		59	177	14	43	979	684
DPI/KASAI-OCCIDENTAL		70	270	23	69	616	1 232
DPI/KASAI-ORIENTAL		77	200	14	66	1 140	1 973
DPI/KATANGA		1 521	3 469		1 650	2 286	2 051
DPI/MANIEMA		45	139	16	53	737	1 642
DPI/NORD-KIVU		366	1 055	49	351	4 031	6 388
DPI/PROVINCE ORIENTALE		174	796	57	259	3 487	4 120
DPI/SUD-KIVU		362	1 077	38	328	1 817	2 955
TOTAL	767	5 336	11 856	248	6 341	23 543	33 288

NB : les données de l'IERE de la DGE, du CDI/Kinshasa et du CDI/Lubumbashi sont comprises dans celles de l'IPR.

3.5.3. Suivi des déclarations souscrites en 2018

Cette section reprend la situation des déclarations de l'IBP souscrites au 30 avril 2018 par les grandes et moyennes entreprises, les entreprises de petite taille (petites entreprises et micro-entreprises) ainsi que la situation des déclarations en matière de l'IPR, de l'IERE et de la TVA, telles qu'illustrées dans les tableaux ci-dessous :



Système déclaratif :

Le contribuable souscrit librement sa déclaration que l'on croit sincère et exact et qu'il devra justifier lors du contrôle fiscal éventuel par l'Administration fiscale.



3.5.3.1. Situation des déclarations IBP des grandes et moyennes entreprises

La situation au 31 décembre 2018 des déclarations IBP 2018/2017 souscrites à l'échéance du 30 avril 2018 par les grandes et moyennes entreprises relevant des Services réformés se présente de la manière suivante :

N°	SERVICES REFORMES	NBRE D'ASSUJETTIS	NBRE DECL. RENTRES	DEFAILLANTS	TAUX DE DEFAILLANCE	MED. DEPOSEES	DECL. SUITE AUX MED.	DEF. CORRIGE	TAUX DE DEF. CORRIGE	CHIFFRE D'AFFAIRES DECLARE	BENEFICE DECLARE	PERTE DECLAREE	IBP DECLARE	ACOMPTES VERSES	SOLDE DU	SOLDE PAYE	TROP VERSE	T.O.		REGULARISATIONS		PRISES EN CHARGE	
																		Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur
1	DGE	767	537	230	30%	11	8	222	29%	25 395 045 759 523,00	3 555 728 811 019,00	2 365 517 217 978,00	819 881 927 907,00	322 939 301 321,00	496 952 691 946,00	819 881 927 907,00		16	7 580 669 387,00	2	1 130 417 076,00	18	7 083 297 857,00
3	CDI/ KINSHASA	2 393	1 211	1 182	49%		782	400	17%	1 051 786 760 567,00	82 735 554 688,00	103 312 637 248,00	20 862 962 830,00	6 805 527 349,00		7 625 024 977,00		182	3 091 615 661,00			5	57 185 000,00
4	CDI/ LUBUMBASHI	1 521	762	759	50%	187	114	645	42%	1 278 239 316 747,00	71 902 257 540,00	126 938 561 557,00	26 581 094 069,00	5 893 323 510,00	17 838 916 266,00	18 734 978 308,00		88	1 462 729 871,00			88	1 462 729 871,00
5	CDI/GOMA	366	355	11	3%	11	5	6	2%	213 579 618 041,00	70 090 608 320,00	5 911 256 203,00	1 428 134 175,00	1 497 527 125,00	1 428 387 974,00	1 428 387 974,00		6	36 500 000,00			6	36 500 000,00
6	CDI/MATADI	234	143	91	39%			91	39%	147 951 569 417,00	17 716 681 392,00	15 168 388 994,00	6 822 461 777,00	265 679 727,00	85 687 691,00	85 687 691,00		4	45 568 489,00	1	4 573 776,00	10	36 027 247,00
7	SMM BANDUNDU	35	32	3	9%	3		3	9%	4 032 666 728,00	105 081 338,00	1 794 682 961,00	53 967 342,00	34 540 266,00	13 693 665,00	13 693 665,00		3	5 308 800,00				
8	SMM EQUATEUR	59	24	35	59%	33	3	32	54%	3 026 897 719,00	453 885 152,00		49 675 009,00	47 210 900,00		26 021 463,00		25	39 840 114,00	2	99 778 535,00	25	111 595 261,00
9	SMM KASAI- OCCIDENTAL	70	50	20	29%	20		20	29%	3 659 821 096,00	198 848 102,00	60 922 877,00	47 815 308,00	73 341 101,00	31 893 613,00	25 525 793,00		20	132 202 000,00			20	132 202 000,00
10	SMM KASAI- ORIENTAL	77	67	10	13%	10	3	7	9%	25 233 119 207,00	1 531 845 877,00	12 891 469 890,00	1 540 275 036,00	666 334 975,00		646 592 472,00		7	87 604 744,00			7	106 032 524,00
11	SMM MANIEMA	45	39	6	13%	6	3	3	7%	13 908 683 320,00	61 225 301,00	5 674 555 941,00	100 018 830,00	54 637 218,00	58 566 724,00	58 566 724,00		2	4 234 000,00			2	4 234 000,00
12	PROVINCE ORIENTALE	174	143	31	18%		24	7	4%	140 696 117 566,00	1 796 451 344,00	6 855 630 010,00	690 905 476,00	1 504 751 799,00	229 556 146,00	229 556 146,00		16	221 851 717,00			1	3 452 878,00
13	SMM SUD- KIVU	362	193	169	47%	55	4	165	46%	24 023 251 498,00	866 867 196,00	2 471 855 138,00	911 957 539,00	434 564 036,00		308 016 133,00		25	301 329 765,00			16	148 153 498,00
TOTAL		6 103	3 556	2 547	42%	336	946	1 601	26%	28 301 183 589 429,00	3 803 188 117 329,00	2 646 597 178 797,00	878 971 195 298,00	340 216 739 327,00	516 639 394 025,00	849 063 979 253,00	0	394	13 009 454 546,00	5	1 234 769 387,00	198	9 181 410 156,00

3.5.3.2. Situation des déclarations IBP des petites entreprises

A fin décembre 2018, la situation des déclarations IBP souscrites à l'échéance du 30 avril 2018 par les petites entreprises relevant des Services non reformés est indiquée dans le tableau suivant :

SERVICE	NBRE ASSUJETTES	NBRE DECL. RENTREES	DEFILLANTS	TAUX DE DEFILL.	MED	CA DECLARE	IBP DECLARE	ACOMPTES VERSES	SOLDE PAYE	T.O		REGULARISATIONS		PRISES EN CHARGE	
										NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR
DUI-K	6 699	2 006	4 693	70%		44 307 662 564,00	641 632 837,00	527 311 941,00	315 868 974,00						
DPI/KATANGA	2 286	1 419	867	38%			323 953 990,00	266 733 295,00	161 713 554,00						
DPI/NORD-KIVU	4 031	1 860	2 171	54%	588				126 995 657,00	792	568 053 430,00	30	44 000 000	549	256 270 430,00
DPI/KONGO CENTRAL	1 223	751	472	39%		158 388 194,00	119 677 895,00			304	64 179 730,00	20	1 305 957	72	18 786 388,00
DPI/BANDUNDU	528	411	117	22%	117	4 546 614 261,00	17 510 462,00	26 543 914,00		87	3 073 400,00			19	3 219 932,00
DPI/EQUATEUR	979	489	490	50%			36 504 540,00			289	900 073 429,00			289	900 073 429,00
DPI/KASAI OCCIDENTAL	616	411	205	33%		7 553 840 395,00	36 523 719,00	53 488 741,00		158	43 246 898,00	19	6 574 740	81	15 016 100,00
DPI/KASAI-ORIENTAL	1 140	870	270	24%	270	9 648 891 893,00	64 540 906,00	68 507 548,00		190	23 230 225,00	67	2 913 400	84	10 572 800,00
DPI/MANIEMA	737	475	262	36%		5 979 528 704,00	24 168 975,00	31 196 871,00	31 174 435,00						
DPI/PROVINCE ORIENTALE	3 487	2 723	764	22%	1 133	250 862 898,00	250 862 898,00			280	48 800 135,00	60	6 105 323	163	28 700 957,00
DPI/SUD-KIVU	1 817	841	976	54%		9 301 384,00	9 301 384,00								
TOTAL	23 543	12 256	11 287	48%	2 108	72 455 090 293,00	1 524 677 606,00	973 782 310,00	635 752 620,00	2 100	1 650 657 247,00	196	60 899 420	1 257	1 232 640 036,00

3.5.3.3. Situation des déclarations IBP des micro-entreprises

Au 31 décembre 2018, la situation des déclarations IBP souscrites à l'échéance du 30 avril 2018 par les micro-entreprises relevant des Services non réformés se présente comme suit :

SERVICE	NBRE ASSUJETTIS	NBRE DECL. RENTREES	DEFAILLANTS	TAUX DE DEFAILL.	IMPOT GLOBAL ATTENDU	IBP PAYE	T.O.		REGULARISATIONS		PRISES EN CHARGE	
							NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR
DUI-K	9 019	2 871	6 148	68%	450 950 000,00	143 708 500,00						
DPI/KATANGA	2 051		2 051	100%	102 550 000,00	13 849 000,00						
DPI/NORD-KIVU	6 388	3 690	2 698	42%	319 400 000,00	98 239 800,00	516	46 632 000,00			516	46 632 000,00
DPI/KONGO CENTRAL	1 786	852	934	52%	89 300 000,00	37 214 207,00	562	46 116 000,00	86	3 022 000	185	14 061 500,00
DPI/BANDUNDU	1 438	940	498	35%	71 900 000,00	41 935 900,00	156	9 075 600,00			2	232 900,00
DPI/EQUATEUR	684	346	338	49%	34 200 000,00	11 807 600,00	47	3 250 000,00			47	3 250 000,00
DPI/KASAI- OCCIDENTAL	1 232	443	789	64%	61 600 000,00	21 650 000,00	424	25 625 000,00	21	1 312 500	69	4 312 500,00
DPI/KASAI-ORIENTAL	1 973	1 133	840	43%	98 650 000,00	47 190 900,00	613	47 471 000,00	87	3 364 750	185	12 737 000,00
DPI/MANIEMA	1 642	829	813	50%	82 100 000,00	17 091 700,00						
DPI/PROVINCE ORIENTALE	4 120	1 714	2 406	58%	206 000 000,00	63 278 057,00	362	27 872 000,00	113	5 630 000	1	75 000,00
DPI/SUD-KIVU	2 955	1 546	1 409	48%	147 750 000,00	62 016 941,00						
TOTAL	33 288	14 364	18 924	57%	1 664 400 000,00	557 982 605,00	2 680	206 041 600,00	307	13 329 250	1 005	81 300 900,00

3.5.3.4. Situation des déclarations IPR

La situation des déclarations IPR communiquée par les Services réformés au cours de l'année 2018 se présente comme suit :

N°	Structures réformées	Nbre d'assujettis	Nbre déclarations reçues	Nbre travailleurs	Masse salariale	Nbre déclarations payantes	Impôt déclaré	Nbre déclarations néant	Nbre déclarations exonérées	Nbre MED expédiées	Nbre MED suivies des déclarations	Nbre travailleurs suite aux MED	Masse salariale suite aux MED	Impositions						Dossiers pris en charge	
														T.O		Régularisations		Total			
														Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
														Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
1	DGE	676	6 790	682 085	3 522 625 801 219,00	5 654	755 140 866 173,00	1 280		387	163	169 607	325 398 148 011,00	31	9 859 909 957,00	446	27 902 039 282,00	477	37 761 949 239,00	308	17 230 146 584,00
2	CDI/ KINSHASA	3 224	23 933	26 247	175 924 194 740,00	18 021	33 433 397 289,00	7 760		2 241	6 614	6 872	38 267 184 251,00	634	7 532 240 204,00	50	1 404 437 149,00	684	8 936 677 353,00	592	6 710 599 474,00
3	CDI/ LUBUMBASHI	3 469	17 009	23 121	131 232 390 854,00	9 174	36 329 598 454,00	7 835		1 306	1 658	1 521	9 308 312 910,00	902	7 246 956 041,00	111	1 800 694 924,00	1 013	9 047 650 965,00	1 302	6 740 299 187,00
4	CDI/GOMA	1 055	7 401	15 605	64 134 335 662,00	6 744	11 143 620 214,00	732	48	465	351	639	1 264 305 202,00	119	141 682 172,00	7	12 239 471,00	126	153 921 643,00	126	146 257 630,00
5	CDI/MATADI	622	4 310	5 881	35 184 915 201,00	2 925	4 700 697 644,00	1 045		767	369	421	713 265 990,00	375	199 191 699,00	49	205 500 724,00	424	404 692 423,00	346	325 701 019,00
6	SMM BANDUNDU	151	1 874	1 310	2 567 999 754,00	1 002	510 187 056,00	156		147	18			21	2 560 712,00			21	2 560 712,00	33	8 104 537,00
7	SMM EQUATEUR	177	1 836	4 235	5 988 485 366,00	1 528	814 158 798,00	309	18	279	151	365	223 055 798,00	190	64 064 001,00			190	64 064 001,00	170	58 827 406,00
8	SMM KASAI- OCCIDENTAL	270	1 802	1 573	5 206 431 099,00	1 512	1 066 184 326,00	274		770	277	189	375 413 247,00	301	454 014 275,00	53	16 827 317,90	354	470 841 592,90	115	33 804 844,00
9	SMM KASAI- ORIENTAL	200	2 196	2 346	6 249 077 036,00	1 127	1 666 638 209,00	385		154	131	70	466 472 892,00	22	16 803 301,00	5	2 669 967,00	27	19 473 268,00	13	6 794 870,00
10	SMM MANIEMA	139	1 315	824	1 995 592 239,00	995	336 416 032,00	324		123	85	54	95 360 930,00	57	16 414 270,00	3	952 484,00	60	17 366 754,00	55	16 491 556,00
11	SMM PROVINCE ORIENTALE	796	4 960	791	47 200 172 732,00	4 960	7 979 695 958,00	413		431	148	114	4 565 069 979,00	17	214 667 597,00	1	501 481 855,00	18	716 149 452,00	18	780 638 836,00
12	SMM SUD- KIVU	1 077	6 914	8 590	41 315 017 953,00	6 477	7 339 990 225,00	423		737	447	363	2 253 520 033,00	146	298 552 690,00	182	1 330 363 735,00	328	1 628 916 425,00	73	129 069 766,00
TOTAL		11 856	80 340	772 608	4 039 624 413 855,00	60 119	860 461 450 378,00	20 936	66	7 807	10 412	180 215	382 930 109 243,00	2 815	26 047 056 919,00	907	33 177 206 908,90	3 722	59 224 263 827,90	3 151	32 186 735 709,00

3.5.3.5. Situation des déclarations IERE

La situation des déclarations IERE souscrites auprès des Services réformés en 2018 est reprise dans le tableau ci-dessous :

N° Structures réformées	Nbre d'assujettis	Nbre déclarations reçues	Nbre travailleurs	Masse salariale	Nbre déclarations payantes	Impôt déclaré	Nbre déclarations néant	Nbre déclarations exonérées	Nbre MED expédités	Nbre MED suivies des déclarations	Impositions				Dossiers pris en charge	
											T.O		Régularisations		Total	
											Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
1 DGE																
2 CDI/KINSHASA																
3 CDI/LUBUMBASHI																
4 CDI/GOMA	49	587	1052	3 622 779 795,00	731	728 859 432,00										
5 CDI/MATADI	26	285	820	2 018 579 242,00	284	506 139 483,00		3	9	10	2	1 953 000,00		2	1 953 000	4 693 573,00
6 SMM BANDUNDU	11	130	215	171 491 934,00		34 487 591,00			5		3	915 200,00		3	915 200	
7 SMM EQUATEUR	14	153	177	137 221 520,00	144	30 010 463,00	12	12								
8 SMM KASAI-Occ.	23	201	278	288 432 487,00	194	65 234 380,00	12		80	32	15	6 092 840,00	8	2 474 063,00	23	8 566 903
9 SMM KASAI-ORIENT.	14	160	389	584 132 837,00	120	88 001 927,00			2	1	6	1 846 688,00		6	1 846 688	540 000,00
10 SMM MANIEMA	16	172	256	61 482 579,00	138	14 038 209,00	38		1	1	2	546 700,00		2	546 700	546 700,00
11 SMM PROVINCE ORIENTALE	57	509	2599	12 580 860 226,00	509	1 312 265 527,00	7		34	17	2	64 800 054,00		2	64 800 054	64 800 054,00
12 SMM SUD-KIVU	38	438	556	428 377 105,00	413	89 087 401,00					1	2 480 095,00	6	26 110 064,00	7	28 590 159
TOTAL	248	2 635	6 342	19 893 357 725,00	2 533	2 868 124 413,00	69	15	131	61	31	78 634 577,00	14	28 584 127,00	45	107 218 704
																71 363 577,00

N.B : La DGE, le CDI Kinshasa et le CDI Lubumbashi intègrent leurs données de l'IERE dans celles de l'IPR.

3.5.3.6. Situation des déclarations TVA

La situation des déclarations TVA souscrites en 2018 se présente comme suit :

N° Structures référées	Nbre assujettis	Nbre déclarations reçues	Nbre déclarations néant	Nbre déclarations exonérées	Déclarations crédits	Nbre déclarations payantes	Chiffre d'Affaires global déclaré	C.A. exonéré	C.A. hors champs	C.A. à 0%	C.A. imposable à 16%	TVA collectée	Total des déductions	TVA nette	Crédit TVA reportable	Nbre MED expéditées	Nbre MED suivies des déclarations	CA imposable à 16% pour les déclarations suite aux MED pour les déclarations suite MED	Impositions						Dossiers pris en charge	
																			T.O		Régularisations		Total			
																			Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
1 DGE	572	6 417	2 048	2 240	3 027	30 788 499 081 217,00	1 550 310 216 149,00	788 450 554 330,00	18 456 291 879 930,00	9 990 454 483 848,00	1 598 472 717 638,00	3 421 668 202 154,00	621 423 576 043,00	14 380 088 857 399,00	336	152	208 493 707 202,00	37	40 390 340 006,00	256	76 877 020 731,00	293	117 267 360 737,00	178	41 152 142 562,00	
2 CDI/ KINSHASA	2 063	20 149	2	8 552	1 006 317 843 494,00	117 010 957 586,00	46 117 955 917,00	31 054 702 745,00	8 785 555 623 429,00	140 568 948 177,00	456 232 010 307,00	55 455 556 028,00	354 037 379 351,00	3 651	5 609		457	3 318 992 044,00			457	3 318 992 044,00	432	3 250 102 562,00		
3 CDI/ LUBUMBASHI	1 639	15 362	11 620	3 848	3 161 252 106 510,00	360 413 245 468,00	34 245 437 469,00	820 768 021 869,00	1 896 609 241 653,00	30 844 280 416,00	60 911 809 393,00	10 009 456 242,00	645 101 931 022,00	1 059	1 638	1 725 278 027,00	659	15 294 445 090,00	797	37 076 627 459,00	1 456	52 371 072 498,00	1 783	250 473 354 856,00		
4 CDI/GOMA	351	3 390	63	3 119	60 319 980 294,00	3 445 455 402,00	3 044 664 444,00	17 671 344,00	54 075 952 219,00	8 785 866 199,00	3 457 465 100,00	5 406 340 556,00		281	198		88	172 674 886,00	81	228 844 977,00	169	401 519 873,00	95	233 605 381,00		
5 CDI/ NATALI	244	1 979	992	912	189 760 807 338,00	21 270 642 816,00	17 813 374 131,00	2 309 404 820,00	141 288 067 792,00	22 593 090 013,00	21 108 797 225,00	13 385 659 362,00	24 306 667 471,00	338	175		245	36 935 267,00	38	1 245 657 060,00	283	1 551 592 383,00	213	217 472 541,00		
6 SNM BANDOUNU	43	465		259	4 124 217 588,00	527 104 337,00	314 391 002,00		3 564 335 113,00	585 951 088,00	608 615 155,00	150 366 098,00	1 359 783 807,00	26			6	512 256,00			6	512 256,00	3	171 733,00		
7 SNM EQUATEUR	43	371	45	327	753 119 735,00				753 119 735,00	120 497 398,00	54 489 982,00	66 088 414,00	36 226 720,00	71	6		90	15 184 166,00			90	15 184 166,00	68	11 592 276,00		
8 SNM KASAI- OCCIDENTAL	69	484	153	329	3 016 302 378,00	2 053 105 221,00			912 445 113,00	152 178 760,00	101 484 762,00	51 015 578,00	744 388 828,00	286	92	232 662 405,00	160	96 442 357,00			160	96 442 357,00	116	72 618 361,00		
9 SNM KASAI- ORIENTAL	66	746	299	361	82 323 353 453,00	75 387 948 350,00			3 725 542 453,00	596 867 797,00	134 825 556,00	40 934 290,00		39	38	81 612 017,00	2	2 425 601,00	9	146 006 883,00	11	148 432 484,00	3	136 825 601,00		
10 SNM MANIEMA	53	571	154	37	1 264 566 092,00	177 840 900,00			1 226 621 752,00	196 289 578,00	103 920 223,00	82 825 948,00	261 066 015,00	31	26	1 122 794,00	5	586 554,00	5	117 774 085,00	10	118 360 639,00	6	643 169,00		
11 PROVINCE ORIENTALE	259	1 408	475	27	109 828 113 167,00	190 884 902,00			109 637 228 265,00	18 778 394 126,00	5 833 166 456,00	15 683 420 190,00		151	33	6 044 778,00	4	206 735 474,00	11	1 430 506 165,00	15	1 637 241 639,00	15	1 637 241 239,00		
12 SNM SUD- KIVU	338	2 073	726	96	31 409 420 667,00	3 070 289 618,00	52 602 060,00	2 299 657 677,00	26 117 718 793,00	4 195 661 529,00	4 972 218 340,00	1 306 986 015,00	21 852 880 701,00	553	182	1 358 672 349,00	72	477 510 773,00	14	158 088 474,00	86	635 569 247,00	17	43 214 359,00		
TOTAL	6 341	54 555	16 575	21 060	35 438 849 109 533,00	2 133 846 635 325,00	890 038 979 340,00	19 312 900 380 385,00	13 106 840 384 197,00	2 104 888 382 329,00	4 605 246 959 633,00	815 672 194 520,00	2 488 339 341 314,00	6 832	8 209	212 688 031 720,00	1 825	60 281 785 013,00	1 211	117 280 495 870,00	3 036	177 562 280 883,00	2 929	297 229 074 811,00		

3.5.4. Suivi des travaux de contrôle fiscal

L'Administration des Impôts a le pouvoir de vérifier, sur pièces et sur place, l'exactitude des déclarations de tous les impôts et autres droits dus par les redevables. Cette vérification se fait au 1er degré, elle peut également se faire au second degré.

S'agissant du contrôle fiscal au premier degré, la programmation se fait sur base de Notes de Service alignant les entreprises autorisées à être contrôlées sur place.

Ainsi, au terme de l'article 28 de l'Ordonnance-loi n° 13/005 du 23 février 2013 modifiant et complétant certaines dispositions de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, le contrôle fiscal peut être général ou ponctuel. Le contrôle est général s'il porte sur tous les impôts et taxes sur toute la période non prescrite. Il est ponctuel s'il consiste à la vérification d'un seul impôt sur une période inférieure à un exercice fiscal.

Aussi, la structure de contrôle-qualité, instituée par la Note de Service n° 01/0085/DGI/ DG/MM/2011 du 8 juillet 2011,

est-elle chargée de procéder à l'examen, en formulant des avis aux Services opérationnels avant notification au contribuable, des conclusions du contrôle sur place effectué, tant au premier qu'au second degré. Ce contrôle-qualité s'effectue uniquement sur les dossiers fiscaux à fort enjeux et repris sur une liste arrêtée par le DG.

Par ailleurs, dans les conditions fixées par l'article 45 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales telle que modifiée et complétée à ce jour, l'Inspection des Services de la DGI peut procéder à une nouvelle vérification fiscale au second degré.

3.5.4.1. *Le contrôle fiscal au premier degré*

a) **Programmation du contrôle sur place**

A la clôture de l'année 2018, la situation de la programmation des dossiers sélectionnés pour le contrôle sur place, de l'exercice 2018, revenus de 2017 et autorisés par la Haute Direction, se présente comme suit :

SERVICE	DECLARATIONS IBP SOUSCRITES A L'ECHÉANCE	DECLARATIONS IBP SOUSCRITES APRES MED	TOTAL DES DECLARATIONS IBP SOUSCRITES	DOSSIERS PROPOSES AU CONTRÔLE	DOSSIERS AUTORISÉS A ÊTRE PROGRAMMÉS	DOSSIERS PROGRAMMÉS	TAUX DE PROGRAMMATION
DGE	537	8	545	475	476	402	84,45%
CDI/KINSHASA	1 211	782	1 993	714	606	559	92,24%
CDI/LUBUMBASHI	762	114	876	565	335	335	100,00%
CDI/GOMA	355	5	360	219	185	185	100,00%
CDI/MATADI	143		143	151	148	83	56,08%
SMM BANDUNDU	32		32	35	26	26	100,00%
SMM EQUATEUR	24	3	27	24	24	24	100,00%
SMM KASAI-OCCIDENTAL	50		50	50	48	48	100,00%
SMM KASAI-ORIENTAL	67	3	70	57	46	46	100,00%
SMM MANIEMA	39	3	42	37	37	37	100,00%
SMM PROVINCE ORIENTALE	143	24	167	136	136	136	100,00%
SMM SUD-KIVU	193	4	197	193	166	97	58,43%
TOTAL	3 556	946	4 502	2 656	2 233	1 978	88,58%

b) Résultat du contrôle sur place

1. Vérification polyvalente

Les détails des résultats des travaux de vérification polyvalente sont présentés dans les tableaux ci-dessous :

Tableau n°1 : Résultat des travaux de l'exercice 2018, rappel des revenus de 2016

SERVICE	DOSSIERS CLOTURES							DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE		DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS EN CONTENTIEUX		DOSSIERS DEGREVES		DOSSIERS RECOURVES	
	REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON- LIEU	CUMUL		NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR
						NBRE	VALEUR										
	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE
ODGE	165	170 550 952 161	1	24 461 090		166	170 575 413 251	8	245 697 808 015	212	235 733 691 797	31	48 732 685 611	54	17 777 076 079	258	86 900 980 221
CDI/KINSHASA	271	30 362 261 470	10	2 703 961 344		281	33 066 222 814			201	3 486 849 970					582	2 283 912 658
CDI/ LUBUMBASHI	216	12 820 909 868				216	12 820 909 868	1	257 446 788	139	6 999 756 425					145	3 012 639 264
CDI/GOMA	31	744 345 896	5	142 471 019		36	886 816 915			36	886 816 916					16	434 468 712
CDI/MATADI	13	74 491 680			3	16	74 491 680	1	48 844 903	12	25 646 777					8	23 671 313
SMM BANDUNDU	2	8 891 385	1	3 598 320		3	12 489 705	1	2 462 056	2	6 060 376					12	23 092 507
SMM EQUATEUR	6	29 417 443	5	3 591 853		11	33 009 296			9	16 378 097						
SMM KASAI- OCCIDENTAL	2	1 061 934				2	1 061 934			2	1 061 934					3	1 933 697
SMM KASAI- ORIENTAL	18	16 858 934			2	20	16 858 934	14	15 602 091	18	16 338 260 475					22	26 890 120
SMM MANIEMA																30	31 833 939
SMM PROVINCE ORIENTALE	5	11 335 219 162	1	76 144 715		6	11 411 363 877			31	12 279 713 537					59	1 280 616 448
SMM SUD-KIVU	34	204 998 766				34	204 998 766			38	204 003 858					44	170 051 120
TOTAL	763	226 149 408 699	23	2 954 228 341	5	791	229 103 637 040	25	246 022 163 853	700	275 978 240 162	31	48 732 685 611	54	17 777 076 079	1 179	94 190 089 999

Tableau n° 2 : Résultat des travaux de l'exercice 2018, revenus de 2017

SERVICE	DOSSIERS CLOTURES										DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE				DOSSIERS PRIS EN CHARGE				DOSSIERS EN CONTENTIEUX				DOSSIERS DEGREVES				DOSSIERS RECOURVRES			
	REDRESSEMENT				TAXATION D'OFFICE		NON- LIEU	CUMUL			DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE		DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS EN CONTENTIEUX		DOSSIERS DEGREVES		DOSSIERS RECOURVRES											
	NBRE		VALEUR		NBRE			VALEUR		TAUX DE CLOTURE		NBRE		VALEUR		NBRE		VALEUR		NBRE		VALEUR		TAUX DE RECOURV.						
	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	TAUX DE RECOURV.						
OGGE	233	68 119 627 200						233	68 119 627 200	57,96%	3	11 158 986 978	206	55 543 932 573							142	45 293 823 319	68,93%							
EDI/KIN	222	6 738 455 559						222	6 738 455 559	39,71%	1	142 056 936	181	3 608 218 107							229	2 297 891 696	126,52%							
EDI/L'SHI	260	64 403 152 639			1			261	64 403 152 639	77,91%	28	17 582 956 872	343	10 809 790 218							265	5 867 673 703	77,26%							
EDI/GOMA	120	757 722 059						120	757 722 059	64,86%			125	822 406 098							70	440 268 800	56,00%							
EDI/MATADI	79	455 279 555	2					81	455 279 555	97,59%	3	31 376 866	65	370 868 928							40	240 349 971	61,54%							
SMM BANDUNDU	19	73 466 846	1	5 639 679	1			21	79 106 525	80,77%	1	10 601 101	19	79 111 526							21	43 464 868	110,53%							
SMM EQUATEUR	20	57 150 318						20	57 150 318	83,33%			20	57 150 318																
SMM KASAI-OC.	32	47 889 329	3	21 239 771				35	69 129 100	72,92%	7		11	21 177 930							8	13 670 323	72,73%							
SMM KASAI-OR.	41	73 063 392	1	3 936 777				42	77 000 169	91,30%			39	77 000 170							32	65 996 537	82,05%							
SMM MANIEMA	33	162 557 586	1	19 142 566	2			36	181 700 152	97,30%	3	3 612 524	31	172 496 727							36	56 608 695	116,13%							
SMM PROVOR.	62	16 460 428 253	1	837 685	3			66	16 461 265 938	48,53%			23	12 234 535 816							10	1 656 293 191	43,48%							
SMM SUD-KIVU	89	428 296 074	1	78 827 298				90	507 123 372	92,78%			102	465 862 238							86	661 081 948	84,31%							
TOTAL	1 210	157 777 088 810	10	129 623 776	7	1 227	157 906 712 586	62,03%	46	28 929 591 277	1 165	84 262 550 649									939	56 637 123 051	80,60%							

Tableau n° 3 : cumul de résultat de contrôle fiscal exercice 2018, revenus de 2016 et de 2017

SERVICE	DOSSIERS CLOTURES										DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADIC- TOIRE			DOSSIERS PRIS EN CHARGE			DOSSIERS EN CONTENTIEUX			DOSSIERS DEGREVES			DOSSIERS RECOURVES				
	REDRESSEMENT			TAXATION D'OFFICE			NON-LIEU			CUMUL																	
	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	TAUX DE RECOURV.		
DGE	398	238 670 579 361	1	24 461 090	399	238 695 040 451	99,25%	11	256 856 794 993	418	291 277 624 370	31	48 732 685 611	54	17 777 076 079	400	132 194 803 540	95,69%									
CDI/KINSHASA	493	37 100 717 029	10	2 703 961 344	503	39 804 678 373	89,98%	1	142 056 936	382	7 095 068 077					811	4 581 804 354	212,30%									
CDI/ LUBUMBASHI	476	77 224 062 507			1	77 224 062 507	142,39%	29	17 840 403 660	482	17 809 546 643					410	8 880 312 967	85,06%									
CDI/GOMA	151	1 502 067 955	5	142 471 019	156	1 644 538 974	84,32%			161	1 709 223 014					86	874 737 512	53,42%									
CDI/MATADI	92	529 771 235	2		3	529 771 235	116,87%	4	80 221 769	77	396 515 705					48	264 021 284	62,34%									
SMM BDD	21	82 358 231	2	9 237 999	1	91 596 230	92,31%	2	13 063 157	21	85 171 902					33	66 557 375	157,14%									
SMM EQUATEUR	26	86 567 761	5	3 591 853	31	90 159 614	129,17%			29	73 528 415																
SMM KASAI- OCCIDENTAL	34	48 951 263	3	21 239 771	37	70 191 034	77,08%	7		13	22 239 864					11	15 604 020	84,62%									
SMM KASAI- ORIENTAL	59	89 922 326	1	3 936 777	2	93 859 103	134,78%	14	15 602 091	57	16 415 260 645					54	92 886 657	94,74%									
SMM MANIEMA	33	162 557 586	1	19 142 566	2	181 700 152	97,30%	3	3 612 524	31	172 496 727					66	88 442 634	212,90%									
SMM PROVINCE ORIENTALE	67	27 795 647 415	2	76 982 400	3	27 872 629 815	52,94%			54	24 514 249 353					69	2 936 909 639	127,78%									
SMM SUD-KIVU	123	633 294 840	1	78 827 298	124	712 122 138	127,84%			140	669 866 096					130	831 133 068	92,86%									
TOTAL	1 973	383 926 497 509	33	3 083 852 117	12	387 010 349 626	102,02%	71	274 951 755 130	1 865	360 240 790 811	31	48 732 685 611	54	17 777 076 079	2 118	150 827 213 050	113,57%									

Le tableau ci-avant révèle qu'au 31 décembre 2018, **2.018** dossiers soumis au contrôle polyvalent pour les revenus de 2016 et de 2017, concernant l'exercice fiscal 2018, ont été clôturés pour un montant total de **CDF 387.010.349.626** dont :

- **1.973** dossiers clôturés par redressement pour un montant de **CDF 383.926.497.509**;
- **33** dossiers clôturés par taxation d'office pour un montant de **CDF 3.083.852.117**;
- **12** dossiers clôturés par un non-lieu.

2. Contrôle qualité

A fin 2018, les résultats du contrôle qualité, du reste déjà inclus dans la situation récapitulative des résultats du contrôle polyvalent, se présentent, à titre illustratif, de la manière suivante :

SERVICE	DOSSIERS SELECTIONNES	DOSSIERS PROGRAMMES	DOSSIERS CLOTURES							DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADIC- TOIRE		DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS RECOUVRES			
			REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU	CUMUL									
			NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR		NBRE	NBRE	VALEUR	TAUX DE CLOTURE	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR
DGE	20	18	6	14 708 893 981				6	14 708 893 981	33,33%			6	14 708 893 981	6	14 708 893 981	100,00%
CDI/ KINSHASA	12	5	1	66 585 246				1	66 585 246	20,00%			1	66 585 246	1	66 585 246	100,00%
CDI/ LUBUMBASHI	8	8	1	129 674 417				1	129 674 417	12,50%			1	129 674 417	1	129 674 417	100,00%
CDI/GOMA																	
CDI/ MATADI	2	2	1	23 208 992				1	23 208 992	50,00%			1	23 208 992	1	23 208 992	100,00%
SMM BANDUNDU																	
SMM EQUATEUR																	
SMM KASAI- OCCIDENTAL																	
SMM KASAI- ORIENTAL																	
SMM MANIEMA																	
SMM PROVINCE ORIENTALE																	
SMM SUD- KIVU																	
TOTAL	42	33	9	14 928 362 636	0	0	0	9	14 928 362 636	27,27%	0	0	9	14 928 362 636	9	14 928 362 636	100,00%

3. Contrôle ponctuel

Le tableau ci-dessous présente les résultats du contrôle ponctuel à fin 2018 :

SERVICE	NRE DOSSIERS PROGRAMMES	DOSSIERS CLOTURES							DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE			DOSSIERS PRIS EN CHARGE			DOSSIERS RECOUVRES			
		REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU	CUMUL		NBRE	VALEUR	TAUX DE CLOTURE	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	TAUX DE RECOUV.	
		NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE
OGGE	15	8	7 956 989 194,00					8	7 956 989 194,00	53,33%								
CDI/KINSHASA	1	3	5 895 197 114,00					3	5 895 197 114,00	300,00%			3	2 203 707 497,00	3	26 612 059,00		100,00%
CDI/LUBUMBASHII	120	31	899 778 432,00			13		44	899 778 432,00	36,67%			10	557 889 570,00	4	35 261 992,00		40,00%
CDI/GOMA	46	29	481 388 731,00	5	119 222 893,00	5		39	600 611 624,00	84,78%			36	706 114 348,00	9	284 614 287,00		25,00%
CDI/MATADI	92	100	321 063 217,00					100	321 063 217,00	108,70%	79	318 772 394,00	2	10 391 747,00	63	154 269 986,00		3150,00%
SMM BANDUNDU															3	4 951 604,00		
SMM EQUATEUR		11	6 429 805,00					11	6 429 805,00				14	7 288 539,00				0,00%
SMM KASAI- OCCIDENTAL	64	32	20 873 381,00	7	10 384 546,00			39	31 257 927,00	60,94%			17	26 618 403,00	13	9 981 757,00		76,47%
SMM KASAI- ORIENTAL	17	10	18 245 833,00					10	18 245 833,00	58,82%			4	17 562 230,00	4	11 785 612,00		100,00%
SMM MANIEMA	27	13	14 111 918,00					13	14 111 918,00	48,15%			8	3 581 422,00	33	31 833 939,00		412,50%
SMM PROVINCE ORIENTALE													4	788 800,00	13	15 363 492,00		325,00%
SMM SUD-KIVU		71	111 614 633,00					71	111 614 633,00		16	27 800 339,00	73	134 881 838,00	64	45 101 838,00		87,67%
TOTAL	382	308	15 725 692 258,00	12	129 607 439,00	18	320	15 855 299 697,00	83,77%	95	346 572 733,00	171	3 668 824 394,00	209	619 776 566,00		122,22%	

c) Participation des travaux d'assiette dans les recettes

La participation des travaux d'assiette (contrôle polyvalent au premier degré et contrôle ponctuel) dans les recettes de l'année 2018 se présentent comme suit :

SERVICE	RECETTES COMPTABILISEES (1)	SUPPLEMENTS RECOURVRES ISSUS DU CONTRÔLE POLYVALENT (2)	SUPPLEMENTS RECOURVRES ISSUS DU CONTRÔLE PONCTUEL (3)	TOTAL DES SUPPLEMENTS RECOURVRES (4)=(2)+(3)	TAUX DE PARTICIP. (5)=(4)/(1)
DGE	3 275 206 681 433,97	132 194 803 540,00		132 194 803 540,00	4,04%
DUI-K	153 795 072 898,18	4 581 804 354,00	26 612 059,00	4 608 416 413,00	3,00%
DPI/BANDUNDU	1 406 204 294,56	66 557 375,00	4 951 604,00	71 508 979,00	5,09%
DPI/KONGO CENTRAL	29 523 982 204,94	264 021 284,00	154 269 986,00	418 291 270,00	1,42%
DPI/EQUATEUR	1 315 326 252,81				0,00%
DPI/KASAI-OCIDENTAL	1 463 571 207,11	15 604 020,00	9 981 757,00	25 585 777,00	1,75%
DPI/KASAI-ORIENTAL	5 296 554 728,02	92 886 657,00	11 785 612,00	104 672 269,00	1,98%
DPI/KATANGA	226 552 010 838,80	8 880 312 967,00	35 261 992,00	8 915 574 959,00	3,94%
DPI/MANIEMA	1 549 969 035,82	88 442 634,00	31 833 939,00	120 276 573,00	7,76%
DPI/NORD-KIVU	25 740 265 702,75	874 737 512,00	284 614 287,00	1 159 351 799,00	4,50%
DPI/PROVINCE ORIENTALE	32 854 326 489,12	2 936 909 639,00	15 363 492,00	2 952 273 131,00	8,99%
DPI/SUD-KIVU	15 795 910 330,24	831 133 068,00	45 101 838,00	876 234 906,00	5,55%
TOTAL	3 770 499 875 416,31	150 827 213 050,00	619 776 566,00	151 446 989 616,00	4,02%

De la lecture du tableau ci-dessus, il s'observe que la participation des travaux de contrôle fiscal au premier degré dans l'ensemble des recettes comptabilisées en 2018 de l'ordre de **CDF 3.770.499.875.416,31** est évaluée à **4,02%**. En d'autres termes, si l'on déduit les recettes issues des suppléments d'impôts recouvrés de **CDF 151.446.989.616,00** de réalisations totales, la part des déclarations autoliquidatives sera de **CDF 3.619.052.885.800,31** représentant **95,98%**.

Comparativement à l'année 2017 où la participation de l'ensemble des suppléments d'impôts aux recettes globales était de l'ordre de **CDF 82.537.291.776,00**, il se dégage un écart positif de **CDF 68.909.697.840,00**, soit un taux de progression de **83,49%**.

3.5.4.2. Le contrôle fiscal au second degré

L'inspection des Services a, au cours de l'année 2018, contre vérifié **48** dossiers pour des suppléments d'impôts de l'ordre de **CDF 257.330.004.418,15** et **USD 285.652.724,46**, les prises en charge y relatives étant de **CDF 8.683.670.988,10** et **USD 3.907.063,32**.

Comparé à l'année 2017, où le montant des suppléments d'impôts notifiés aux **37** dossiers clôturés était de **CDF 35.807.902.804,06** et **USD 10.566.571,65**, il s'observe une amélioration du niveau moyen de notification.

1) Redressements établis au second degré en CDF et en USD

EN CDF			EN USD		
TRESOR	DGI	TOTAL	TRESOR	DGI	TOTAL
177 905 577 962,72	79 424 426 455,43	257 330 004 418,15	197 443 048,06	88 209 676,40	285 652 724,46

2) Prise en charge des redressements établis au second degré

EN CDF			EN USD		
TRESOR	DGI	TOTAL	TRESOR	DGI	TOTAL
6 012 243 045,78	2 671 427 942,32	8 683 670 988,10	2 583 093,99	1 323 969,33	3 907 063,32

3.6. MISSIONS DE RECOUVREMENT

La ventilation détaillée des recettes, par nature d'impôt et par centre de perception, ayant été traitée dans le point 3.4.2 relatif à l'exécution du Budget des recettes des impôts, cette section se focalise exclusivement sur le traitement du solde débiteur.

A la clôture de l'exercice 2018, le solde débiteur général de la DGI est de **CDF 1.361.196.637.306,19**. Il est constitué essentiellement des restes à payer des entreprises commerciales du portefeuille de l'Etat au titre d'IPR, de TVA et d'ICA, du solde antérieur à la création de la DGE et de la prise en charge des redressements, régularisations et autres taxations d'office opérés.

3.6.1. Solde débiteur par degré de solvabilité

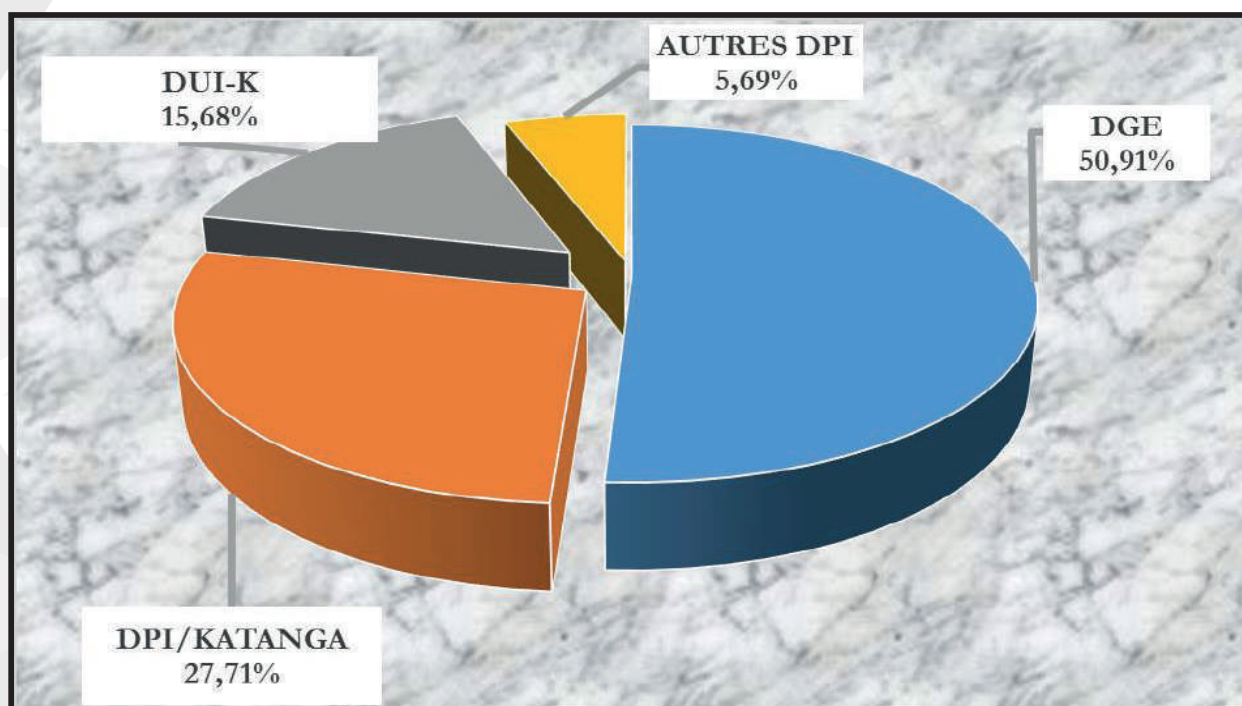
La situation du solde débiteur, par degré de solvabilité, à fin 2018 se présente comme suit :

STRUCTURE	SOLDE SANS PROBLEME	SOLDE A PROBLEME	SOLDE EN SURSIS DE PAIEMENT	SOLDE EN ATTENTE D'APUREMENT	SOLDE GENERAL
DGE	115 183 795 110,04	63 494 957 681,95		514 332 548 571,59	693 011 301 363,58
DUI-K	21 642 995 963,65	134 876 588 914,70	17 907 372 641,29	39 041 642 735,06	213 468 600 254,70
DPI/BANDUNDU	55 385 212,02	462 753 260,78	587 810,00		518 726 282,80
DPI/KONGO CENTRAL	941 500 143,00	3 903 560 351,00	49 824 452,00	661 012 148,00	5 555 897 094,00
DPI/EQUATEUR	162 934 667,00	1 069 846 185,00		1 232 780 852,00	2 465 561 704,00
DPI/KASAI- OCCIDENTAL	109 032 623,00	187 331 227,00	137 360 761,00		433 724 611,00
DPI/KASAI-ORIENTAL	133 074 049,00	24 596 243 628,00			24 729 317 677,00
DPI/KATANGA	57 786 323 439,17	301 886 396 194,00	11 686 234 456,67	5 854 651 856,02	377 213 605 945,86
DPI/MANIEMA	116 537 510,73	589 168 272,72	128 064 888,00		833 770 671,45
DPI/NORD-KIVU	914 084 325,97	14 173 267 961,63	1 425 965 697,71		16 513 317 985,31
DPI/PROVINCE ORIENTALE	7 690 937 495,00	12 825 535 107,00	5 042 167 330,00	6 790 718,00	25 565 430 650,00
DPI/SUD-KIVU	44 721 488,59	457 455 801,33	334 648 233,44	50 557 543,13	887 383 066,49
TOTAL	204 781 322 027,17	558 523 104 585,11	36 712 226 270,11	561 179 984 423,80	1 361 196 637 306,19

EXECUTION DES MISSIONS DE LA

Par ordre d'importance, la situation dudit solde débiteur se présente, en quatre grandes entités, suivant le tableau et le graphique ci-contre :

ENTITE	SOLDE DEBITEUR GENERAL	TAUX DE PARTICIPATION
DGE	693 011 301 363,58	50,91%
DPI/KATANGA	377 213 605 945,86	27,71%
DUI-K	213 468 600 254,70	15,68%
AUTRES DPI	77 503 129 742,05	5,69%
TOTAL	1 361 196 637 306,19	100,00%



3.6.2. Recouvrement du Solde débiteur

La situation de recouvrement du solde débiteur de la DGI est évaluée dans le tableau ci-dessous, par structure, et par rapport aux réalisations globales :

STRUCTURE	RECETTES COMPTABILISEES (1)	SOLDE DEBITEUR GENERAL (2)	SOLDE RECOUVRE (3)	EFFORT DE SERVICE (4) = (3) / (1)	Tx DE RECOUV. (5) = (3) / (2)
DGE	3 275 206 681 433,97	693 011 301 363,58	173 270 695 550,51	5,29%	25,00%
DUI-K	153 795 072 898,18	213 468 600 254,70	9 889 355 788,68	6,43%	4,63%
DPI/BANDUNDU	1 406 204 294,56	518 726 282,80	70 509 013,38	5,01%	13,59%
DPI/KONGO CENTRAL	29 523 982 204,94	5 555 897 094,00	1 697 623 509,72	5,75%	30,56%
DPI/EQUATEUR	1 315 326 252,81	2 465 561 704,00	229 631 599,30	17,46%	9,31%
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	1 463 571 207,11	433 724 611,00	122 209 815,00	8,35%	28,18%
DPI/KASAI-ORIENTAL	5 296 554 728,02	24 729 317 677,00	137 391 472,72	2,59%	0,56%
DPI/KATANGA	226 552 010 838,80	377 213 605 945,86	12 090 813 513,23	5,34%	3,21%
DPI/MANIEMA	1 549 969 035,82	833 770 671,45	227 269 285,68	14,66%	27,26%
DPI/NORD-KIVU	25 740 265 702,75	16 513 317 985,31	2 206 481 944,10	8,57%	13,36%
DPI/PROVINCE ORIENTALE	32 854 326 489,12	25 565 430 650,00	4 188 780 860,02	12,75%	16,38%
DPI/SUD-KIVU	15 795 910 330,24	887 383 066,49	524 624 839,85	3,32%	59,12%
TOTAL	3 770 499 875 416,31	1 361 196 637 306,19	204 655 387 192,19	5,43%	15,03%

De l'analyse du tableau ci-dessus, il s'observe que le solde débiteur recouvré, de l'ordre de **CDF 204.655.387.192,19**, représente **5,43%** des recettes totales de l'année et est évalué comme effort de service dans le sens des instructions de Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances contenues dans sa lettre n° CAB/MIN/FINANCES/CMR/NGMI/2018/974 du 15 mars 2018.

Ce ratio dégagé pour l'exercice 2018 est moins satisfaisant, car inférieur au critère d'évaluation de performance fixant l'effort de service à **10 %** des réalisations et appelle des efforts particuliers.

Par rapport au solde débiteur général de **CDF 1.361.196.637.306,19**, il se dégage un taux de recouvrement de **15,03%**.

3.7. SUIVI DES EXONERATIONS ET AUTRES ALLEGEMENTS FISCAUX

Conformément à l'article 174 de la Constitution, il est prévu des exemptions, exonérations et allègements fiscaux, repris dans le Code des Impôts, Code des Investissements, Code Minier et autres textes législatifs particuliers.

Des dispositions dérogatoires à la législation fiscale de droit commun s'expriment en termes d'exonérations, de réductions de taux ou de taux préférentiels de perception d'impôt et de la prise en charge de la fiscalité indirecte par l'Etat.

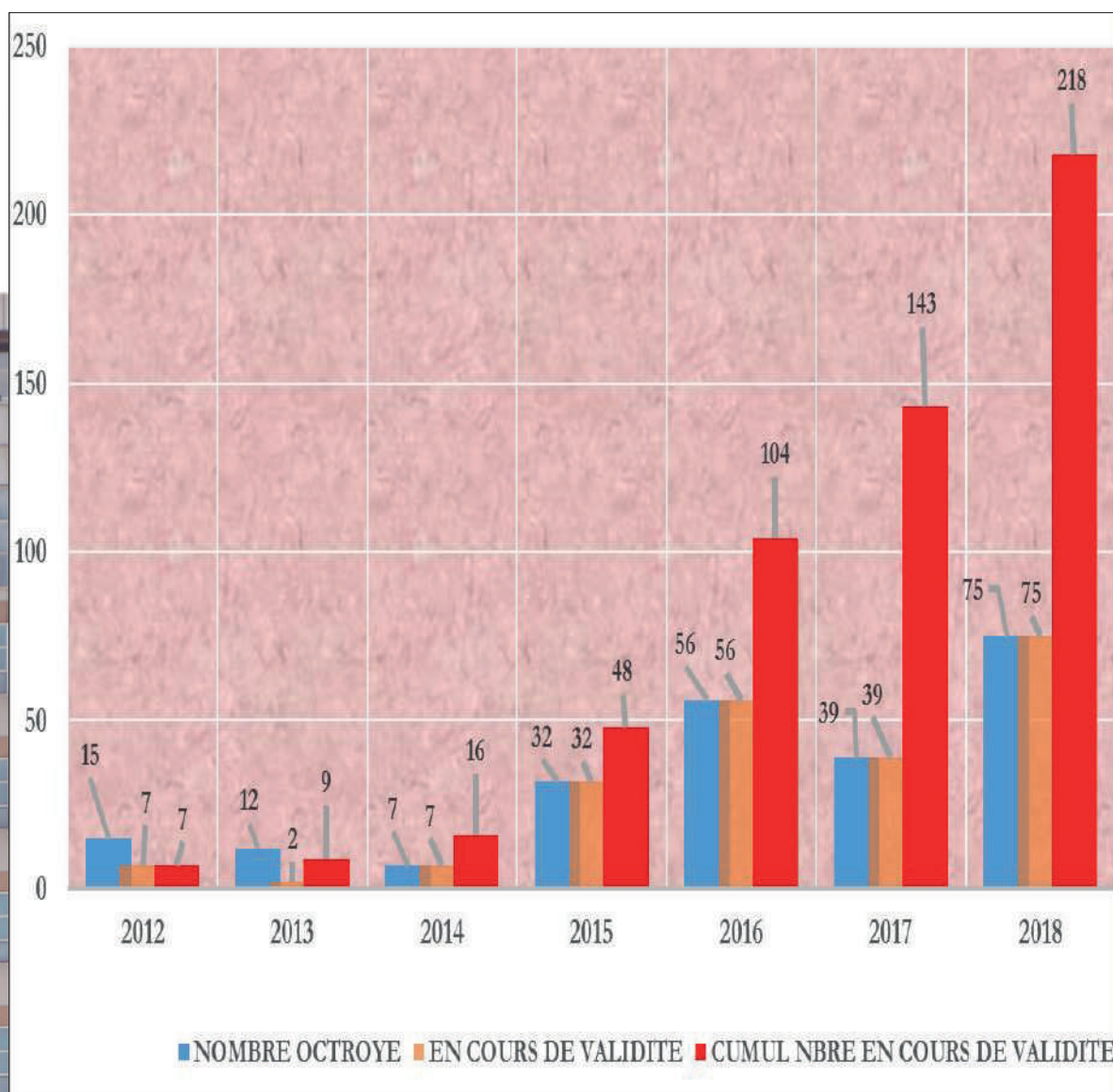
Par ces mesures dérogatoires, le Gouvernement poursuit le développement de certains secteurs d'activités (agricole, minier etc.) principalement ceux porteurs de croissance économique du pays. Néanmoins, ces mesures représentent un enjeu budgétaire important, leurs effets sur le budget de l'Etat est comparable à celui des dépenses publiques, car elles occasionnent des pertes des recettes pour l'Etat.

3.7.1. Exonérations suivant le Code des Investissements

En vertu du Code des Investissements, les exonérations accordées par les Arrêtés Interministériels des Ministres des Finances et du Plan au cours de l'année 2018 ont concerné **75** entreprises. A la clôture de l'année, la situation des exonérations en cours de validité est reprise dans le tableau ci-après :

ANNEE D'OCTROI	NOMBRE OCTROYE	EN COURS DE VALIDITE	CUMUL NBRE EN COURS DE VALIDITE
2012	15	7	7
2013	12	2	9
2014	7	7	16
2015	32	32	48
2016	56	56	104
2017	39	39	143
2018	75	75	218

L'évolution du répertoire des entreprises agréées au régime général du Code des Investissements peut également être retracée par le graphique suivant :



3.7.2. Dépenses fiscales résultant des exonérations en cours de validité en 2018

Au cours de l'année 2018, les exonérations accordées à certaines entreprises ont occasionné un manque à gagner de **CDF 413.642.616.782,59**, tel que ventilé dans le tableau suivant :

NATURE D'IMPOT	BASE IMPOSABLE	MANQUE A GAGNER (EN CDF)
I. Code des Investissements		
IBP (Impôt sur les Bénéfices et Profits)	38 022 025 725,20	13 280 843 851,07
S/TOTAL (1)	38 022 025 725,20	13 280 843 851,07
II. Taxe sur la Valeur Ajoutée		
Exonérations TVA	1 918 939 434 927,56	307 030 309 588,41
Marchés Publics à financement extérieur (prise en charge de la fiscalité indirecte)	112 533 742 931,94	18 005 398 869,11
S/TOTAL (2)	2 031 473 177 859,50	325 035 708 457,52
III. Code Minier		
IBP (Impôts sur les Bénéfices et Profits) soit une réduction de 5% par rapport au taux de droit commun qui est de 35%	1 072 720 367 339,45	8 003 214 754,72
IM (Impôt Mobilier) au taux de 10%, soit une réduction par rapport au droit commun	20 692 699 788,70	10 346 349 894,35
IERE (Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations des Expatriés) au taux de 10%, soit une réduction par rapport au droit commun	379 810 151 747,59	56 976 499 824,93
S/TOTAL (3)	1 473 223 218 875,74	75 326 064 474,00
TOTAL GENERAL (4)=(1)+(2)+(3)		413 642 616 782,59

Ce manque à gagner, s'il était effectivement recouvré et ajouté aux recettes globales réalisées par la DGI au cours de l'année 2018, de **CDF 3.770.499.875.416,31**, porterait ces réalisations à hauteur de **CDF 4.077.897.071.545,91**.

3.8. MISSIONS DE TRAITEMENT DU CONTENTIEUX FISCAL

Conformément à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales telle que modifiée et complétée à ce jour, les réclamations des contribuables doivent être instruites d'abord par l'Administration des Impôts et, en cas d'insatisfaction du réclamant, par la Cour d'Appel territorialement compétente.

3.8.1. Situation du contentieux d'assiette

Pendant l'année 2018, l'Administration Fiscale a géré **2.591** réclamations pour un montant de **CDF 1.368.603.891.781,66** dont **1.121** réclamations pour un montant de **CDF 391.746.336.700,52** en 2018 et **1.470** réclamations pour un montant de **CDF 976.857.555.081,14** représentant le solde reporté de 2017.

3.8.1.1. Contentieux en phase administrative

La situation des réclamations reçues, traitées ainsi que des décisions y relatives se présente comme suit :

LIBELLE	NOMBRE	MONTANT (en CDF)
Réclamations en traitement au début de l'année (1)	1 470	976 857 555 081,14
Réclamations reçues au cours de l'année (2)	1 121	391 746 336 700,52
Total de réclamations gérées (3)=(1)+(2)	2 591	1 368 603 891 781,66
Réclamations traitées au cours de l'année (4)=(5)+(6)+(7)+(8)	1 005	370 932 501 666,38
Rejets (5)	247	70 197 043 541,86
Dégrèvement total (6)	476	51 324 506 634,60
Dégrèvement partiel (7)	282	125 861 248 003,50
Restes à recouvrer résultant des dégrèvements partiels (8)	-	123 549 703 486,42
Dossiers en traitement à fin 2018 (9) =(3)-(4)	1 586	997 671 390 115,28

3.8.1.2. Contentieux en phase juridictionnelle

A fin 2018, **40** recours ont été gérés en phase juridictionnelle dont 12 jugements rendus et 28 dossiers sont restés en cours.

LIBELLE	NOMBRE
Recours gérés en 2018	40
Jugements rendus	12
Affaires en cours à fin 2018	28

Par juridiction, la situation se présente comme suit :

Nature	Recours gérés en 2018	Jugements rendus	Affaires en cours à fin 2018
Juridiction			
Tribunal de Commerce	1	1	0
Tribunal de Grande Instance	21	8	13
Cour d'Appel	18	3	15
Cour de cassation	0	0	0
Total	40	12	28

Il sied de relever que des douze (12) décisions rendues par les Cours et Tribunaux, une (1) seule est en faveur de la RDC/DGI et les onze (11) autres en défaveur de la République.

3.8.2. Situation du contentieux de recouvrement

Le règlement du contentieux de recouvrement est présenté dans sa phase juridictionnelle. A fin 2018, la situation se présente de la manière ci-dessous :

LIBELLE	NOMBRE
Recours gérés en 2018	23
Jugement rendu	7
Affaires en cours à fin 2018	16

Par juridiction, la situation se présente comme suit :

Nature	Recours gérés en 2018	Jugements rendus	Affaires en cours à fin 2018
Juridiction			
Tribunal de Commerce	19	6	13
Cour d'Appel	4	1	3
Total	23	7	16

Il appert de souligner que cette situation ne reprend que le traitement des affaires se rapportant à l'année 2018. Le stock antérieur envoyé au rôle général ne pourra être repris qu'en cas de relance des contribuables.





4

GESTION DES MOYENS DIRECTION GENERALE



MIS A LA DISPOSITION DE LA DES IMPOTS

Pour faire face à ses missions, la DGI a tout naturellement recours aux moyens humains, matériels et financiers.

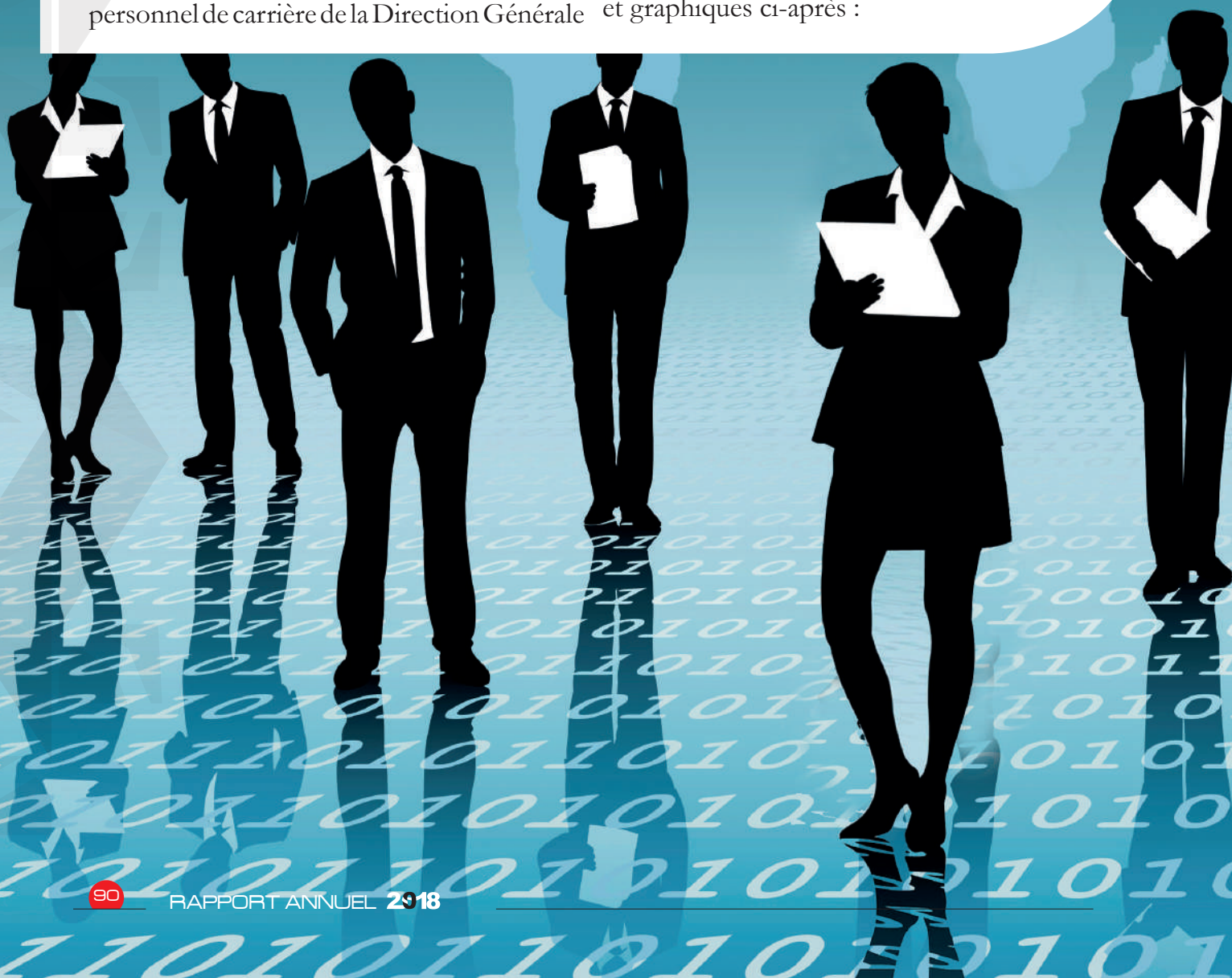
4.1. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Bien qu'elle n'ait pas de personnalité juridique, la DGI est une régie relevant de l'autorité directe du Ministre des Finances et bénéficiant d'une autonomie administrative et financière. Dans ce cadre, le Décret n° 018/2003 du 02 mars 2003 portant Règlement d'Administration relatif au personnel de carrière de la Direction Générale

des Impôts pris conformément au statut de la Fonction Publique régit spécifiquement son personnel. Ce texte particulier accorde une souplesse de gestion de ces fonctionnaires en matière d'affectation, de motivation ou d'application du régime disciplinaire.

4.1.1. Effectifs de la Direction Générale des Impôts

Les effectifs de la DGI s'établissent, à fin décembre 2018, à **6.562** unités, leur ventilation par niveau d'études, par genre et par service et par grade ainsi que leur évolution sont retracés à travers les tableaux et graphiques ci-après :



DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

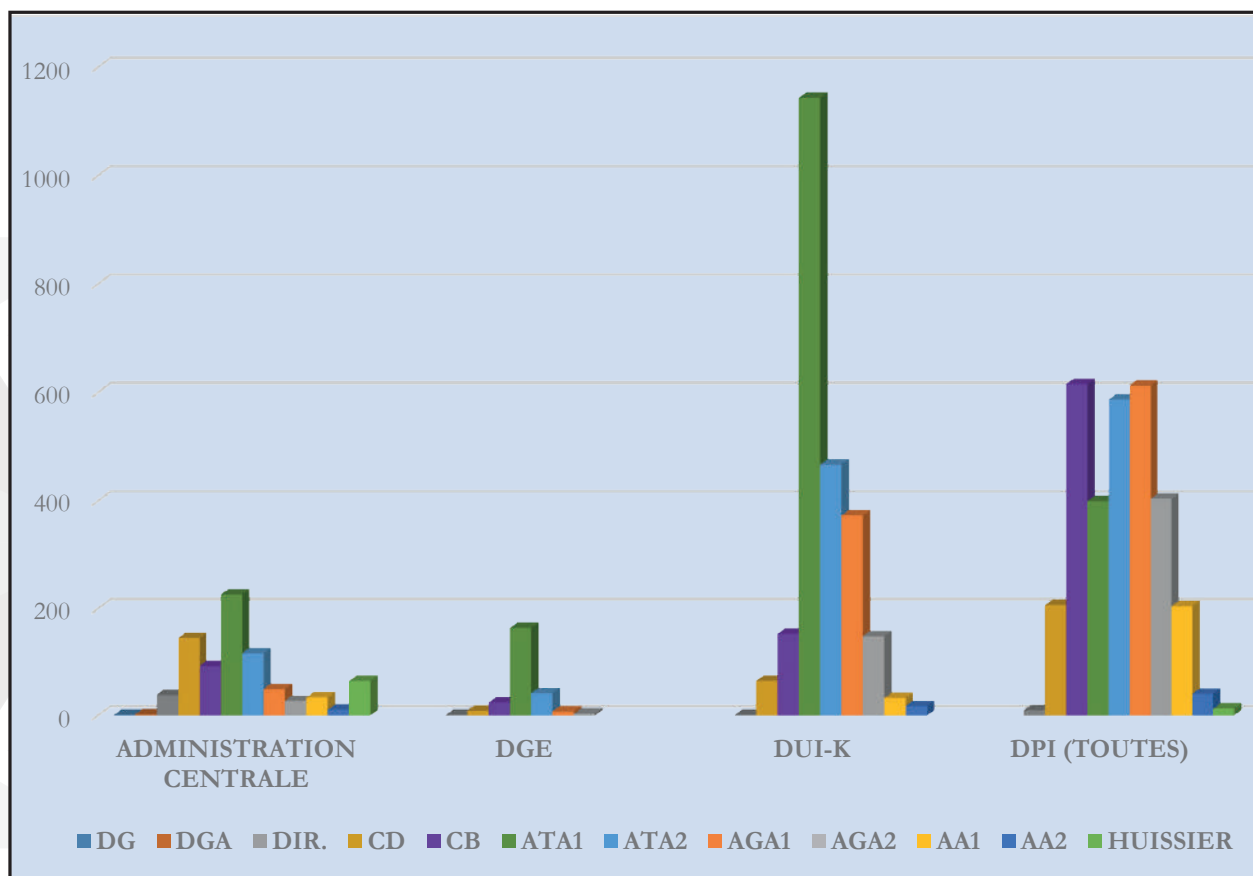
4.1.1.1. Répartition des effectifs par service et par grade

GRADE SERVICE	DG	DGA	DIR.	CD	CB	ATA1	ATA2	AGA1	AGA2	AA1	AA2	HUISS.	TOTAL
ADMIN. CENTRALE	1	2	39	145	93	227	117	50	28	34	11	65	812
DGE			1	9	24	164	42	8	3				251
DUI-K			1	65	153	1 144	467	373	149	33	18		2 403
DPI/BANDUNDU			1	10	45	12	25	67	56	19	11	1	247
DPI/KONGO CENTRAL			1	24	68	87	67	81	38	10	3		379
DPI/EQUATEUR			1	16	54	11	21	43	47	24	6	1	224
DPI/KASAI-OCCIDENTAL			1	25	63	5	17	30	13	4	1	0	159
DPI/KASAI-ORIENTAL			1	21	52	11	15	43	26	6	3	7	185
DPI/MANIEMA			1	12	32	6	10	20	20	14	5		120
DPI/KATANGA			1	28	89	147	167	78	52	32	2	1	597
DPI/NORD-KIVU			1	19	76	64	121	101	46	29	7	2	466
DPI/PROVINCE ORIENTALE			1	31	63	36	84	83	46	36		1	381
DPI/SUD-KIVU			1	21	74	21	60	67	60	31	3		338
CUMUL	1	2	51	426	886	1 935	1 213	1 044	584	272	70	78	6 562

Par regroupement et par grade, la situation est présentée dans les tableau et graphique ci-dessous :

GRADE SERVICE	DG	DGA	DIR.	CD	CB	ATA1	ATA2	AGA1	AGA2	AA1	AA2	HUISSIER	TOTAL
ADMINISTRATION CENTRALE	1	2	39	145	93	227	117	50	28	34	11	65	812
DGE			1	9	24	164	42	8	3				251
DUI-K			1	65	153	1 144	467	373	149	33	18		2 403
DPI (TOUTES)			10	207	616	400	587	613	404	205	41	13	3 096
TOTAL	1	2	51	426	886	1 935	1 213	1 044	584	272	70	78	6 562

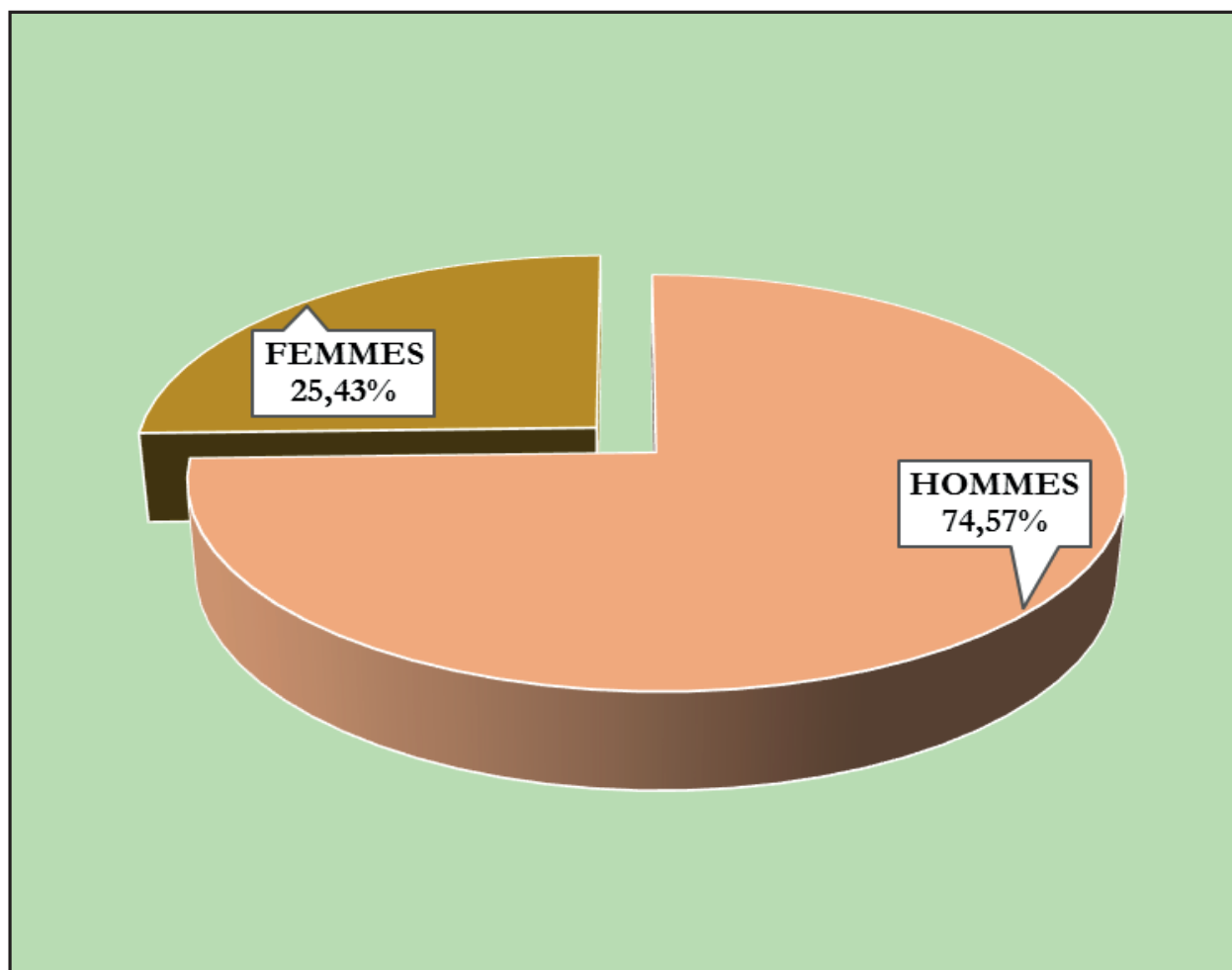
GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION



4.1.1.2. Répartition des effectifs par genre

La répartition des effectifs de la DGI est illustrée suivant l'ordre d'importance, par regroupement et par genre, dans le tableau et graphique ci-dessous :

SERVICE	EFFECTIFS	HOMMES		FEMMES	
		NOMBRE	%	NOMBRE	%
DPI (TOUTES)	3 096	2 451	79,17%	645	20,83%
DUI-K	2 403	1 656	68,91%	747	31,09%
ADMINISTRATION CENTRALE	812	610	75,12%	202	24,88%
DGE	251	176	70,12%	75	29,88%
TOTAL	6 562	4 893	74,57%	1 669	25,43%

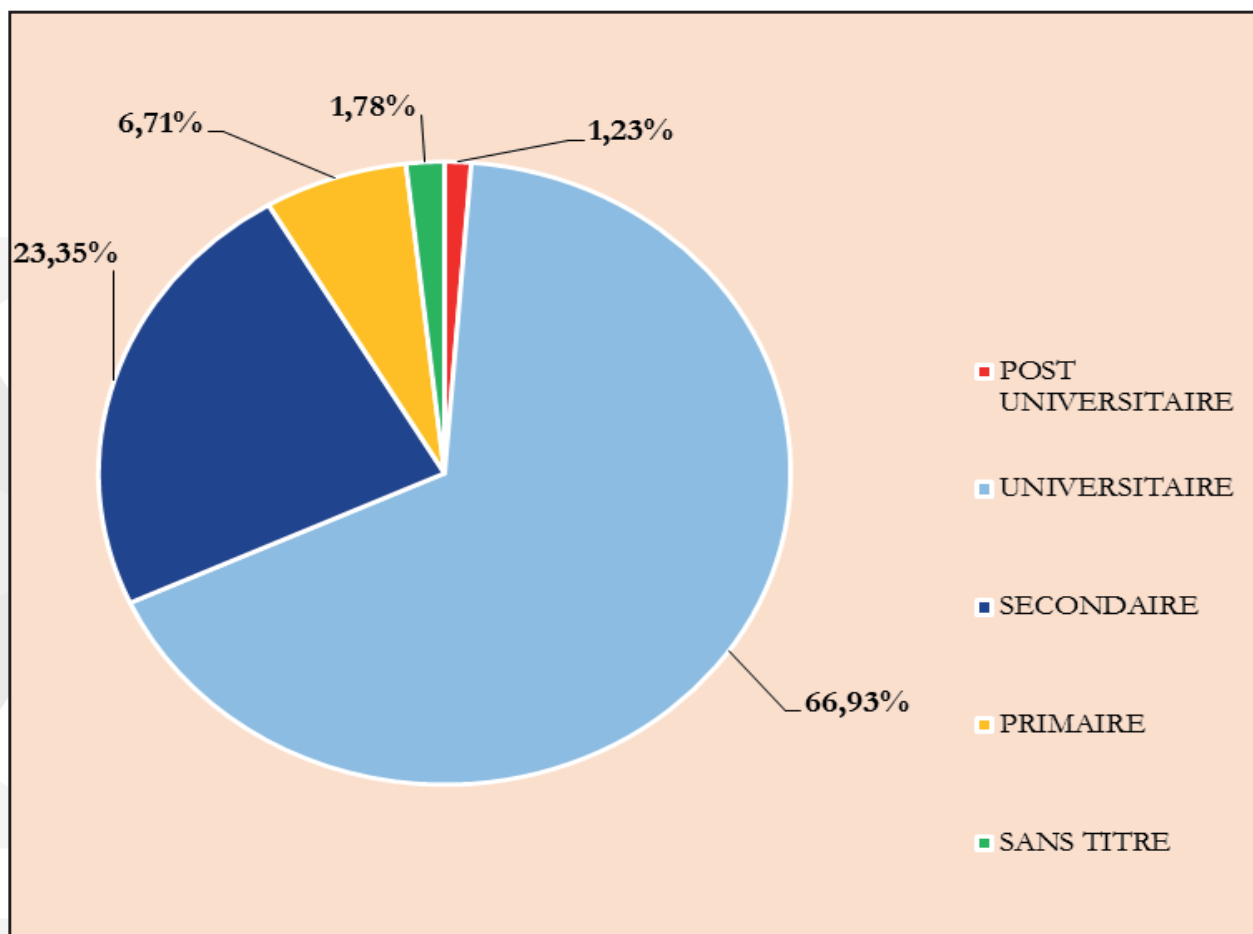


4.1.1.3. Répartition des effectifs par niveau d'études

Ci-dessous, le tableau et le graphique de la répartition des effectifs de la DGI par niveau d'études :

NIVEAU D'ETUDES	NOMBRE	TAUX DE PARTICIPATION
POST UNIVERSITAIRE	81	1,23%
UNIVERSITAIRE	4 392	66,93%
SECONDAIRE	1 532	23,35%
PRIMAIRE	440	6,71%
SANS TITRE	117	1,78%
TOTAL	6 562	100,00%

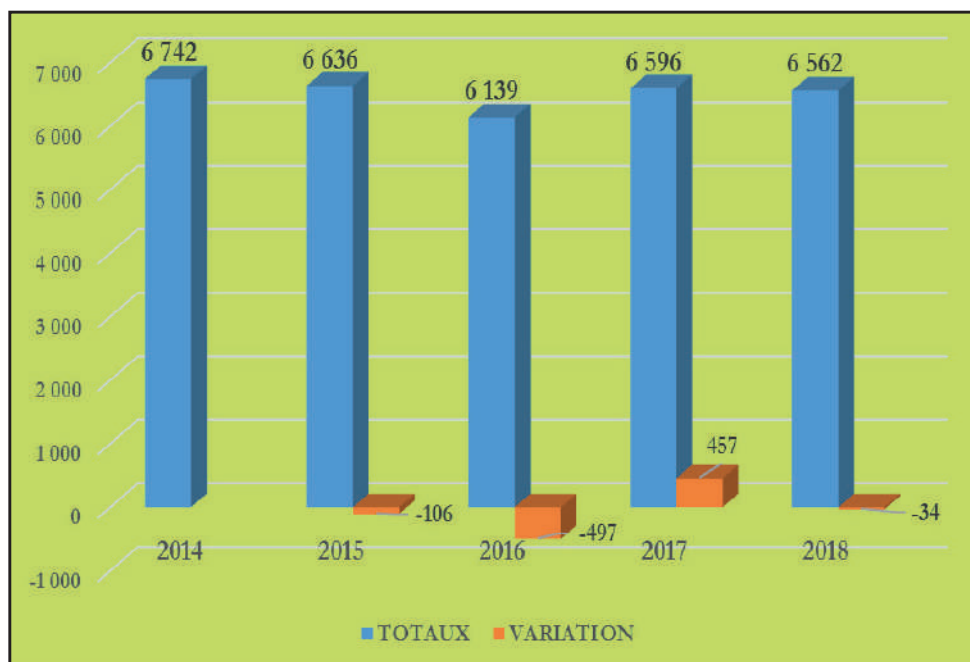
GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION



4.1.1.4. Evolution globale des effectifs de 2014 à 2018

L'évolution des effectifs de la DGI, de 2014 à 2018, est représentée dans les tableau et graphique ci-dessous :

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
VARIATION	6 863	6 742	6 636	6 139	6 596	6 562
EN NOMBRE		-121	-106	-497	457	-34



4.1.2. Promotions

Au cours de l'année 2018, **170** cadres et agents de la DGI ont bénéficié de promotion dont les nouveaux grades sont communiqués, par service, dans le tableau ci-dessous

SERVICE \ GRADE	DIR.	CD	CB	ATA1	ATA2	AGA1	AGA2	AA1	AA2	HUISS.	TOTAL
ADMINISTRATION CENTRALE		2	9								11
DGE											0
DUI-K		1	1	23	2						27
DPI/BANDUNDU			11								11
DPI/KONGO CENTRAL		2	17	1							20
DPI/EQUATEUR											0
DPI/KASAI-OCCIDENTAL		4	15								19
DPI/KASAI-ORIENTAL		4	7								11
DPI/KATANGA											0
DPI/MANIEMA		2	7								9
DPI/NORD-KIVU		4	16	9							29
DPI/PROVINCE ORIENTALE		1	7								8
DPI/SUD-KIVU		4	21								25
TOTAL	0	24	111	33	2	0	0	0	0	0	170

4.1.3. Admission sous-statut

1.956 agents de la DGI, nouvelles unités, ont été admis sous statut au cours de l'année 2018. Ci-dessous la situation répartie par service et par grade :

GRADE SERVICE	ATA1	ATA2	AGA1	AGA2	AA1	AA2	HUISS.	TOTAL
ADMINISTRATION CENTRALE	2	59	20	8	22	1	64	176
DGE		14	2					16
DUI-K		162	58	20	7	1		248
DPI/BANDUNDU		32	52	41	10		1	136
DPI/KONGO CENTRAL		71	42	19	1			133
DPI/EQUATEUR		19	25	29	18		1	92
DPI/KASAI-OCCIDENTAL		19	35	5	1			60
DPI/KASAI-ORIENTAL		12	21	22	7	2	8	72
DPI/KATANGA		145	35	17	30		1	228
DPI/MANIEMA		21	21	22	13	3		80
DPI/NORD-KIVU		103	86	41	28		2	260
DPI/PROVINCE ORIENTALE	1	125	81	44	40			291
DPI/SUD-KIVU		38	44	50	31		1	164
TOTAL	3	820	522	318	208	7	78	1 956

4.1.4. Situation de décès

La DGI a enregistré, au cours de l'année 2018, quelques cas de décès de son personnel ainsi que des membres de leur famille dont la situation se présente, par service, dans le tableau ci-dessous :

STATUT SERVICE	Cadres	Agents	Epouses	Enfants	Total
ADMINISTRATION CENTRALE	13	7	3	6	29
DGE		2		1	3
DUI-K	3	28	2	7	40
DPI/BANDUNDU		1			1
DPI/KONGO CENTRAL		2			2
DPI/EQUATEUR	1				1
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	4		1		5
DPI/KASAI-ORIENTAL	1	2			3
DPI/KATANGA		1			1
DPI/MANIEMA		6			6
DPI/NORD-KIVU		2			2
DPI/PROVINCE ORIENTALE					0
DPI/SUD-KIVU					0
TOTAL	22	51	6	14	93

4.1.5. Formation du personnel de la Direction Générale des Impôts

La formation est un volet essentiel de la politique de renforcement des capacités développée par la DGI. Elle est réalisée sous forme de formation de base au début ou en cours de carrière, de formation spécialisée sur place ou sous forme de participation à des formations de longue ou de courte durée à l'étranger.

4.1.5.1. Formation sur place

En 2018, les activités liées à la formation sur place du personnel de la DGI sont résumées de la manière ci-après :

N°	THEME DE LA FORMATION	PERIODE
1	Séminaire de formation sur la déclaration unique en faveur des cadres supérieurs et agents du CDI/Kinshasa.	du 21 février au 13 mars 2018
2	Séminaire de formation sur l'acte uniforme révisé relatif au droit comptable et à l'informatisation financière du système comptable OHADA révisé en faveur des quelques Inspecteurs de l'Administration Centrale, tenu à Kinshasa.	du 27 mars au 03 avril 2018
3	Vulgarisation de la Loi n° 16/013 du 15 juillet 2016, portant statut des Agents de carrière des services publics de l'Etat en faveur des Chefs de Divisions des Ressources Humaines de la DGI, tenue à Kinshasa.	du 09 au 13 avril 2018
4	Vulgarisation de la législation fiscale sur la procédure d'achat en franchise de TVA et la retenue à la source de la TVA, en faveur des gestionnaires de la DGE et du CDI/Kinshasa.	du 26 au 27 juin 2018
5	Colloque genre sur le thème : « la formulation des politiques de secteur public de la République Démocratique du Congo sur la réalisation des objectifs de l'égalité des sexes et du genre au travail d'ici 2030 », tenu à Boma au Kongo Central.	du 02 au 05 juillet 2018
6	Formation des politiques de secteur public de la RDC sur la réalisation des objectifs de l'égalité des sexes du genre au travail d'ici l'an 2030 au profit des cadres supérieurs et agents de l'Administration Centrale et de la DUI-K., tenue à Kinshasa.	du 10 au 16 juillet 2018

N°	THEME DE LA FORMATION	PERIODE
7	Formation sur l'instruction des demandes de remboursement des crédits TVA des gestionnaires de la DGE et du CDI/Kinshasa.	du 23 au 27 juillet 2018
8	Mise à niveau en faveur des gestionnaires des comptes et huissiers fiscaux nouvellement affectés au CDI/Kinshasa.	du 20 au 22 août 2018
9	Vulgarisation de la loi n° 16/013 du 15 juillet 2016 portant statut des agents de carrière des services publics de l'Etat en faveur des Cadres de l'Administration Centrale et de la DUI-K.	du 17 septembre au 24 octobre 2018
10	Séminaire de formation sur le SYSCOHADA Révisé en faveur des cadres supérieurs de l'Administration Centrale de la DGI, tenu à Kinshasa.	du 08 au 11 octobre 2018
11	Formation sur le logiciel GESIMPÔTS en faveur des gestionnaires et huissiers fiscaux du CDI/Kinshasa.	du 08 au 12 octobre 2018
12	Formation sur l'instruction des demandes de remboursement des crédits TVA des gestionnaires de la DGE et du CDI/Kinshasa.	du 19 au 23 novembre 2018
13	Formation sur les nouvelles procédures fiscales et GESIMPÔTS en faveur des cadres supérieurs du CDI Kisangani, organisée à Kinshasa.	du 03 au 14 décembre 2018

GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION

4.1.5.2. Formation à l'étranger

En 2018, la participation du personnel de la DGI à des formations de longue ou de courte durée à l'étranger est résumée dans le tableau ci-après :

N°	THEME DE LA FORMATION	PAYS
1	4 ^{ème} conférence du cadre inclusif sur le BEPS, organisée par l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), à Paris, du 24 au 25 janvier 2018.	FRANCE
2	1 ^{ère} conférence internationale sur le thème : « Fiscalité et développement durable », organisée par la plateforme de collaboration en matière de fiscalité, avec l'assistance du FMI, de l'OCDE, des Nations Unies et Groupe de la Banque Mondiale, à New York, du 14 au 16 février 2018.	USA
3	Séminaire du Cercle de Réflexion et d'Echange des Dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF) sur le thème : « Les prix de transfert », organisé conjointement avec la Direction Générale des Impôts du Burkina Faso, du 19 au 21 février 2018.	BURKINA FASO
4	Visite d'études multi-pays sur le thème : « Contrôle fiscal et comptabilité informatisée », organisée par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) Française, à Paris, du 05 au 13 mars 2018.	FRANCE
5	3 ^{ème} réunion du groupe de travail du CREDAF sur l'élaboration d'un guide d'aide méthodologique sur la sécurisation du recouvrement des impôts en période de crise, organisée conjointement avec l'Office Burundais des Recettes, à Bujumbura, du 09 au 11 avril 2018.	BURUNDI
6	Séminaire de formation sur le thème : « Elargissement de l'assiette fiscale », organisé par la DGFIP dans les locaux des Ministères Economiques et Financiers, à Paris, du 09 au 13 avril 2018.	FRANCE
7	Séminaire de formation sur le thème : « Audit interne et maîtrise des risques », organisé par la DGFIP dans les locaux des Ministères Economiques et Financiers, à Paris, du 09 au 18 avril 2018.	FRANCE
8	Atelier sur le renforcement des capacités des Perspectives Fiscales Africaines (PFA), organisé par le Forum de l'Administration Fiscale Africaine (ATAF), à Accra, du 25 au 27 avril 2018.	GHANA
9	Forum mondial sur les finances et les technologies de l'information et de la communication, organisé par HUAWEI TECHNOLOGIES, à Milan, du 10 au 11 mai 2018.	ITALIE

N°	THEME DE LA FORMATION	PAYS
10	Séminaire international sur le concept du bénéficiaire effectif, organisé par le forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, en collaboration avec le groupe de la Banque Mondiale, le Secrétariat permanent de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), avec le soutien du CREDAF, à Dakar, du 21 au 23 mai 2018.	SENEGAL
11	Séminaire régional sur la présentation et la gestion des fonctionnalités du nouvel outil d'information fiscale et financière (ISORA), organisé par le Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre), à Abidjan, du 28 mai au 01 juin 2018.	CÔTE D'IVOIRE
12	7 ^{ème} congrès mondial du Secrétariat International des Infirmières et Infirmiers de l'Espace Francophone (SIDIEF), organisé par le Secrétariat International des Infirmières et Infirmiers, à Bordeaux, du 03 au 06 juin 2018.	FRANCE
13	3 ^{ème} congrès international de la formation professionnelle sur le thème : « La gestion des compétences au service de l'employabilité, de la carrière et de la compétitivité », tenu à Winterthour, du 05 au 08 juin 2018.	SUISSE
14	Formation sur le thème : « Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et Budgétisation Axée sur les Résultats (BAR) », organisée par la Direction des affaires internationales de l'Ecole Nationale d'Administration Publique (ENAP), à Québec, du 11 juin au 06 juillet 2018.	CANADA
15	Formation sur le thème : « Le contrôle fiscal et la lutte contre la fraude fiscale », organisée par l'Institut FORHOM, à la Rochelle, du 18 au 29 juin 2018.	FRANCE
16	5 ^{ème} réunion du cadre inclusif sur le BEPS, organisé par le centre de politique et administration fiscale de l'OCDE, à Lima, du 27 au 28 juin 2018.	PEROU
17	Séminaire de formation sur le thème : « Management pour Assistant(e)s de Direction », organisé par le centre de formation TRICOMPETENCES, à Paris, du 02 au 13 juillet 2018.	FRANCE
18	Séminaire du CREDAF sur le thème : « Améliorer l'efficacité de l'action en recouvrement : les voies d'exécution », organisé conjointement avec l'Office Togolais des Recettes, à Lomé, du 09 au 11 juillet 2018.	TOGO
19	Séminaire de renforcement des capacités sur le thème : « Leadership de transformation et la gouvernance », tenu à Nairobi, du 22 au 29 juillet 2018.	KENYA

GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION

N°	THEME DE LA FORMATION	PAYS
20	18 ^{ème} congrès International des Relations Professionnelles et du Travail (ILERA) sur le thème : « Emploi pour une société durable : ce qui doit être fait », tenu à Séoul, du 23 au 27 juillet 2018.	COREE DU SUD
21	Séminaire de formation sur le thème : « Financement des biens et services publics et partenariats public-privé », organisé par Consultants ICDI, à Montréal, du 09 au 20 août 2018.	CANADA
22	Séminaire de formation sur le thème : « La budgétisation publique, Loi Organique relative aux Lois de Finances (LOLF) et Plan Annuel de Performance (PAP) », organisé par Consultants ICDI, à Montréal, du 13 au 24 août 2018.	CANADA
23	Séminaire de formation sur le thème : « Evaluation de la performance des collaborateurs et consolidation d'équipe », organisé par Consultants ICDI, à Montréal, du 13 au 24 août 2018.	CANADA
24	Formation des Inspecteurs des Impôts à l'Ecole Nationale des Finances Publiques « ENFiP », à Clermont Ferrand, du 03 septembre 2018 au 31 juillet 2019.	FRANCE
25	Séminaire inter-régional sur l'administration performante de la TVA, organisé par le Centre Régional d'Assistance Technique du Fonds Monétaire pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre) à Libreville, du 22 au 26 octobre 2018.	GABON

4.1.6. Politique sociale

4.1.6.1. *Prise en charge des soins de santé*

La DGI dispose d'un Centre Médical qui assure les soins de santé des cadres et agents et leurs ayants droit. A cet effet, en 2018, le Centre Médical a bénéficié de crédits subdélégés de l'ordre de **CDF 444.498.189,50** pour la prise en charge directe des soins de santé de **22.901** cas (toutes pathologies confondues) dont, **21.856** traités en ambulatoire et **1.045** en hospitalisation.

Face aux cas dépassant la capacité installée du Centre Médical et des formations hospitalières locales, la DGI a procédé, au courant de l'année 2018, à l'évacuation sanitaire à l'étranger de **33** cas pour un coût de **CDF 1.225.451.138,72**.

Par ailleurs, une somme de **CDF 490.688.478,30** a également été libérée par la DGI pour honorer les appels de fonds établis en faveur des cadres et agents ainsi qu'un montant de **CDF 42.048.828,93** au titre des provisions médicales. En revanche, une somme de **CDF 225.838.123,32** a été affectée au remboursement des dépenses de santé pré-financées par les cadres et agents.

4.1.6.2. *Assistance sociale*

En sus des droits et avantages sociaux statutairement reconnus aux cadres et agents, la DGI a apporté son assistance à quelques membres de son personnel pour rencontrer les difficultés liées à des besoins d'ordre social.

Dans ce cadre, elle a pris en charge, entre autres, l'achat de titres de voyage pour des cas de décès des personnes n'entrant pas en ligne de compte des bénéficiaires des allocations familiales pour une valeur de **CDF 520.752.674,53**.

Elle a en outre, accordé des avances sur rémunérations au personnel d'un montant de **CDF 237.217.188,68**, pour lui permettre entre autres, de faire face à la problématique de garantie locative.

4.2. GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES

Conformément à l'article 4 du Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant sa création, la DGI dispose, pour son fonctionnement et la motivation de son personnel, d'une allocation budgétaire au moins égale à 5% des recettes assignées ainsi que de 50% des pénalités fiscales recouvrées.

Dans le cadre de sa motivation, en sus du traitement d'activité de l'ensemble des agents de carrière des services publics de l'Etat, le personnel de la DGI reçoit des primes spécifiques (prime de mobilisation des recettes et prime de contentieux) prévues par le Décret n° 018/2003 du 02 mars 2003 portant Règlement d'Administration relatif à son personnel de carrière.

4.2.1. Ressources financières de la DGI

Au cours de l'année 2018, les ressources totales de la DGI sont de **CDF 248.950.200.778,89** dont **CDF 172.567.517.105,00** au titre de la rétrocession brute couvrant la période de décembre 2017 à octobre 2018 et **CDF 76.382.683.673,89** représentant les pénalités recouvrées.

Cependant, sur cette rétrocession brute, **CDF 84.109.422.002,23** représentent la quote-part réservée à la motivation du personnel de la DGI. C'est sur cette quotité qu'il est opéré au niveau du Ministère des Finances, la retenue de l'IPR de **CDF 12.942.666.385,95** ramenant de ce fait la rétrocession nette à **CDF 159.624.850.719,05**.

En définitive, les ressources nettes mises à la disposition de la DGI au cours de l'année 2018 sont de **CDF 236.007.534.392,94** dont au titre de la rétrocession nette et **CDF 76.382.683.673,89** au titre des pénalités recouvrées, telles que présentées dans le tableau ci-dessous :

ORIGINE	MONTANT (en CDF)	TX DE PARTIC.
RETROCESSION NETTE	159 624 850 719,05	67,64%
PENALITES RECOUVREES	76 382 683 673,89	32,36%
RESSOURCES TOTALES	236 007 534 392,94	100,00%

4.2.2. Utilisation de la rétrocession

Pour une meilleure gestion de la rétrocession revenant aux frais de fonctionnement, un plan de trésorerie-type conforme à la nomenclature et au cadre comptable prévus dans le manuel de procédures d'exécution de la dépense est appliqué au niveau de l'Administration Centrale et des Directions Urbaine et Provinciales des Impôts.

Les ressources provenant de la rétrocession sont destinées aux frais de fonctionnement des Services de la DGI et au paiement de la prime de mobilisation des recettes en faveur du personnel.

4.2.2.1. Crédits de fonctionnement alloués aux Services

En 2018, les crédits de fonctionnement ont représenté un montant de **CDF 75.516.796.757,61** dont **CDF 10.369.742.192,10** au titre de crédits subdélégués aux Services, et **CDF 65.147.054.565,51** au titre de dépenses centralisées au niveau de l'Administration centrale.

4.2.2.1.1. Crédits subdélégués aux services

Le montant de **CDF 10.369.742.192,10** alloué au titre de crédits subdélégués aux services a été totalement transféré.

4.2.2.1.2. Dépenses centralisées

S'agissant des dépenses de fonctionnement centralisées au niveau de l'Administration Centrale, elles sont exécutées, au cours de l'année 2018, à hauteur de **CDF 65.230.938.293,53** sur un crédit total de **CDF 68.987.500.528,09** résultant de la somme entre le crédit de l'année 2018 (**CDF 65.147.058.565,51**) et le solde de l'exercice 2017 (**CDF 3.840.445.962,58**) corrigé à l'issue des travaux de conciliation des comptes avec la Direction de la Préparation de la Reddition des Comptes (DPRC), dégageant ainsi un solde créditeur à fin 2018 de **CDF 3.756.560.234,56**.

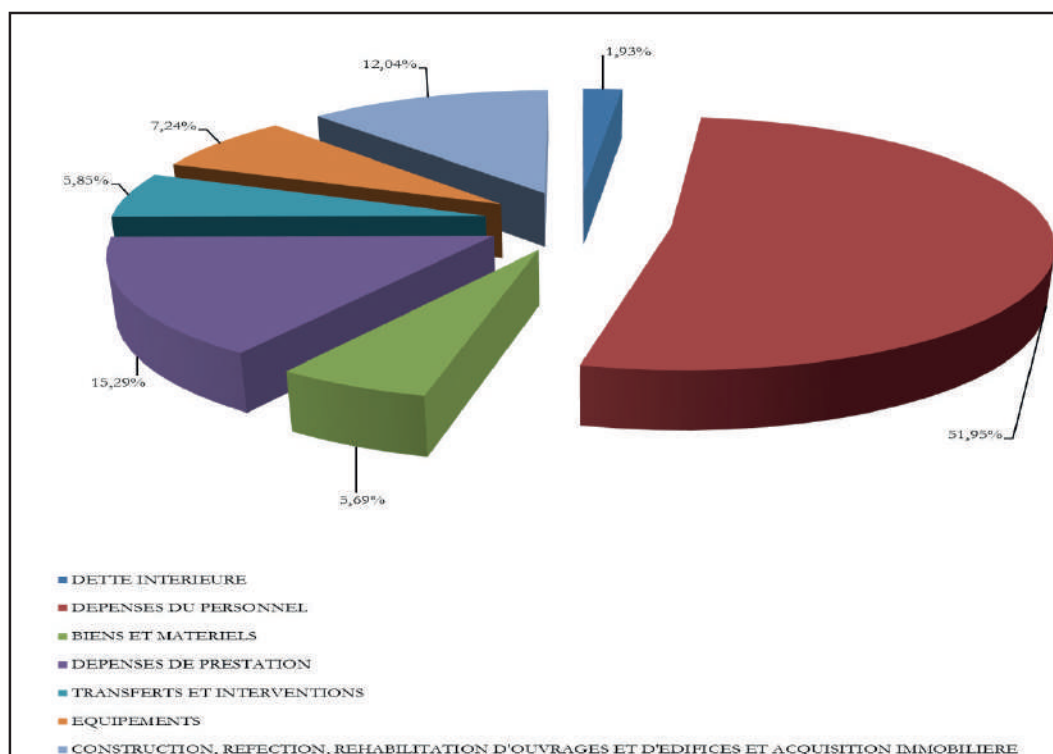


GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION

Le tableau ci-dessous en donne les détails, par nature de dépenses :

N°	NATURE DEPENSES	MONTANT (EN CDF)	TAUX DE COUVERTURE
1	DETTE INTERIEURE	1 261 372 483,08	1,93%
	Dettes Sociales	266 520 193,58	0,41%
	Dettes commerciales	994 852 289,50	1,53%
2	DEPENSES DU PERSONNEL	33 890 681 791,43	51,95%
	Indemnités permanentes	26 529 873 423,11	40,67%
	Primes, gratifications et indemnités non permanentes	7 113 866 103,32	10,91%
	Frais de rapatriement et de mutation	159 030 265,00	0,24%
	Indemnités kilométriques	87 912 000,00	0,13%
3	BIENS ET MATERIELS	3 711 419 460,66	5,69%
	Fournitures et petits matériels de bureau	1 601 746 397,51	2,46%
	Produits médicaux et pharmaceutiques	103 762 000,00	0,16%
	Pièces de rechange	64 046 344,15	0,10%
	Fournitures énergétiques	1 637 060 384,00	2,51%
	Textiles et tissus	304 804 335,00	0,47%
4	DEPENSES DE PRESTATION	9 974 043 301,51	15,29%
	Dépenses de base	1 539 989 468,75	2,36%
	Publicité, impression, reproduction, reliure et conservation	2 051 237 010,50	3,14%
	Dépenses de transport	1 256 050 958,00	1,93%
	Location immobilière, d'équipement et de matériel	911 863 122,00	1,40%
	Entretien et réparation	547 533 531,46	0,84%
	Soins de protection de l'environnement	26 055 380,00	0,04%
	Entretien, réparation et décoration d'édifices	62 014 500,80	0,10%
	Frais de mission	2 301 749 082,28	3,53%
	Autres services	1 277 550 247,72	1,96%
5	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS	3 818 424 271,72	5,85%
	Bourses d'études	40 335 932,00	0,06%
	Aides et secours	411 507 610,00	0,63%
	Frais médicaux et pharmaceutiques	2 700 268 618,59	4,14%
	Frais funéraires	666 312 111,13	1,02%
6	EQUIPEMENTS	4 720 145 843,90	7,24%
	Acquisition des mobiliers, équipements de bureau et électroménagers	313 513 975,00	0,48%
	Acquisition équipements informatiques	1 259 783 690,30	1,93%
	Acquisition équipements de transport	2 750 831 671,60	4,22%
	Acquisition équipements téléphoniques	72 730 262,00	0,11%
	Acquisition équipements divers	323 286 245,00	0,50%
7	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES ET ACQUISITION IMMOBILIERE	7 854 851 141,23	12,04%
	Acquisition de terrains	42 124 500,00	0,06%
	Acquisition bâtiments	6 289 250 806,00	9,64%
	Construction d'édifices et de bâtiments	166 300 168,80	0,25%
	Réhabilitation et réfection d'ouvrages et d'édifices	1 357 175 666,43	2,08%
TOTAL DEPENSES		65 230 938 293,53	100%

La répartition en pourcentage des dépenses centralisées se présente comme suit :



4.2.2.2. Prime de mobilisation des recettes

La prime de mobilisation des recettes est couverte par les ressources provenant de la rétrocession revenant à la DGI sur les recettes mobilisées. Au cours de l'année 2018, l'enveloppe globale de cette prime s'est évaluée à **CDF 84.109.422.002,23**. Cette somme a été totalement reversée au personnel.

4.2.3. Utilisation des pénalités recouvrées

Conformément à l'article 22 du Décret n° 018/2003 du 02 mars 2003 portant règlement d'administration relatif au personnel de

carrière de la Direction Générale des Impôts, il est attribué aux agents de la DGI ainsi qu'aux aviseurs, dans le cadre de la lutte contre la fraude, une prime de contentieux pour toute infraction en matière fiscale par eux découverte, constatée ou signalée, représentant 80% de la quote-part des pénalités fiscales revenant aux services.

Aussi, sur pied de l'article 4 alinéa 1^{er} *in fine*, du Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant création de la DGI, tel que modifié et complété à ce jour, la DGI bénéficie-t-elle, en sus des crédits budgétaires lui alloués, d'une quotité de 20% des pénalités fiscales revenant aux services pour couvrir ses dépenses d'investissement.

GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION

Au cours de l'année 2018, la part des pénalités fiscales recouvrées revenant à la DGI a représenté un montant total de **CDF 76.382.683.673,89**. Cette somme comprend la part des pénalités affectée à la prime du contentieux versée au personnel de **CDF 61.106.146.939,11** ainsi que celle réservée aux investissements de **CDF 15.276.536.734,78**.

4.2.3.1. Prime de contentieux

Au cours de l'année 2018, l'enveloppe allouée à la prime de contentieux est de **CDF 61.106.146.939,11**. Cette somme a été totalement reversée au personnel.

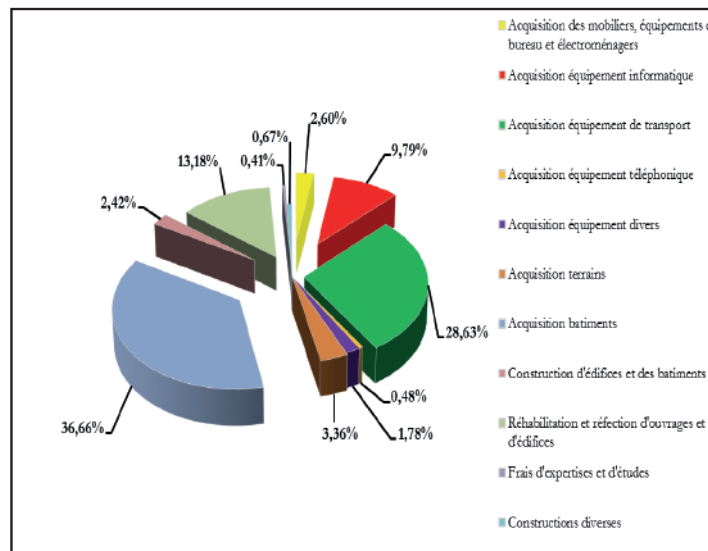
4.2.3.2. Dépenses d'investissement

En 2018, la quotité réservée aux dépenses d'investissement a représenté un montant de **CDF 15.276.536.734,78** sur l'ensemble des pénalités recouvrées de la période, à laquelle il faudrait ajouter le solde de l'année 2017 de **CDF 4.011.622.803,61** corrigé à l'issue des travaux de conciliation des comptes avec la Direction de la Préparation de la Reddition des Comptes (DPRC), soit un total de **CDF 19.288.159.538,39**.

Sur cette enveloppe, les dépenses d'investissement effectuées au cours de l'année 2018 se sont évaluées à **CDF 18.877.121.140,25** telles que renseignées dans le tableau ci-après, dégageant ainsi un solde créditeur de **CDF 411.038.398,14** :

NATURE DE DEPENSES	MONTANT (EN CDF)	TAUX D'EXECUTION
Acquisition des mobiliers, équipements de bureau et électroménagers	490 986 878,52	2,60%
Acquisition équipements informatiques	1 847 966 711,11	9,79%
Acquisition équipements de transport	5 404 711 041,88	28,63%
Acquisition équipements téléphoniques	91 386 848,96	0,48%
Acquisition équipements divers	335 903 245,00	1,78%
Acquisition terrains	635 123 500,00	3,36%
Acquisition batiments	6 920 914 806,00	36,66%
Construction d'édifices et des batiments	457 170 984,91	2,42%
Réhabilitation et réfection d'ouvrages et d'édifices	2 487 899 790,03	13,18%
Frais d'expertises et d'études	77 988 222,00	0,41%
Constructions diverses	127 069 111,84	0,67%
TOTAL	18 877 121 140,25	100,00%

La répartition en pourcentage des dépenses d'investissement se présente comme suit :



4.2.4. Situation des dépenses globales de l'année

Les dépenses globales effectuées par la DGI au cours de l'année 2018 sont de l'ordre de **CDF 84.108.059.433,78**. Elles ont été financées respectivement par les crédits de fonctionnement, à hauteur de **CDF 65.230.938.293,53** et par les fonds d'investissements, à hauteur de **CDF 18.877.121.140,25**, telles que détaillées dans le tableau ci-dessous :

N°	NATURE DEPENSES	DEPENSES FINANCEES PAR LES CREDITS DE FONCTIONNEMENT	DEPENSES FINANCEES PAR LES FONDS D'INVESTISSEMENTS	TOTAL
1	DETTE INTERIEURE	1 261 372 483,08	0,00	1 261 372 483,08
	Dette Sociale	266 520 193,58	0,00	266 520 193,58
	Dette commerciale	994 852 289,50	0,00	994 852 289,50
2	DEPENSES DU PERSONNEL	33 890 681 791,43	0,00	33 890 681 791,43
	Indemnités permanentes	26 529 873 423,11	0,00	26 529 873 423,11
	Primes, gratifications et indemnités non permanentes	7 113 866 103,32	0,00	7 113 866 103,32
	Frais de rapatriement et de mutation	159 030 265,00	0,00	159 030 265,00
	Indemnités kilométriques	87 912 000,00	0,00	87 912 000,00
3	BIENS ET MATERIELS	3 711 419 460,66	0,00	3 711 419 460,66
	Fournitures et petits matériels de bureau	1 601 746 397,51	0,00	1 601 746 397,51
	Produits médicaux et pharmaceutiques	103 762 000,00	0,00	103 762 000,00
	Pièces de rechange	64 046 344,15	0,00	64 046 344,15
	Fournitures énergétiques	1 637 060 384,00	0,00	1 637 060 384,00
	Textiles et tissus	304 804 335,00	0,00	304 804 335,00

GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION

4	DEPENSES DE PRESTATION	9 974 043 301,51	0,00	9 974 043 301,51
	Dépenses de base	1 539 989 468,75	0,00	1 539 989 468,75
	Publicité, impression, reproduction, reliure et conservation	2 051 237 010,50	0,00	2 051 237 010,50
	Dépenses de transport	1 256 050 958,00	0,00	1 256 050 958,00
	Location immobilière, d'équipement et de matériel	911 863 122,00	0,00	911 863 122,00
	Entretien et réparation	547 533 531,46	0,00	547 533 531,46
	Soins de protection de l'environnement	26 055 380,00	0,00	26 055 380,00
	Entretien, réparation et décoration d'édifices	62 014 500,80	0,00	62 014 500,80
	Frais de mission	2 301 749 082,28	0,00	2 301 749 082,28
	Autres services	1 277 550 247,72	0,00	1 277 550 247,72
5	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS	3 818 424 271,72	0,00	3 818 424 271,72
	Bourses d'études	40 335 932,00	0,00	40 335 932,00
	Aides et secours	411 507 610,00	0,00	411 507 610,00
	Frais médicaux et pharmaceutiques	2 700 268 618,59	0,00	2 700 268 618,59
	Frais funéraires	666 312 111,13	0,00	666 312 111,13
6	EQUIPEMENTS	4 720 145 843,90	8 170 954 725,47	12 891 100 569,37
	Acquisition des mobiliers, équipements de bureau et électroménagers	313 513 975,00	490 986 878,52	804 500 853,52
	Acquisition équipements informatiques	1 259 783 690,30	1 847 966 711,11	3 107 750 401,41
	Acquisition équipements de transport	2 750 831 671,60	5 404 711 041,88	8 155 542 713,48
	Acquisition équipements téléphoniques	72 730 262,00	91 386 848,96	164 117 110,96
	Acquisition équipements divers	323 286 245,00	335 903 245,00	659 189 490,00
7	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES ET ACQUISITION IMMOBILIERE	7 854 851 141,23	10 706 166 414,78	18 561 017 556,01
	Acquisition terrains	42 124 500,00	635 123 500,00	677 248 000,00
	Acquisition bâtiments	6 289 250 806,00	6 920 914 806,00	13 210 165 612,00
	Construction d'édifices et de bâtiments	166 300 168,80	457 170 984,91	623 471 153,71
	Réhabilitation et réfection d'ouvrages et d'édifices	1 357 175 666,43	2 487 899 790,03	3 845 075 456,46
	Frais d'expertises et d'études	0,00	77 988 222,00	77 988 222,00
	Construction diverses	0,00	127 069 111,84	127 069 111,84
	TOTAL DEPENSES	65 230 938 293,53	18 877 121 140,25	84 108 059 433,78

4.3. GESTION DE STOCK DES PLAQUES MINERALOGIQUES, IMPRIMES DE VALEUR ET IMPRIMES SPECIFIQUES

4.3.1. Gestion de stock des plaques minéralogiques

Au cours de l'année 2018, la Direction Générale des Impôts a reçu et mis à la disposition des services un stock de plaques autos, plaques motos, cartes roses, vignettes autocollantes, tel que renseigné ci- dessous :

4.3.1.1. Situation de variation de stock

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE A LA DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Plaque auto	2 349	61 076	63 425	0
2	plaque moto	300	3 246	3 546	0
3	Carte rose UTSH-CONGO	0	50 500	50 500	0
4	vignette autocollante	20	0	20	0

4.3.1.2. Situation de mise de stock à la disposition des services

N°	SERVICE DESIGNATION												TOTAL
		DUI-K	DPI/BANDUNDU	DPI/EQUATEUR	DPI/KASAI OCC.	DPI/KASAI OR.	DPI/KATANGA	DPI/KONGO C.	DPI/MANIEMA	DPI/P. ORIENTALE	DPI/NORD-KIVU	DPI/SUD-KIVU	
1	Plaque auto	31 857	150	100	100	100	19 089	3 275	100	2850	3 854	1950	63 425
2	plaque moto	1 299	0	0	0	0	500	0	150	399	1 098	100	3 546
3	Carte rose	36 000	0	0	0	0	11000	1000	0	2500	0	0	50 500
4	Vignette Auto collante	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20

GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION

4.3.2. Gestion de stock des imprimés de valeur

Au cours de l'année 2018, la variation de stock des imprimés de valeur se présente de la manière ci-dessous :

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE A DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Attestation de situation fiscale	490 500	0	6 500	484 000
2	Attestation d'exemption	135 000	193 000	328 000	0
3	Code des impôts Edition 2014	17	0	0	17
4	Code des impôts Edition 2017	2 874	0	0	2 874
5	Code Général des Impôts	28	0	0	28

4.3.3. Gestion de stock des imprimés spécifiques

Au cours de la même période, la DGI a utilisé les imprimés spécifiques renseignés dans le tableau ci-dessous :

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE A LA DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Avis à tiers detenteurs	57 500	0	10 000	47 500
2	Bon à payer	38 266	0	15 245	23 021
3	Bordereau de versement Acompte IBP des petites entreprises	45 000	100 000	106 000	39 000
4	Bordereau de versement Acompte Provisionnel	20 450	146 500	67 000	99 950
5	Carnet de reçu	5 020	0	1743	3277
6	Commandement	401 000	0	9 500	391 500
7	Contrainte	202 000	0	19 500	182 500
8	Déclaration d'assujettissement TVA	23 900	0	19 500	182 500
9	Déclaration de l'Etat Récapitulatif de l'IPR	0	175 000	150 500	24 500
10	Déclaration TVA retenue à la source par les Eses Minières	0	60 000	1 500	58 500
11	Déclaration IBP des Micro-Entreprises	0	150 000	148 000	2 000
12	Déclaration IBP des Petites Entreprises	1 450	125 500	10 500	116 450
13	Déclaration IM	32 400	0	4 000	28 400
14	Déclaration de l'impôt sur les Sociétés de droit étranger	47 000	0	47 000	0
15	Déclaration de l'impôt /superficie/ Concession Minières et Hydro	159 400	0	30 650	128 750
16	Déclaration de l'IPR Domestique et des salaires micro-Eses	0	70 000	15 000	55 000
17	Déclaration mensuelle TVA(nouveau modèle)	10 500	201 000	81 000	130 500

DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE A LA DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
18	Déclaration mensuelle IPR	5 000	238 500	243 500	0
20	Demande de remboursement crédit TVA	15 000	50 000	0	65 000
21	Demande d'immatriculation véhicule	253	3 000	2 063	1 190
23	Etat récapitulatif IPR	0			0
24	Fiche de recensement PM	420 500	39 000	314 000	145 500
25	Fiche de recensement PP	17 500	70 000	69 500	18 000
26	Fiche intercalaire	0	150 000	0	150 000
27	Main levée	198 000	0	47 500	150 500
28	Note de calcul	116 000	0	113 000	3 000
29	Note de perception informatisée	811 899	0	788 899	23 000
30	Note de perception manuelle	623 297	0	306 347	316 950
31	Pagne à logo DGI	0	8 900	0	8 900
32	Papier en-tête DG	4 500	35 000	32 500	7 000
33	Papier en-tête DG/suite	0	35 000	2 500	32 500
34	Papier en-tête DGA/QA&F	7 000	0	4 000	3 000
35	Papier en-tête DGA/QF&R	10 000	0	3 000	7 000
36	Papier en-tête DESCOM	5 500	0	1 500	4 000
37	Papier en-tête DGBSG	0	15 000	0	15 000
38	Papier en-tête DIRINFO	3 000	0	0	3 000
39	Papier en-tête DIRAF	4 000	0	4 000	0
40	Papier en-tête DIREC	4 000	0	3 500	500
41	Papier en-tête DLEG	6 500	0	1 500	5 000
42	Papier en-tête DRH	5 000	15 000	20 000	0
43	Papier en-tête DRR	1 500	15 000	1 500	15 000
45	Papier en-tête BANDUNDU	5 000	10 000	15 000	0
46	Papier en-tête DGE/Directeur	0	35 000	9 500	25 500
47	Papier en-tête DGE/Suite	0	35 000	2 000	33 000
48	Papier en-tête DUI-K	20 000	60 000	80 000	0
49	Papier en-tête EQUATEUR	5 000	10 000	15 000	0
50	Papier en-tête KASAI-OR	0	10 000	10 000	0
51	Papier en-tête KASAI-OCC	5 000	10 000	15 000	0
52	Papier en-tête KONGO-C	0	15 000	15 000	0
53	Papier en-tête MANIEMA	0	10 000	10 000	0
54	Papier en-tête NORD KIVU	5 000	15 000	20 000	0
55	Papier en-tête PROVINCE OR	0	15 000	15 000	0
56	Papier en-tête SUD-KIVU	0	15 000	15 000	0
57	T-shirt à logo DGI	0	2 373	2 308	65

GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION

4.3.4. Gestion de stock des manuels

A fin 2018, la situation de stock des manuels se présente comme suit :

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE A LA DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Bonne gouvernance	3	0	0	3
2	Comprendre la statistique descriptive	100	0	0	100
3	Code forestier	9	0	0	9
4	Code Minier nouveau	490	0	0	490
5	Code Minier Edition 2002	16	0	16	0
6	Code Minier Edition 2008	7	0	0	7
7	Commentaire du Code des impôts	101	0	0	101
8	Congo-Zaïre les coulisses du pouvoir sous MOBUTU	1	0	0	1
9	Décret n°04/099 du 30 déc 2004 modifiant le décret du 2 mars 2003 portant création de la DGI	5	0	0	5
10	Décentralisation fiscale en RDC	46	0	0	46
11	Droit fiscal	47	0	0	47
12	Droit fiscal congolais	10	0	0	10
13	Droit des Finances Publiques	10	0	0	10
14	Droit commercial Congolais	140	0	0	140
15	Education à la citoyenneté	1	0	0	1
16	Ethique et déontologie professionnelle	3	0	0	3
17	Finances publiques approfondies	3	0	0	3
18	Finances publiques	11		0	11
19	Flash impôt	725	0	0	725
20	Guide de contrôle sur pièces	6000	0	0	6000
21	Guide de contrôle sur place	6000	0	203	5797
22	Guide des Entreprises relevant la DGE	650	0	203	447
23	Guide fiscal et Comptable 1ère Edition sur la TVA	2059	0	0	2059
24	Guide Comptable de la TVA 2ème Edition	51	0	0	51
25	Impôt Cédulaire sur les revenus en droit fiscal congolais	287	0	0	287
26	La gangrène de l'économie congolaise	1	0	0	1
27	Introduction Générale au management	11	0	0	11
28	Job Description	2527	0	0	2527
29	Le B.A. BA du contrôle sur pièces	100	0	0	100
30	Lève toi congolais et redore le blason de ton identité	49	0	0	49
31	Les impôts congolais	100	0	0	100
32	Les Normes de la rédaction fiscale	1	0	0	1
33	Les Combats de KABILA	1	0	0	1
34	Les Codes Larciers	1	0	0	1
35	Les règles de profession d'avocat	1	0	0	1
36	Les projets techniques	1	0	0	1
37	Loi sur le statut du personnel de carrière	2351	0	0	2351
38	Loi n° 10/010 relative aux Marchés Publiques	17	0	0	17
39	Loi n° 13/013 du 1er janvier 2013 portant statut du personnel de carrière de la police nationale	6	0	0	6

4.3.5. Gestion de stock des matériels informatiques et reprographiques

La situation de stock des matériels informatiques et reprographiques à fin 2018 se présente comme suit :

N°	DESIGNATION	QTE RECUE	QTE MISE A LA DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	PC	158	158	0
2	Onduleur 1200 VA	169	169	0
3	Imprimante local	33	33	0
4	Imprimante DPT'	8	8	0
5	Serveur	6	6	0
6	Copieur	10	10	0
7	Copieur moyen	0	0	0
8	Scanner	5	5	0
9	Routeur	5	5	0
10	Laptop	12	12	0
11	Retroprojecteur	5	5	0
12	Antivirus kaspersky	68	68	0
13	Onduleur 5 KVA	0	0	0
14	Onduleur 10 KVA	3	3	0
15	Imprimante MFP 281	6	6	0
16	Logiciel de gestion	0	0	0
17	Outils cablage	0	0	0
18	Switch cisco	11	11	0
19	Rack 42U	0	0	0
20	Ipad	27	27	0
21	Onduleur 30 KVA	1	1	0

GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION

4.3.6. Gestion de stock des fournitures

La situation de stock des fournitures à fin 2018 est renseigné comme suit :

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE A DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Boîtes Agrafes/Paquets	0	800	800	0
2	Agrafeuse	27	177	184	20
3	Attache tout n° 3 et 5/Pts	167	1 050	1 217	0
4	Attache à pince	0	1 500	120	1 380
5	Bic marqueur	58	100	140	18
6	Bloc note A4	1 365	250	1 605	10
7	Bloc note DG	2 250	0	2 094	156
8	Bloc DGA	1 120	0	1 043	77
9	Boîte d'archivage	558	715	540	733
10	Calculatrice	68	100	141	27
11	Carnet de transmission	105	228	290	43
12	Classeur importé	735	1 434	1 945	224
13	Courrier indicateur	33	45	58	20
14	Croyon avec gomme	40	0	40	0
15	Dateur	23	50	53	20
16	Désagrafeuse	0	30	30	0
17	Dictionnaire	50	4	22	32
18	Encre correcteur	35	500	353	182
19	Encre tampon	85	25	82	28
20	Enveloppe kaki A3, A4, A5	5 605	3 020	6 099	2 526
21	Farde chemise ordinaire	68	30 500	29 508	1 060
22	Farde à triangle+ rabat	2 112	0	958	1 154
23	Farde chemise avec logo10	2 150	3 800	10	5 940
24	Farde chemise logoDGI/DGA	3 450	3 800	110	7 140
25	Farde chemise à étui	117	0	0	117
26	Gomme	40	0	0	40
27	Lattes	73	246	53	266
28	Listing 11*24 3ex	25	230	255	0
29	Listing 11*38 3ex	19	96	115	0
30	Mouilleur	4	0	0	4
31	Papier duplicateur/rame	21	6186	5876	331
32	Papier Carbone	69	0	63	6
33	Perforateur	56	0	44	12
34	Porte-bic	14	0	0	14
35	Post-it paquets	2	700	616	86
36	Signateur	69	300	271	98
37	Stylo à bille	1746	13500	9146	6100
38	Surligneur	220	320	408	132
39	Tampon	8	0	8	0

4.4. GESTION DU PATRIMOINE

La gestion du patrimoine de la DGI est retracée à travers la situation des immeubles, du charroi automobile, des motos et des hors-bords.

4.4.1. Situation des immeubles

A fin 2018, la situation des immeubles pour lesquels la DGI est propriétaire se présente de la manière suivante :

N°	SERVICE	SITE	NATURE DU BIEN	ADRESSE	OBSERVATION
1.	Administration Centrale	Hôtel des Impôts	Immeuble	Croisement des avenues des Marais et Haut-Congo n° 31 Commune de la Gombe	CERTIFICAT N°19252 Vol. AI474 Folio 102 du 7 mai 2012
		Centre médical/ Limete	Immeuble	Petit boulevard 2 ^{ème} Rue Industriel C/Limete	CERTIFICAT N° Vol. AMA 117 Folio 55 du 27 avril 2012
		Centre médical/ Ozone	Immeuble	Route de Matadi/Av. Nsuala n° 52, Mbinza-Ozone	CERTIFICAT N°Vol. AI503 Folio
		Centre de Mbudi	Concession et Immeubles	Croisement des avenues des Carrières et du Fleuve, Kinsuka, C/Mont-Ngafula	Certificat d'enregistrement en copie AMA 63 Folio 183 n° 10775
		A affecter	Immeuble	Avenue Pierre Mulele n° 272, C/Gombe	
		A affecter	Immeuble	Avenue Col. Mpia n° 31, Q/ Jolie Parc C/Ngaliema	
2.	DUI-K	Siège	Immeuble	Avenue de la Révolution n° 819, Place Commerciale/ Limete	Vol. AMA 80 Folio 104
		CDI	Immeuble	Croisement des avenues Commerce et Kasaï, C/ Gombe	AGL536 Folio 1 du 23/11/2007 en remplacement du Vol. AI463 Folio 124 du 15 juin 2011
		CIS/Kinshasa	Immeuble	Av. Kabambare n° 119, C/ Kinshasa	
		Division Véhicules + CIS/Limete	Immeuble	Petit Boulevard 7 ^{ème} et 8 ^{ème} Rue Industrielle, C/ Limete	Vol. AMA. 122 Folio 102 du 13 décembre 2012

GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION

N°	SERVICE	SITE	NATURE DU BIEN	ADRESSE	OBSERVATION
3.	DPI/Kongo Central	Siège	Immeuble	Avenue de la Poste n° 14, Ville Basse	N° 16486 Vol. C1/7 Folio 136 du 9 juillet 2012
		CDI	Immeuble	Avenue de la Poste n° 14, Ville Basse	
		Guest House	Immeuble	Avenue Corniche, n° 25 Q/ Ville Haute, Matadi	N° 28205 Vol. C1/4 Folio 105 du 01 février 2011
		CIS Mbanza Ngungu	Immeuble	Avenue de la Poste N°3 Ville Basse	
		CIS Muanda	Immeuble	Avenue Cité de Muanda	
		CIS Inkisi	Immeuble	Concession District lukaya	
		CIS Tshela	Immeuble	Avenue Mavambu n°4, Quartier Tshela	
		CIS Luozi	Immeuble	Avenue Place Commercial vers Rond point Ngandu Cité de Luozi	
		CIS Boma	Immeuble	Avenue Mahuku n° 13	
4.	DPI/Equateur	Résidence DP	Immeuble	Avenue Major Vangu n° 6	N° 29088 Vol. E/1 LXII Folio 38 du 20 décembre 2013
		Siège DPI	Immeuble	Avenue Bolenge n° 17/ Centre Ville de Mbandaka	
		CIS Gemena	Immeuble	Avenue Château d'eau	
		CIS Bumba	Immeuble		
		CIS Lisala	Immeuble	Avenue Mobutu n° 9	
		CIS Zongo	Immeuble	Avenue Mobutu n° 1, Lisala	
		CIS Boende	Immeuble	Avenue Luila n° 5, Centre Ville de Boende	
5.	DPI/Maniema	Siège DPI	Immeuble	Avenue du commerce n°5	N° 37413 Vol. H5 Folio 192 du 20 septembre 2010
		Résidence DP	Immeuble		
		CIS Kindu	Immeuble	Ancien Bâtiment Siège	
		CIS Kalima	Immeuble		
		CIS Kasongo	Terrain	Avenue Lambalamba	N°0442; vol H VII,folio 1111
		CIS Punia	Terrain		
		CIS Lubutu	Immeuble		
		CIS Kabambare	Immeuble	Avenue Salamabila	N°0687; vol H 67,folio 1112

N°	SERVICE	SITE	NATURE DU BIEN	ADRESSE	OBSERVATION
6.	DPI/Nord-Kivu	CIS Goma	Immeuble	Avenue Messagers n°12 C/ Goma	Acte de vente du 23 juin 2008
		Siège DPI	Immeuble	Avenue Mont Goma n°252 C/Goma	
		CDI Goma	Immeuble	Avenue Messagers n° 138, Q/Goma	
		CIS Goma1	Immeuble	Boulevard Kanyamuhanga C/Goma	
		CIS Beni	Immeuble	Cellule Dokolo, Q/ Résidentiel Ville de Beni	
		Centre Médical	Immeuble	Avenue Messagers n° 138, Q/Goma	
7.	DPI/Kasaï-Oriental	Siège DPI	Immeuble	Avenue Kasangulu n°8 C/ Diulu	
		CIS Muya	Immeuble en construction	Avenue tshala C/Muya	
		CIS Mwene-Ditu	Immeuble en construction	Avenue Ubangi n°1 C/ Mwene-Ditu	
		CIS Lomami	Terrain en construction	Avenue Ludimbi	
8.	DPI/Katanga	CIS Sakania	Immeuble	Avenue Kasumbalesa	Vol. 2 Folio 0170 et Vol. 2 Folio 0171 du 4 mars 2014
		Résidence DP	Immeuble	05, Avenue Basoko	
		CDI Lubumbashi	Immeuble	13,Avenue Kapenda	n° Vol. 278 Folio 91
		CIS Lubumbashi	Immeuble	12, Avenue Sendwe, C/ Lubumbashi	
		CIS Katuba	Immeuble	03, Avenue Kimambu, C/ Katuba	
		CIS Likasi	Immeuble	05, Avenue de la Justice	
		CIS Kolwezi	Immeuble	617,Avenue Lukala C/Dilala	
		CIS Kalemie	Immeuble	27, Avenue Lumumba	
		CIS Kamina	Immeuble	21, avenue Neno C/Centre Urbain	
		Antenne/DGE	Immeuble	12, Avenue Sendwe C/ Lubumbashi	

GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION

N°	SERVICE	SITE	NATURE DU BIEN	ADRESSE	OBSERVATION
9.	DPI/Province Orientale	CDI Kisangani	Immeuble	10, Avenue Mataba C/ Makiso	Vol. CK 113 Folio 109 du 22 janvier 2014
		Siège DPI	Immeuble	Avenue Tanganyika N.C/ Makiso/Kisangani	
		CIS Buta	Immeuble		
		CIS Watsha	Immeuble	Parcelle n° 502/Avenue Kibali	
		CIS Isiro	Immeuble	Avenue Panga Panga n° 6659, Centre Ville	
		CIS Tshopo	Terrain		
		CIS Bondo	Immeuble en construction	Avenue Mobutu, Marché Central	
		Résidence DP	Immeuble	Avenue Salumu n° 04, C/ Makiso/ Kisangani	
		CIS Dungu	Immeuble	Q/Ngilima Dungu Centre	
		CIS Ituri	Terrain		
		CIS Isangi	Immeuble	Q/ Mundele Ngulu, Centre Commercial	
		CIS Bunia	Immeuble	Boulevard de Libération n° 265, Q/ Lumumba, Ville de Bunia	
		CIS Mahagi	Immeuble	Avenue Népal n° 15, Q/A, C/Mamba	
		CIS Mambasa	Immeuble	Croisement Route Nationale n°4 et Route Beni	
		CIS Djugu	Immeuble	Avenue Landa, Q/DC6, Mungwalu Centre	
		CIS Aru	Immeuble en construction	Q/ESSEFE, Route de ABA (Principale= S.U. 9166	
		CIS Banalia	Immeuble en construction	Q/Abanga Ndombe, Banalia Centre	

N°	SERVICE	SITE	NATURE DU BIEN	ADRESSE	OBSERVATION
10.	DPI/Kasaï-Occidental	Siège DPI	Immeuble	Croisement des avenues Kasa-Vubu et Guillaume Lubaya n° 236 Q/Malandji, C/Kananga	Vol. M38 Folio 93 du 23 septembre 2009
		CIS Tshimbulu	Immeuble	Route de Kananga/Centre Ville	
		CIS Kananga	Immeuble	Parcelle n° 464, Croisement des avenues Noella de Rover et Kinkole	
		CIS Dibaya	Immeuble	Route de Kananga n° 52 Q/Tshimbulu	
		CIS Kananga	Immeuble	Avenue Saio n° 05, Q/Malandji, C/Kananga	
		CIS Ilebo	Immeuble	Avenue Kabila n° 282 Q/Lumumba Ilebo	
		CIS Kamonia	Immeuble	Avenue Lumumba Cité de Kamonia Territoire de Kamonia	
		CIS Tshikapa	Immeuble	Avenue Likasi C/Kanzala / Tshikapa	
11.	DPI/Sud-Kivu	Siège DPI	Immeuble	Avenue de la Cathédrale n° 306	Certificat d'enregistrement Vol. F 98 Folio 73 du 5 mars 1991
		CIS Bagira	Immeuble		En cours de construction
		CIS Kadutu	Immeuble		En cours de construction
		CIS Fizi	Immeuble		En cours de construction
12.	DPI/Bandundu	Siège DPI	Immeuble	Avenue de la Mission n° 37, Q/Salongo Commune de Basoko	Vol. VLB. VIII Folio 9
		CIS Inongo	Immeuble	Avenue Mobutu n°123	Certificat d'enregistrement n° 919 C.U Plan Cadastral
		Résidence DP	Immeuble	Avenue Lumumba n°281	
		CIS Kahemba	Immeuble	Avenue de l'hôpital n°10 cité de Kahemba	
		CIS Masimanimba	Immeuble	Bld National n°13 cité de Masimanimba	

4.4.2. Situation du charroi automobile

La situation du charroi automobile de la DGI à fin 2018 est détaillée dans le tableau ci-après :

SERVICE	N°	MARQUE ET TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	AFFECTATION	ANNEE DE MISE EN CIRCULATION
A D M I N I S T R A T I O N C E N T R A L E	1	BUS TATA	40	BUS	MAT462271D0L00233	TRANSP. DU PERSONNEL	2011
	2	BUS TATA	40	BUS	MAT462271D0L00144	TRANSP. DU PERSONNEL	2013
	3	BUS TATA	40	BUS	MAT462271D0L177	TRANSP. DU PERSONNEL	2013
	4	BUS TATA	40	BUS	MAT462271D0L00169	TRANSP. DU PERSONNEL	2013
	5	BUS TATA	40	BUS	MAT462271D0L00230	TRANSP. DU PERSONNEL	2013
	6	BUS TATA	40	BUS	MAT389066B0L00966	TRANSP. DU PERSONNEL	2011
	7	BUS TATA	40	BUS	MAT38066B0L00038	TRANSP. DU PERSONNEL	2011
	8	BUS TATA	40	BUS	MAT449252GOLO3594	TRANSP. DU PERSONNEL	2017
	9	BUS TATA	40	BUS	MAT449252GOLO3587	TRANSP. DU PERSONNEL	2017
	10	BUS TATA	40	BUS	MAT449252GOLO3583	TRANSP. DU PERSONNEL	2017
	11	BUS TATA	40	BUS	MAT449252GOLO3588	TRANSP. DU PERSONNEL	2017
	12	FORCE TRAVELLER	13	BUS	D206000486	TRANSP. DU PERSONNEL	2009
	13	TOYOTA L/C 200SWGX BASIS	23	JEEP	JTMHX05J3G4123391	DG	2017
	14	TOYOTA LAND CRUISER TXL 2016		JEEP	JTEBH9FJ6GK178821	DG HONORAIRE	2016
	15	SANTA FE	12	JEEP	KMHUS81EDGU569850	DGA/QFR	2016

SERVICE	N°	MARQUE ET TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	AFFECTATION	ANNEE DE MISE EN CIRCULATION
A D M I N I S T R A T I O N C E N T R A L E	16	TOYOTA L/C TXL	14	JEEP	JTEDX9F15HK26127	DGA/QFR	2017
	17	TOYOTA L/CTXL 2016		JEEP	JTEBH9FJ5G5097226	DGA HONORAIRE	2016
	18	TOYOTA NEW RAV4	13	JEEP	JTMBD9EVXODO55280	DGA/QFR	2014
	19	TOYOTA L/C TXL	14	JEEP	JTEBX9FJXHK266825	DGA/QFR	2017
	20	TOYOTA LAND CRUISER TXL 2016		JEEP	JTEBH9FJOGK178863	DGA HONORAIRE	2016
	21	TOYOTA YARIS	8	VOITURE	MR2BW9F3801075190	SEC DG HONORAIRE	2015
	22	TOYOTA YARIS	8	VOITURE	JTDBW923XX01237639	SEC DG HONORAIRE	2013
	23	SUZUKI CIAZ	8	VOITURE	MA3AVC4IS00253987	SEC DGA/QAF	2017
	24	SUZUKI CIAZ	8	VOITURE	MA3AVC4IS00256658	SEC DGA/QAF	20177
	25	SUZUKI CIAZ	8	VOITURE	MA3AVC4IS00293532	SEC DGA/QFR	38337
	26	TOYOTA YARIS	8	VOITURE	JTDBW92360L056784	SEC DG HONORAIRE	2013
	27	HYUNDAI SANTA FE	12	JEEP	KMH5U8101DEU399250	INSPECTEUR COORDO.	2015
	28	TOYOTA NEW RAV4	13	JEEP	JTMBD9EV80D054211	COORDONNATRICE DE LA CELLULE D'ETUDES	2014
	29	HYUNDAI SANTA FE	12	JEEP	KMH5U81CDHU810242	DRR	2017

GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION

SERVICE	N°	MARQUE ET TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	AFFECTATION	ANNEE DE MISE EN CIRCULATION
A D M I N I S T R A T I O N C E N T R A L E	30	TOYOTA LAND-CRUISER	17	JEEP	JTEB71J500057940	AMBULANCE	2011
	31	TOYOTA HILUX	13	PICK-UP	AHTFK22G203096306	DG	2015
	32	TOYOTA HILUX	13	PICK-UP	AHTFK22G803094771	DGBSG	2015
	33	TOYOTA HILUX	13	PICK-UP	AHTFK22G703077895	DGBSG	2013
	34	TOYOTA HIACE	13	MINIBUS	JTFJK02P105010426	DGBSG	2015
	35	HYUNDAI H1	12	FOURGONETTE		COMPTABILITE	2011
	36	HYUNDAI-H1	12	MINIBUS	KMJWA37RACU445667	COORDINATION	2012
	37	MITSUBISHI L200	14	PICK-UP	V5M214875	DETACHEMENT POLICE/ DGI	2012
	38	TIGO CHERY		JEEP	CHASSISLVVDB4B2CD055887	HAUTE DIRECTION	2012
	39	NISSAN HARBODY	13	PICK-UP	ADNCJUD22Z0027	DRH	2012
	40	TOYOTA LAND CRUISER	13	JEEP	JTEEB71J707025173	DRR	2014
	41	TOYOTA HIACE	13	MINIBUS	JTFJK02P205010418	COORDINATION	2015
	42	TOYOTA HIACE	13	MINIBUS	JTFJK02P500027503	DESCOM	2015
	43	TOYOTA HIACE	13	MINIBUS	JTFJK02P005010417	DRH	2015
	44	TOYOTA LAND CRUISER	13	JEEP	JTERB71JX00086964	AMBULANCE	2017
	45	TOYOTA HILUX	13	PICK-UP	AHTF22G403061530	DIREC	2013
	46	TOYOTA HILUX	13	PICK-UP	AHTFK22G103099892	DIRAF/ANTLUFU	2016

SERVICE	N°	MARQUE ET TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	AFFECTATION	ANNEE DE MISE EN CIRCULATION
A D M I N I S T R A T I O N	47	HYUNDAI GRAND SANTAFE	12	JEEP	KMHSN81DHU295742	DRH	2018
	48	HYUNDAI GRAND SANTAFE	12	JEEP	KMHSN81DHU295750	DIRINFO	2018
	49	HYUNDAI GRAND SANTAFE	12	JEEP	KMHSN81DHU295752	DIR. DLEG	2018
	50	HYUNDAI GRAND SANTAFE	12	JEEP	KMHSN81DHU295746	DIR. DIRAF	2018
	51	HYUNDAI GRAND SANTAFE	12	JEEP	KMHSN81DHU295735	DIR. DGE	2018
	52	HYUNDAI GRAND SANTAFE	10	JEEP	KMHSN81DHU220395	DIR. DESCOM	2017
C E N T R A L	53	HYUNDAI TUCSON	12	JEEP	KMHJ3813DJU738852	DG	2018
	54	HYUNDAI TUCSON	12	JEEP	KMHJ3813DJU734868	DGA/QFR	2018
	55	HYUNDAI TUCSON	12	JEEP	KMHJ3813DJU736991	DGA/QAF	2018
	56	TOYOTA L/C	13	JEEP	JTERB71J20006552	DGE	2012
	57	TOYOTA L/C	14	JEEP	JTEEB871J407024851	DGE	2014
	58	TOYOTA L/C	14	JEEP	JTEE9B71J407024118	DGE	2014
	59	TOYOTA HILUX	13	PICK-UP	AHTFK22G503053935	DGE	2011
	60	TOYOTA L/C	14	JEEP	JTEEB7371J107025122	DGE	2014
	61	TOYOTA LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB71J607017713	DGE/ANTENNE KATANGA	2014
	62	TOYOTA LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB71JX07017763	DGE/ANTENNE KATANGA	2014
	63	TOYOTA HILUX	13	CAMIONNETTE	AHTFK22GGO3050042	DGE/ANTENNE KATANGA	2010
D G E							

GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION

SERVICE	N°	MARQUE ET TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	AFFECTATION	ANNEE DE MISE EN CIRCULATION
D U I - K	64	HYUNDAI IX35	9	VOITURE	KMHJT81BDCU448640	DIR. DUI-K	2012
	65	TOYOTA LAND-CRUSER	17	JEEP	JTGRB71J0A7004921	DUI-K/SIEGE	2011
	66	NISSAN HARBODY	13	PICK-UP	ADNCJUD22Z0027559	DUI-K	2013
	67	NISSAN HARBODY	13	PICK-UP		DUI-K/CDI	2012
	68	NISSAN HARBODY	13	PICK-UP	ADNCJUD22Z0031581	DUI-K	2013
	69	NISSAN HARBODY	13	PICK-UP	ADNCJUD22Z0015264	DUI-K/CDI	2013
	70	TOYOTA LAND-CRUISER	13	JEEP	JTERB71J800064753	DUI-K/CDI	2013
E Q U A T E U R	71	TOYOTA LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEBZ1J207017286	DIRECTION	2014
	72	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEBF182041722	DIRECTION	2009
	73	NISSAN	14	CAMIONNETTE	62968	DIRECTION	2010
K A S A I - O C C I D E N T A L	74	TOYOTA PRADO TX	14	JEEP	JTEBD9FJ30K015156	DIRECTION	2014
	75	TOYOTA PRADO GX	14	JEEP	JTBK28J2800034547	INSPECTION	2007
	76	NISSAN	14	JEEP	ANDJ980000E006680	DIV. GBSG	2010
	77	TOYOTA HIACE	14	MINIBUS	LH119-0011427	DIV. GBSG	2007

DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

SERVICE	N°	MARQUE ET TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	AFFECTATION	ANNEE DE MISE EN CIRCULATION
K A T A N G A	78	TOYOTA HIACE	13	MINIBUS		DIRECTION	2018
	79	TOYOTA HIACE	13	MINIBUS		DIRECTION	2018
	80	TOYOTA LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB71J607017713		2014
	81	TOYOTA LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB71JX07017763		2014
	82	TOYOTA HILUX	15	CAMIONNETTE	AHTFK22GGO3050042		2010
	83	TOYOTA PRADO TXL	12	JEEP	JTERK29J-690046841		
	84	TOYOTA HILUX	12	PICK-UP			
	85	TOYOTA HILUX	12	PICK-UP			
S U D - K I V U	86	TOYOTA HIACE	12	MINIBUS			
	87	TOYOTA HARRIER	7	JEEP	ACU10-0004797	DIRECTION	2002
	88	FORD RANGER	15	PICK UP	MNCBSFE406W493680	CIS IBANDA	2006
	89	FORD RANGER	15	PICK UP	MNCBSFE406W493304	CIS UVIRA	2006
	90	TOYOTA HILUX	15	PICK UP	D915417FB	DIV. RECOUV.	2008
	91	NISSAN HARD BODY	15	PICK UP	ADNJ980000E006241	CIS KADUTU	2008
	92	TOYOTA LAND CRUISER	15	JEEP	JTERB71J00069647	DIRECTION	2013
K A S A I - O R I E N T A L	93	HYUNDAI GALOPER	14	JEEP		DIV. GBSG	1998
	94	TOYOTA HILUX	12	PICK UP	AHTFK22G602034018	DIRECTION	2009
	95	NISSAN HARD BODY	12	PICK UP	ADNJ980000E006647	DIV. GBSG	2010
	96	LAND CRUISER	12	JEEP	JTRB71J400072087	DIRECTION	2014

GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION

SERVICE	N°	MARQUE ET TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	AFFECTATION	ANNEE DE MISE EN CIRCULATION
M A N I E M A	97	LAND CRUISER	12	JEEP	JTGEB73J1E9012712	DIRECTION	2013
	98	HYUNDAI SANTA FE	12	JEEP	KMHU810DEU399745	DIRECTION	2015
	99	TOYOTA HILUX	12	PICK UP	AHTFK22G50304141	DIV. GBSG	2006
	100	NISSAN HARD BODY	15	PICK UP	ADNT980000E006301	DIV. GBSG	2010
	101	FORD RANGER	15	PICK UP	MNCBSFE406W492486	DIV. GBSG	2006
	102	FORD RANGER	15	PICK UP	MNCBSFE406W494133	DIV. GBSG	2006
	103	HYUNDAI SANTA FE GL	14	JEEP	KMHU81CDFU397905	DIRECTION	2015
B A N D U N D U	104	NISSAN	15	PICK UP			
	105	TOYOTA HILUX		PICK UP			
	106	NISSAN HARD BODY		PICK UP			
	107	TOYOTA LAND CRUISER		JEEP			
	108	TOYOTA LAND CRUISER	12	JEEP	3033930	DIRECTION	2014
K O N G O C E N T R A L	109	TOYOTA HILUX	15	PICK UP	AHTF22G50333930	DIRECTION	2009
	110	TOYOTA RUNNER	12	JEEP		DIRECTION	2005
	111	NISSAN HARD BODY X26	15	PICK UP	ADNCJUD22Z0027264	CDI MATADI	2011
	112	NISSAN HARD BODY X26	15	PICK UP	Z0027660	CDI MATADI	2012
	113	FORD RANGER	15	CAMIONNETTE	FE406W492463	DIRECTION	2006
N O R D - K I V U	114	TOYOTA HILUX	15	PICK UP	AHTFK22G-503034026	DIRECTION	2008
	115	TOYOTA LAND CRUISER	12	JEEP	JTEBX9FJ10K114927	DIRECTION	2013
	116	TOYOTA HILUX	12	PICK UP	MBOFR226700752	CDI	2013
	117	TOYOTA LAND CRUISER	12	JEEP	KZI95001132	CDI	2008
	118	FORD RANGER	15	CAMIONNETTE	IZL15PLA3DHC	CIS BUTEMBO	2006
	119	FORD RANGER	15	CAMIONNETTE		CIS BUTEMBO	2010

4.4.3. Situation des motos

A la clôture de l'année 2018, la situation des motos se présente comme suit :

N°	SERVICES	NOMBRE
1	DUI-K	74
2	DPI/KATANGA	30
3	DPI/PROVINCE ORIENTALE	152
4	DPI/KASAI-ORIENTAL	49
5	DPI/KASAI-OCCIDENTAL	27
6	DPI/MANIEMA	75
7	DPI/KONGO CENTRAL	36
8	DPI/BANDUNDU	38
9	DPI/NORD-KIVU	44
10	DPI/SUD-KIVU	16
11	DPI/EQUATEUR	40
TOTAL		581

4.4.4. Situation des hors-bords

A fin 2018, la situation des hors-bords se présente de la manière ci-dessous :

N°	SERVICE	ANNEE D'ACQUISITION	AFFECTATION	ETAT
DPI/BANDUNDU				
1	YAHABA	2012	CIS/BOLOBO	BON
2	YAHABA	2014	CIS/KENGE	EN PANNE
3	YAHABA		CIS/INONGO	BON
4	YAHABA		CIS/NIOKI	EN PANNE
DPI/EQUATEUR				
5	YAHABA	2010	CIS/MBANDAKA	BON
6	YAHABA	2011	CIS/LUKOLELA	BON
DPI/MANIEMA				
7	YAHABA	2012	DIVISION/ GBSG	BON
DPI/KASAI-OCCIDENTAL				
8	YAHABA	2010	CIS/ILEBO	BON
DPI/KASAI-ORIENTAL				
9	YAHABA	2010	CIS/LUSAMBO	BON
DPI/PROVINCE ORIENTALE				
10	YAHABA	2010	CIS/ISANGI	BON

A close-up, slightly blurred image of a hand typing on a laptop keyboard. The image is overlaid with various digital elements: a glowing blue square frame around a central point, several small teal and yellow dots, and faint, semi-transparent lines and shapes that suggest a digital interface or data flow. The overall tone is futuristic and technological.

5

INFORMATISATION

V.

DES SERVICES

Au cours de l'année 2018, la DGI a poursuivi ses efforts dans l'informatisation des Services Centraux et des Services Opérationnels (DGE, DUI-K et DPI) ainsi que dans le renforcement des capacités des utilisateurs pour une meilleure exploitation des applications informatiques dans le cadre de la gestion de l'impôt et des ressources humaines. Ces efforts se sont traduits par :

1° Dans le domaine de l'informatisation des Services

- la configuration des équipements du réseau informatique de l'Hôtel des Impôts ;
- la validation des structures des données à disponibiliser dans l'entrepôt de données ;
- la centralisation des bases de données et l'amélioration de l'application de gestion de l'impôt ;
- l'évaluation des coûts en équipements et services Télécom pour la mise en place de nouveaux postes déconcentrés du NIF non encore installés ;
- les travaux de câblage réseau de l'Hôtel des Impôts : 4^{ème}, 5^{ème}, 7^{ème} et rez-de-chaussée (DGE) ;
- le déploiement du serveur NIF et la synchronisation de la base des données DGIREF ;
- les travaux de configuration des serveurs et des équipements de la télé déclaration par la société INFOSET ;
- la poursuite des tests et la mise à jour du guide utilisateur du logiciel de télé déclaration pour la formation ;

- l'étude de faisabilité pour la mise en place d'un progiciel de gestion intégrée des impôts à la DGI exécutés par le Cabinet DELOITTE ;
- les travaux de fiabilisation de la base de données du NIF ainsi que de l'applicatif DGIREF.

2° Dans le domaine du renforcement des capacités des utilisateurs

- la formation sur le système d'exploitation Microsoft Windows 2012 server, Cisco CCNA (Cisco Certified Network Associate) et Cisco CCNA Security ;
- la formation des contribuables sélectionnés pour les tests de l'application télé-déclaration ;
- la formation sur la centralisation des bases de données et l'amélioration de l'application de gestion de l'impôt organisée par le CTR du 18 au 30 juin 2018 ;
- la formation liée au projet SYCO-GD-TVA (Système de Collecte et de Gestion des Données de la TVA) ;
- la formation des utilisateurs sur le nouvel applicatif DGIREF ;
- la formation des cadres et agents du CDI Kinshasa sur la déclaration unique, cotisations sociales et contributions patronales ;
- le renforcement des capacités en NTIC des agents de la DGI sur la base des données Oracle 12 C, Angular JSS, Html 5 et CSS3 ;

3° Dans le cadre de la mise en œuvre de la TVA

- la prise en compte de la nouvelle déclaration de la TVA retenue à la source par les entreprises minières dans la télé-déclaration ;
- l'atelier d'information, de transfert de compétences sur l'accompagnement du projet SYCO-GD-TVA, organisé par le Cabinet indépendant Radix Africa Limited à Sofia en Bulgarie ;
- la réunion de communication et d'analyse des DAO (Dossier d'Appel d'Offre) au BCCO sur le SYCO-GD-TVA ;
- la participation à la commission des marchés pour la sélection du constructeur du Data Center du SYCO-GD-TVA ;
- la réunion au BCCO pour l'examen des mécanismes éventuels en vue de la constitution d'une liste restreinte de prestataires devant soumissionner pour la relance du marché de mise en place du SYCO-GD-TVA ;
- la réunion des Directeurs Généraux de la DGI et du BCCO, ainsi que les points focaux du Ministère des Finances sur le processus de sélection du prestataire chargé de mettre en place le SYCO-GD-TVA ;
- la réunion au BCCO dans le cadre de la commission des marchés sur l'annulation de l'attribution provisoire du marché de la mise en place du SYCO-GD-TVA ;
- la réunion avec l'entreprise NOVACOM, fournisseur de solutions pour la collecte et la gestion des données de TVA au moyen des dispositifs électroniques fiscaux ;
- l'accompagnement de la société BIGRADAP GROUP auprès des assujettis pour la phase expérimentale du SYCO-GD-TVA.

An aerial photograph of a city, likely in Cambodia, showing a large river (Tonle Sap) in the background and a dense urban area in the foreground. A large, modern building with a grid-like facade is prominent in the center-left. A white arrow points from the number '6' towards the text 'PLAN DE REFORMES'.

6

PLAN DE REFORMES



ET PERSPECTIVES D'AVENIR

PLAN DE REFORMES ET

6.1. LES REFORMES MISES EN ŒUVRE PAR LA DGI

Les réformes mises en œuvre par la DGI, au cours de l'exercice 2018, visent la mobilisation accrue des recettes, la modernisation de l'Administration fiscale ainsi que l'amélioration du climat des affaires. Elles se matérialisent par la prise en compte des mesures fiscales contenues dans la Loi de finances n° 17/014 du 24 décembre 2017 pour l'exercice 2018, à savoir :

1. En matière d'Impôts Cédulaires sur les Revenus

- Ajout de mine, puits de pétrole ou de gaz, carrière ou tout autre lieu d'exploitation et d'extraction des ressources naturelles comme d'autres aspects d'installation matérielle concernant la notion d'établissement fixe ou permanent ;
- Elargissement de la notion d'établissement fixe ou permanent aux entreprises étrangères qui fournissent des prestations de services en RDC par l'intermédiaire d'employés ou autre personnel engagé par une entreprise à cette fin ;
- Elargissement de la notion d'établissement fixe ou permanent à une personne, autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant, lorsqu'elle agit pour le compte d'une entreprise étrangère ;
- Elargissement de la notion d'établissement fixe ou permanent à une entreprise d'assurance d'un Etat étranger, sauf en matière de réassurance ;

- Précision sur la notion de la dissolution de la société qui peut être suivie de la liquidation ou non, notamment dans le cas de fusion ou de scission entraînant disparition de sociétés ;
- Détermination de la base de calcul de la cotisation spéciale, qui est établie sur les résultats accusés par le dernier bilan de liquidation ou par le dernier bilan établi avant scission ou fusion de sociétés.

2. En matière de la Taxe sur la Valeur Ajoutée

- Exonération à la TVA de l'importation des biens d'équipements destinés aux investissements de création par les entreprises nouvelles ;
- Institution de la procédure d'achat en franchise de TVA des biens et services destinés à leurs besoins d'exploitation et d'investissement en faveur des entreprises minières exportatrices, des entreprises pétrolières de production et des entreprises ayant réalisé des investissements lourds dans leur phase d'implantation ;
- Admission au droit à déduction de la TVA ayant grevé les produits pétroliers dans la limite de 50% ;
- Extension du mécanisme de la retenue à la source de la TVA facturée par les établissements publics aux entreprises minières ;
- Ajout des établissements publics sur la liste des entreprises éligibles au mécanisme de remboursement des crédits de TVA.

3. *En matière de procédures fiscales*

- Redéfinition des termes pénalités d'assiette et pénalités de recouvrement ;
- Suppression de l'obligation en matière de contentieux d'assiette de payer le principal du montant contesté comme condition de la recevabilité du recours formulé devant le juge de l'impôt ;
- Fixation du montant à payer par le contribuable en cas de demande de sursis de paiement en matière contentieuse dans la phase administrative, lequel montant est égal au dixième du supplément d'impôt contesté.

6.2. PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans l'objectif de la maximisation des recettes et de la modernisation de la DGI, les mesures suivantes sont envisagées :

1. *En ce qui concerne la réforme des structures*

- actualisation du cadre organique de la DGI, pour :
- restructurer l'Inspection des Services dans le sens d'organiser un véritable Service d'audit interne conformément aux normes internationales en dehors des aspects de vérification des services dont elle a la charge, et d'agencer le corps des Inspecteurs en prenant en compte les aspects d'audit interne, de maîtrise de risques, de vérification des services et d'enquêtes et contre vérification fiscales ;

2. *En ce qui concerne la réforme de la législation*

- restructurer la DGE et les CDI pour retirer, notamment, les aspects de ressources humaines, de services généraux et d'informatique, et renforcer les attributions du Service d'Appoint et les structures dédiées à la gestion des comptes des contribuables ;
- restructurer les Services des sièges des DPI et ceux des CIS, à travers la définition des cadres organiques allégés pour tenir compte de la nouvelle configuration territoriale du pays après le découpage ;
 - poursuite, en fonction de la disponibilité des ressources, de l'implantation des CDI dans les Chefs-lieux des Provinces où ils n'en existent pas encore (Bukavu, Kananga et Mbuji-Mayi notamment) ;
 - installation d'un 2ème CDI à Kinshasa pour tenir compte du nombre élevé de contribuables suivis par l'actuel CDI.
- consolidation de la réforme de la fiscalité indirecte (TVA) ;
- renforcement du dispositif législatif sur le prix de transfert ;
- amélioration des procédures fiscales dans le sens de renforcer l'efficacité de l'action de l'Administration des Impôts ;
- réforme de la fiscalité directe par l'institution d'un impôt sur les sociétés et d'un impôt sur le revenu des personnes physiques.

3. En ce qui concerne le dispositif d'appui à la gestion de l'impôt

- poursuite de l'installation des postes déconcentrés d'attribution du NIF au sein des DPI ci-après : Equateur (Mbandaka), Bandundu (Bandundu), Kasai-Occidental (Kananga), Kasai-Oriental (Mbuji-Mayi) et Maniema (Kindu) ;
- mise en place du plan de modernisation du système informatique de la DGI, comprenant notamment :
 - l'implantation d'une base de données centralisée et son intégration avec les bases de données NIF et recoupements ;
 - la réorganisation des applications informatiques métiers par leur migration vers les applications Web ;
 - le câblage et la réorganisation du réseau informatique local (LAN) en vue de l'interconnexion de tous les Services ;
 - la mise en œuvre des télé-procédures (télé-déclaration et télé-paiement), en commençant par les entreprises minières gérées par la DGE en ce qui concerne la télé-déclaration ;
 - l'intégration des logiciels métiers (immatriculation des contribuables, gestion de l'impôt et banque de données des recoupements) ;
- acquisition d'un dispositif informatique pour la collecte et la gestion des données de la TVA sur les opérations réalisées par les assujettis devant permettre la remontée des informations à la DGI.

4. En ce qui concerne le renforcement des capacités du personnel et des opérateurs économiques :

- poursuite de la vulgarisation de la législation en matière de TVA ;
- organisation des sessions de formation, notamment en matière de :
 - prix de transfert ;
 - contrôle, notamment, des entreprises des secteurs minier, bancaire, d'hydrocarbure et de télécommunication ;
 - normes comptables internationales pour le contrôle des banques commerciales ;
 - exercice du droit d'enquête et du droit de visite et de saisie ;
 - TVA et droit OHADA ;
 - évaluation de la dépense fiscale ;
 - élaboration des prévisions budgétaires des recettes fiscales ;
 - tenue et analyse des données statistiques sur les recettes fiscales ;

Fait à Kinshasa, le

NGOY YAV N'ZAM
Directeur Général a.i.



ANNEXES



ANNEXE N° 1. PREVISIONS BUDGETAIRES DES RECETTES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPÔT / EXERCICE 2018

NATURE D'IMPOT	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	CUMUL	TAXE DE PARTICIP.
RECETTES HORS TVA														
IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS	84 800 365 658,99	64 898 710 436,71	66 684 851 040,98	67 066 484 135,44	68 133 575 728,83	68 744 231 715,95	69 810 525 578,62	70 916 200 380,03	71 422 737 180,10	72 812 561 584,83	73 134 454 788,61	73 108 883 904,78	851 533 602 133,87	30,30%
Impôt sur les revenus salariaux des Nations/ Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	66 024 426 461,26	45 978 048 159,51	46 972 995 174,94	47 253 056 685,36	48 240 536 280,66	48 743 725 441,36	49 728 603 404,50	50 654 603 059,60	50 894 198 560,92	52 177 483 707,66	52 315 110 098,60	52 198 643 043,01	611 181 430 077,37	21,75%
Impôt sur les revenus salariaux des Nations/Membres des Institutions Politiques	2 017 101 851,78	2 017 101 851,78	2 017 101 851,78	2 017 101 851,78	2 017 101 851,78	2 017 101 851,78	2 017 101 851,78	2 017 101 851,78	2 017 101 851,78	2 017 101 851,78	2 017 101 851,78	2 017 101 851,78	24 205 222 221,38	0,86%
Impôt sur les revenus salariaux des Nations/ Fonctionnaires et Agents publics														
Impôt sur les revenus salariaux des Nations/ Autres fonctionnaires et Agents publics	1 069 369 793,00	1 069 369 793,00	1 069 369 793,00	1 069 369 793,00	1 069 369 793,00	1 069 369 793,00	1 069 369 793,00	1 069 369 793,00	1 069 369 793,00	1 069 369 793,00	1 069 369 793,00	1 069 369 793,00	12 832 437 516,00	0,46%
Impôt sur les revenus salariaux des Nations/ Agents des Régies financières	1 036 451 326,25	1 036 451 326,25	1 036 451 326,25	1 036 451 326,25	1 036 451 326,25	1 036 451 326,25	1 036 451 326,25	1 036 451 326,25	1 036 451 326,25	1 036 451 326,25	1 036 451 326,25	1 036 451 326,25	12 437 415 915,04	0,44%
Impôt sur les revenus salariaux des Espatriés	9 861 980 429,59	9 883 352 795,70	10 381 706 608,05	10 449 349 887,30	10 502 568 798,63	10 573 951 420,96	10 628 158 560,83	10 747 815 983,72	10 925 589 938,10	10 996 541 511,64	11 119 257 030,49	11 179 790 833,11	127 249 863 588,12	4,53%
Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Espatriés (IERE)	4 791 035 797,11	4 914 386 510,46	5 207 226 286,96	5 241 154 601,74	5 267 747 678,51	5 303 651 882,59	5 330 840 842,26	5 390 858 365,66	5 480 025 770,04	5 515 613 394,49	5 577 164 688,48	5 607 527 057,63	63 627 232 815,95	2,26%
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	27 652 960 427,74	17 790 195 675,14	17 336 206 640,14	238 832 185 021,74	18 357 681 968,89	22 410 108 860,93	237 869 290 602,33	29 474 201 436,11	28 304 717 965,43	28 325 481 929,06	240 019 611 861,12	21 898 290 566,48	928 270 932 955,11	33,04%
Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production et de distribution	4 396 767 178,14	3 207 696 755,23	3 207 696 755,23	207 839 572 265,16	3 207 696 755,23	7 037 620 871,66	222 237 578 789,67	13 826 374 970,50	14 570 230 245,65	14 719 550 309,35	227 055 432 973,18	9 153 048 869,36	730 459 266 738,37	26,00%
Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	10 682 600 596,51	2 372 514 210,86	2 372 514 210,86	19 009 622 565,03	2 372 514 210,86	1 687 038 916,46	1 265 279 187,34	1 054 599 322,79	843 519 458,23	738 079 525,95	527 199 661,39	421 759 729,11	43 347 041 595,40	1,54%
Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	6 076 387 626,62	6 076 387 626,62	6 076 387 626,62	6 076 387 626,62	6 076 387 626,62	6 076 387 626,62	6 076 387 626,62	6 076 387 626,62	6 076 387 626,62	6 076 387 626,62	6 076 387 626,62	6 076 387 626,62	72 916 651 519,95	2,59%
Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	6 497 205 026,47	6 133 597 082,43	5 679 608 047,43	5 906 602 564,93	6 701 083 376,19	7 609 061 446,19	8 290 044 998,70	8 517 039 516,20	6 814 580 634,94	6 791 464 467,15	6 360 591 599,93	6 247 094 340,82	81 547 973 101,38	2,90%
IMPÔTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES														
Impôt sur le Chiffre d'Affaires à l'Intérieur														
AUTRES RECETTES	2 083 735 607,92	1 619 842 707,91	1 619 842 707,91	1 619 842 707,91	1 619 842 707,91	3 021 465 916,27	3 728 851 607,49	5 505 921 224,39	5 778 147 196,92	5 832 793 310,10	4 128 585 177,45	3 795 641 301,38	40 354 512 173,57	1,44%
Immatriculation des véhicules	291 427 032,50	291 427 032,50	291 427 032,50	291 427 032,50	291 427 032,50	291 427 032,50	291 427 032,50	291 427 032,50	291 427 032,50	291 427 032,50	291 427 032,50	291 427 032,50	3 497 124 390,00	0,12%
Vente des imprimés	183 239 901,67	154 506 720,35	154 506 720,35	154 506 720,35	154 506 720,35	154 506 720,35	154 506 720,35	154 506 720,35	154 506 720,35	154 506 720,35	154 506 720,35	154 506 720,35	1 882 813 825,50	0,07%
Amendes et pénalités	1 609 068 673,76	1 173 908 955,06	1 173 908 955,06	1 173 908 955,06	1 173 908 955,06	2 575 532 63,42	3 282 917 854,64	5 059 987 471,54	5 332 213 444,07	5 386 859 557,25	3 682 651 424,60	3 349 707 548,53	34 974 573 958,07	1,24%
SOUS-TOTAL HORS TVA	114 537 061 694,65	84 308 748 819,76	85 640 900 389,03	307 518 511 865,09	88 111 000 405,64	94 175 826 493,14	311 408 667 788,45	105 896 323 040,52	105 505 602 342,45	106 970 836 823,99	317 282 651 827,18	98 802 815 772,65	1 820 159 047 262,55	64,78%
RECETTES TVA														
Taxe sur la Valeur Ajoutée sur Déclarations	65 815 823 705,13	66 216 575 501,34	68 038 735 812,49	69 179 123 447,20	68 680 514 908,51	69 510 121 458,08	71 435 053 118,62	72 295 021 506,67	73 415 709 842,98	73 860 029 186,05	74 397 801 870,53	74 877 191 252,00	847 721 501 609,59	30,17%
Taxe sur la Valeur Ajoutée Recouvrée sur AMR A	2 750 039 770,59	2 750 039 770,59	2 750 039 770,59	2 750 039 770,59	2 750 039 770,59	2 750 039 770,59	2 750 039 770,59	2 750 039 770,59	2 750 039 770,59	2 750 039 770,59	2 750 039 770,59	2 750 039 770,59	33 000 427 247,10	1,17%
SOUS-TOTAL TVA	68 565 863 475,72	68 966 415 271,93	70 788 775 583,08	71 929 163 217,79	71 430 554 679,10	72 260 161 228,67	74 185 092 889,21	75 045 061 277,26	76 165 749 633,57	76 610 608 956,64	77 147 841 640,92	77 627 231 022,60	880 721 978 856,49	31,34%
TOTAL RECETTES HORS PETROLIERS PRODUCTEURS	183 102 925 170,37	153 275 164 091,69	156 429 675 972,12	379 447 675 082,88	159 541 655 084,74	166 435 987 721,81	385 593 760 677,66	180 941 384 317,78	181 671 351 956,03	183 580 905 780,63	394 430 493 468,09	176 430 046 795,25	2 700 881 026 119,05	96,12%
IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS													109 071 007 072,00	3,88%
RECETTES GLOBALES	183 102 925 170,37	153 275 164 091,69	156 429 675 972,12	379 447 675 082,88	159 541 655 084,74	166 435 987 721,81	385 593 760 677,66	180 941 384 317,78	181 671 351 956,03	183 580 905 780,63	394 430 493 468,09	176 430 046 795,25	2 809 952 033 191,05	100,00%

ANNEXE N° 2. RECETTES COMPTABILISEES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPOT/EXERCICE 2018

N°	NATURE D'IMPOT	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	CUMUL	Taux de ParticiP
A.	RECETTES HORS TVA														
I.	IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS	107 419 726 966,84	79 192 069 163,16	64 164 767 441,31	64 218 924 434,46	73 212 105 236,37	72 261 199 346,06	79 703 936 608,19	69 643 621 095,57	74 090 094 215,98	80 700 795 724,98	70 379 950 199,50	77 616 117 450,94	912 603 308 483,07	24,20%
71 111 1	Impôt sur les revenus salariaux des Nations/ Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	66 021 591 061,80	52 153 101 453,37	40 938 007 311,27	36 865 385 781,83	50 015 822 844,39	49 468 149 270,90	49 125 730 183,81	48 636 640 953,49	50 134 813 504,70	48 542 885 518,55	47 105 827 591,96	49 768 839 839,43	589 376 795 297,90	15,63%
71 111 2	Impôt sur les revenus salariaux des Nations/ Membres des Institutions Politiques	4 015 720 369,00	2 082 042 752,65	12 771 217,29	2 072 609 508,13	759 791 536,23	2 068 759 816,00	4 155 438 319,00	72 175 289,10	4 520 000,00	2 234 502 530,10	2 192 563 664,00	2 230 570 164,00	21 901 465 165,59	0,58%
71 111 3	Impôt sur les revenus salariaux des Nations/ Fonctionnaires et Agents publics														
	Impôt sur les revenus salariaux des Nations/ Autres fonctionnaires et Agents publics	2 152 113 214,00	1 075 963 854,00	0,00	1 075 963 857,00	0,00	1 108 686 556,00	2 300 542 369,00	0,00	0,00	1 079 691 786,00	1 095 370 786,00	1 079 691 786,00	10 968 024 208,00	0,29%
	Impôt sur les revenus salariaux des Nations/ Agents des Régies financières	3 511 089 012,81	3 165 031 142,25	3 044 468 054,27	1 923 644 676,35	2 997 085 878,81	1 081 858,80	2 782 079 320,12	32 271 450,00	3 443 273 773,68	2 373 755 947,42	1 418 355 018,51	2 401 759 909,82	27 653 897 242,84	0,73%
71 112	Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	21 334 329 236,64	13 091 131 155,66	13 216 553 482,88	14 391 872 731,99	12 801 264 685,82	12 759 707 710,79	13 404 236 976,45	13 717 939 745,92	13 154 267 075,74	17 537 767 731,10	11 026 826 521,86	13 290 328 838,17	170 926 225 893,02	4,53%
71 115	Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés (IERE)	9 784 883 472,59	7 024 798 823,23	6 392 966 775,60	7 889 447 879,16	6 638 140 291,12	6 854 814 133,57	7 935 909 439,81	7 184 594 257,06	7 353 219 801,86	8 932 192 211,52	6 941 006 617,17	8 844 926 913,12	91 776 900 675,81	2,43%
II.	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	23 044 990 067,74	136 911 362 077,36	199 961 231 961,96	504 880 815 236,13	136 963 219 342,11	40 075 010 476,68	281 486 571 917,29	50 903 613 748,80	39 743 376 911,16	68 787 890 728,70	239 909 562 071,98	20 184 866 209,03	1 742 852 510 758,93	46,22%
71 121	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	4 108 558 916,38	121 660 775 885,70	190 446 905 371,05	486 071 009 414,67	124 321 355 686,49	25 604 993 845,74	231 130 788 096,74	8 570 963 784,01	4 418 928 633,88	35 040 996 009,14	228 265 077 493,43	5 914 563 786,81	1 466 175 517 024,04	27,52%
71 123	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	1 948 838 065,54	404 152 883,86	1 226 147 570,14	4 181 857 293,86	329 284 944,35	201 093 444,19	365 786 060,83	147 542 485,04	261 328 098,15	247 467 704,70	167 844 545,66	72 992 878,38	9 494 337 112,70	0,30%
	Impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises	1 869 363 741,83	337 808 883,36	905 492 449,06	3 901 844 617,38	244 429 304,35	156 136 047,19	262 468 899,83	127 696 093,57	232 778 797,15	227 235 546,97	153 519 543,66	70 162 878,38	8 488 936 893,23	0,22%
	Impôt sur les bénéfices et profits des micro-entreprises	79 474 863,71	66 344 000,00	320 635 121,08	280 012 676,48	84 855 640,00	44 957 397,00	43 317 071,00	19 846 391,47	28 549 901,00	20 232 157,73	14 325 000,00	2 830 000,00	1 005 400 210,47	0,02%
71 124	Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	6 909 139 048,79	9 218 258 768,24	4 420 495 591,06	9 536 185 357,54	5 451 068 070,18	6 202 931 291,02	5 485 602 916,93	22 886 366 274,80	11 051 756 903,41	6 316 500 630,03	7 378 906 487,69	7 539 847 094,25	102 597 057 643,94	2,2%
71 13	Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	10 078 453 497,03	5 028 174 439,56	3 667 683 519,71	4 491 763 170,06	6 861 510 641,09	8 005 991 895,73	44 544 395 542,79	19 298 741 204,93	24 011 362 675,72	27 182 926 384,83	4 097 133 547,20	6 657 462 459,59	164 585 918 978,26	4,37%
III.	IMPÔTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	577 767,10	19 473 747,78	12 400 255,58	13 282 265,58	13 397 584,54	14 144 834,57	12 642 275,87	11 964 808,36	13 482 913,00	2 013 858,07	2 967 268,93	2 059 835,11	118 407 414,49	0,00%
	Impôt sur le Chiffre d'Affaires à l'Intérieur	577 767,10	19 473 747,78	12 400 255,58	13 282 265,58	13 397 584,54	14 144 834,57	12 642 275,87	11 964 808,36	13 482 913,00	2 013 858,07	2 967 268,93	2 059 835,11	118 407 414,49	0,00%
IV.	AUTRES RECETTES	6 779 304 741,34	3 471 395 839,37	9 015 190 849,80	2 017 402 390,57	1 765 424 120,81	9 409 263 368,85	4 282 158 701,22	4 800 634 697,42	5 406 004 798,25	5 985 602 587,94	7 689 798 427,01	8 256 096 109,21	69 478 276 631,79	1,84%
71 451 1	Immatriculation des véhicules	273 773 993,09	205 457 839,69	335 717 929,65	264 899 846,75	300 517 278,44	307 382 156,28	349 448 156,84	237 585 917,33	224 204 469,70	421 064 393,94	377 489 945,78	436 822 834,94	3 734 355 762,43	0,10%
74 233 9	Vente des imprimés	29 676 338,27	144 783 039,04	4 776 002,70	3 151 205,34	3 608 327,35	3 747 205,57	9 318 774,84	5 928 896,15	4 153 126,58	4 607 526,26	5 204 747,06	311 061,89	219 267 251,05	0,01%
71 181	Amendes et pénalités	6 475 854 209,98	3 121 154 960,64	8 674 696 317,45	2 349 360 338,48	1 461 298 315,02	9 098 134 007,00	3 923 391 769,54	4 357 119 883,94	5 177 647 201,97	5 559 930 667,74	7 307 017 734,17	7 818 962 212,38	65 524 653 618,31	1,74%
	Sous-total hors TVA	137 244 599 543,02	219 994 300 827,67	273 153 590 508,65	571 730 424 326,74	211 954 146 883,83	121 759 618 026,16	365 485 309 502,57	125 359 834 950,15	119 252 988 838,39	155 476 302 899,40	317 982 277 967,42	106 059 139 614,29	2 725 052 803 288,28	72,27%
B.	RECETTES TVA														
	Taxe sur la Valeur Ajoutée sur Déclarations	72 336 416 292,17	71 476 544 537,12	64 948 789 860,70	72 780 014 926,00	70 728 828 591,23	73 663 487 727,23	79 574 069 486,12	75 596 222 135,93	79 005 484 196,36	81 046 141 442,14	81 516 357 907,41	77 477 749 783,32	900 150 106 885,93	23,87%
	Taxe sur la Valeur Ajoutée Recouvrée sur Air A	1 870 229 332,83	2 093 195 351,02	5 206 032 677,74	920 731 905,54	1 641 149 048,65	7 067 149 555,31	1 014 453 103,19	2 737 169 266,26	5 486 770 775,36	1 765 743 308,59	5 480 198 385,90	3 679 001 878,72	39 051 844 589,11	1,04%
	Sous-total TVA	74 206 645 625,00	73 569 739 888,14	70 244 848 538,44	73 700 746 831,54	72 369 977 639,88	80 730 637 382,54	80 588 522 589,31	78 333 391 402,19	84 492 254 971,72	82 811 884 750,73	86 996 556 293,31	81 156 751 662,24	939 201 951 475,04	24,91%
	TOTAL RECETTES HORS PETROLIERS PRODUCTEURS	211 451 245 168,02	293 164 040 715,81	343 398 433 047,09	645 431 171 158,28	284 324 123 923,71	202 490 255 508,70	446 073 832 091,88	203 693 236 352,34	203 745 213 810,11	238 288 187 650,13	404 978 834 260,73	187 215 891 276,53	3 664 254 454 763,32	97,18%
	IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	6 721 898 980,87	7 566 917 829,28	6 117 137 066,60	17 634 427 430,78	5 843 276 124,54	6 728 169 139,20	9 895 507 571,32	8 518 694 338,15	10 283 533 743,30	8 706 667 888,28	8 510 785 205,16	9 718 496 095,51	106 245 420 652,99	2,82%
	RECETTES GLOBALES	218 173 143 849 300	300 730 958 545,09	349 515 570 653,69	663 065 598 589,06	290 167 400 048,25	209 218 424 447,90	455 990 339 663,20	212 211 830 690,49	214 028 747 553,41	246 994 855 538,41	413 489 619 465,89	196 934 387 372,04	3 770 499 875 416,31	100,00%

ANNEXE N° 3. EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPOT/EXERCICE 2018

N°	NATURE D'IMPOT	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXECUTION	TAUX DE PARTICIP.
A	RECETTES HORS TVA					
I.	IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS	851 533 602 133,87	912 603 308 483,07	61 069 706 349,20	107,17%	24,20%
71 111 1	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	611 181 430 077,37	589 376 795 297,90	-21 804 634 779,48	96,43%	15,63%
71 111 2	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Membres des Institutions Politiques	24 205 222 221,38	21 901 465 165,50	-2 303 757 055,88	90,48%	0,58%
71 111 3	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Fonctionnaires et Agents publics					
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Autres fonctionnaires et Agents publics	12 832 437 516,00	10 968 024 208,00	-1 864 413 308,00	85,47%	0,29%
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Agents des Régies financières	12 437 415 915,04	27 653 897 242,84	15 216 481 327,80	222,34%	0,73%
71 112	Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	127 249 863 588,12	170 926 225 893,02	43 676 362 304,90	134,32%	4,53%
71 115	Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés (IERE)	63 627 232 815,95	91 776 900 675,81	28 149 667 859,86	144,24%	2,43%
II.	IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	928 270 932 955,11	1 742 852 510 758,93	814 581 577 803,82	187,75%	46,22%
71 121	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	730 459 266 738,37	1 466 175 517 024,04	735 716 250 285,66	200,72%	38,89%
71 123	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	43 347 041 595,40	9 494 337 112,70	-33 852 704 482,70	21,90%	0,25%
	<i>Impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises</i>	<i>21 673 520 797,70</i>	<i>8 488 936 893,23</i>	<i>-13 184 583 904,47</i>	<i>39,17%</i>	<i>0,23%</i>
	<i>Impôt sur les bénéfices et profits des micro-entreprises</i>	<i>21 673 520 797,70</i>	<i>1 005 400 219,47</i>	<i>-20 668 120 578,23</i>	<i>4,64%</i>	<i>0,03%</i>
71 124	Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	72 916 651 519,95	102 597 057 643,94	29 680 406 123,98	140,70%	2,72%
71 13	Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	81 547 973 101,38	164 585 598 978,26	83 037 625 876,88	201,83%	4,37%
III.	IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES		118 407 414,49	118 407 414,49	100,00%	0,00%
	Impôt sur le Chiffre d'affaires à l'intérieur		118 407 414,49	118 407 414,49	100,00%	0,00%
IV.	AUTRES RECETTES	40 354 512 173,57	69 478 276 631,79	29 123 764 458,22	172,17%	1,84%
71 451 1	Immatriculation des véhicules	3 497 124 390,00	3 734 355 762,43	237 231 372,43	106,78%	0,10%
74 233 9	Vente des imprimés	1 882 813 825,50	219 267 251,05	-1 663 546 574,45	11,65%	0,01%
71 181	Amendes et pénalités	34 974 573 958,07	65 524 653 618,31	30 550 079 660,24	187,35%	1,74%
	SOUS-TOTAL HORS TVA	1 820 159 047 262,55	2 725 052 503 288,28	904 893 456 025,73	149,72%	72,27%
B.	RECETTES TVA					
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR DECLARATIONS	847 721 501 609,39	900 150 106 885,93	52 428 605 276,54	106,18%	23,87%
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE RECOUVREE SUR AMR A	33 000 477 247,10	39 051 844 589,11	6 051 367 342,01	118,34%	1,04%
	SOUS-TOTAL TVA	880 721 978 856,49	939 201 951 475,04	58 479 972 618,55	106,64%	24,91%
	TOTAL RECETTES HORS PETROLIERS PRODUCTEURS	2 700 881 026 119,05	3 664 254 454 763,32	963 373 428 644,27	135,67%	97,18%
	IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	109 071 007 072,00	106 245 420 652,99	-2 825 586 419,01	97,41%	2,82%
	TOTAL RECETTES	2 809 952 033 191,05	3 770 499 875 416,31	960 547 842 225,26	134,18%	100,00%

ANNEXE N° 4. EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES GLOBALES DE LA DGI PAR CENTRE DE PERCEPTION/EXERCICE 2018

CENTRE DE PERCEPTION	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXECUT°	TAUX DE PARTICIPAT°
DGE	2 404 769 489 928,35	3 275 206 681 433,97	870 437 191 505,61	136,20%	86,86%
DPI/KATANGA	160 602 412 363,44	226 552 010 838,80	65 949 598 475,36	141,06%	6,01%
DUI-K	135 347 371 991,49	153 795 072 898,18	18 447 700 906,70	113,63%	4,08%
DPI/PROVINCE ORIENT.	29 169 516 875,12	32 854 326 489,12	3 684 809 614,00	112,63%	0,87%
DPI/KONGO CENTRAL	19 394 642 212,62	29 523 982 204,94	10 129 339 992,32	152,23%	0,78%
DPI/NORD-KIVU	27 017 625 610,30	25 740 265 702,75	-1 277 359 907,55	95,27%	0,68%
DPI/SUD-KIVU	15 746 529 239,84	15 795 910 330,24	49 381 090,40	100,31%	0,42%
DPI/KASAI-ORIENTAL	6 406 213 543,55	5 296 554 728,02	-1 109 658 815,53	82,68%	0,14%
DPI/MANIEMA	3 245 267 270,26	1 549 969 035,82	-1 695 298 234,44	47,76%	0,04%
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	2 109 800 764,27	1 463 571 207,11	-646 229 557,16	69,37%	0,04%
DPI/BANDUNDU	2 885 497 135,03	1 406 204 294,56	-1 479 292 840,47	48,73%	0,04%
DPI/EQUATEUR	3 257 666 256,79	1 315 326 252,81	-1 942 340 003,98	40,38%	0,03%
TOTAL GENERAL	2 809 952 033 191,05	3 770 499 875 416,31	960 547 842 225,26	134,18%	100,00%

ANNEXE N° 5 : HISTOGRAMME DE L'EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES GLOBALES DE LA DGI/EXERCICE 2018

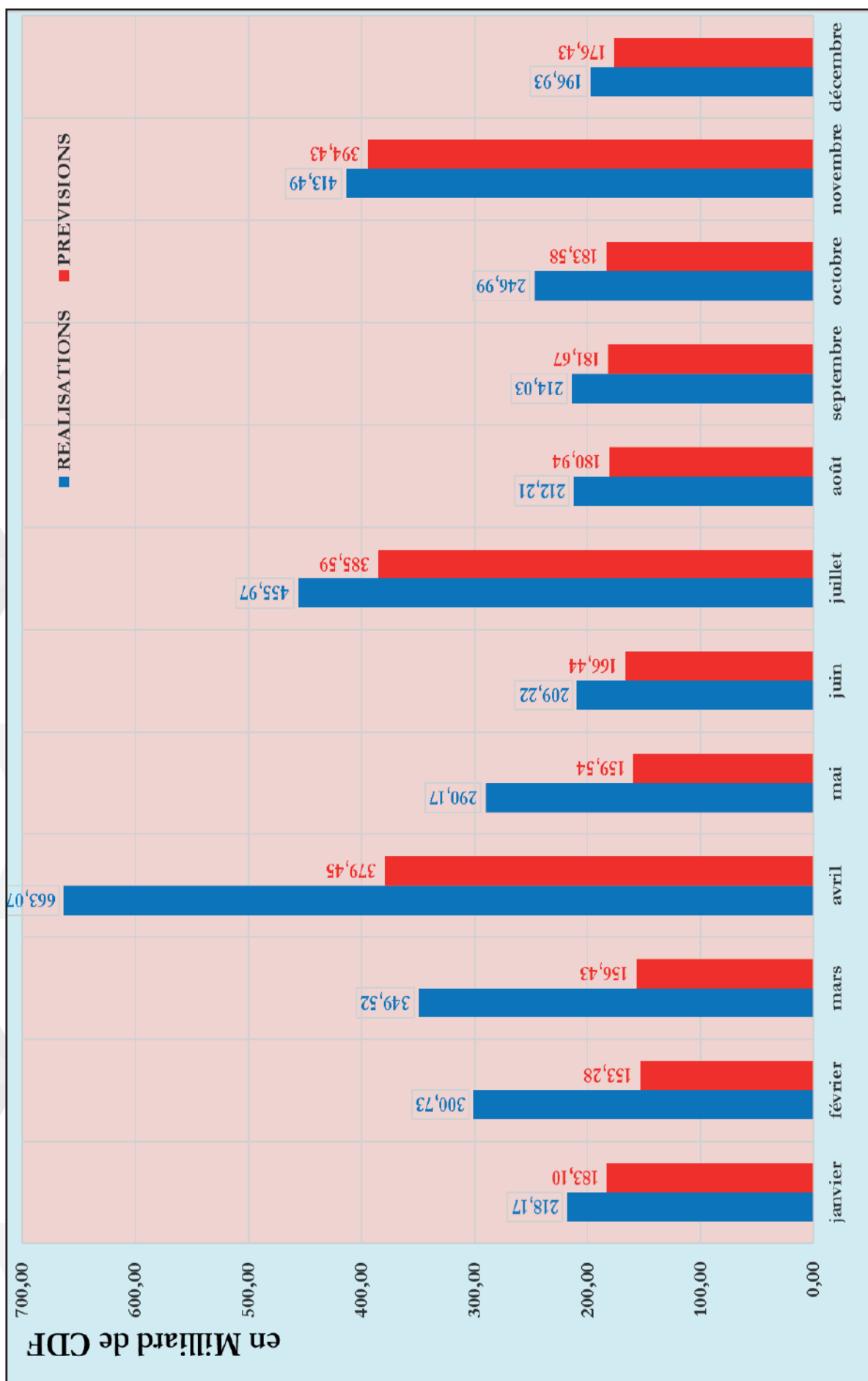


TABLE DES MATIERES

LISTE DE PRINCIPAUX SIGLES ET ABREVIATIONS	5
SOMMAIRE.....	7
EDITORIAL.....	8
PRESENTATION DE LA DGI.....	11
1. INTRODUCTION	20
2. FAITS SAILLANTS DE L' ANNEE	24
3. EXECUTION DES MISSIONS DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	31
3.1. RAPPEL DES MISSIONS DE LA DGI.....	32
3.2. ACTIVITES DE LA HAUTE DIRECTION	32
3.2.1. Supervision et coordination de l'ensemble des activités de la DGI.....	32
3.2.2. Participation aux réunions de mobilisation des recettes et aux rencontres internationales.....	33
3.2.3. Mécanismes de collaboration avec d'autres structures	34
3.2.4. Participation à la conclusion des conventions fiscales internationales.....	34
3.3. MISSIONS DE LEGISLATION FISCALE	35
3.3.1. Modification des textes fiscaux	35
3.3.2. Elaboration des notes de service	35
3.4. BUDGET DES RECETTES DE LA DGI POUR L'EXERCICE 2018.....	48
3.4.1. Mesures d'accompagnement du budget des recettes des impôts.....	48
3.4.2. Exécution du Budget des recettes des impôts	50
3.4.2.1. Exécution du Budget des recettes par nature d'impôt.....	50
3.4.2.2. Exécution du Budget des recettes par Centre de perception	53
3.4.2.3. Justification du niveau d'exécution du Budget des recettes des Impôts	55
3.4.3. Suivi des paiements issus des ressources naturelles.....	56
3.4.4. Suivi des statistiques des Pétroliers producteurs.....	57
3.4.5. Suivi de remboursements des crédits de TVA en 2018	58
3.5. MISSIONS D'ASSIETTE.....	59
3.5.1. Attribution du Numéro Impôt.....	59
3.5.2. Tenue et mise à jour des répertoires	61
3.5.2.1. Répertoires généraux des Services opérationnels	61
3.5.2.2. Répertoires sectoriels des Services opérationnels par nature d'impôt	62
3.5.3. Suivi des déclarations souscrites en 2018.....	63

3.5.3.1. Situation des déclarations IBP des grandes et moyennes entreprises.....	64
3.5.3.2. Situation des déclarations IBP des petites entreprises.....	65
3.5.3.3. Situation des déclarations IBP des micro-entreprises.....	66
3.5.3.4. Situation des déclarations IPR.....	67
3.5.3.5. Situation des déclarations IERE	68
3.5.3.6. Situation des déclarations TVA	69
3.5.4. Suivi des travaux de contrôle fiscal.....	70
3.5.4.1. Le contrôle fiscal au premier degré.....	70
3.5.4.2. Le contrôle fiscal au second degré.....	78
3.6. MISSIONS DE RECOUVREMENT.....	79
3.6.1. Solde débiteur par degré de solvabilité.....	79
3.6.2. Recouvrement du Solde débiteur.....	81
3.7. SUIVI DES EXONERATIONS ET AUTRES ALLEGEMENTS FISCAUX	82
3.7.1. Exonérations suivant le Code des Investissements	82
3.7.2. Dépenses fiscales résultant des exonérations en cours de validité en 2018	84
3.8. MISSIONS DE TRAITEMENT DU CONTENTIEUX FISCAL.....	85
3.8.1. Situation du contentieux d'assiette	85
3.8.1.1. Contentieux en phase administrative.....	85
3.8.1.2. Contentieux en phase juridictionnelle	86
3.8.2. Situation du contentieux de recouvrement.....	86
4. GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS.....	89
4.1. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	90
4.1.1. Effectifs de la Direction Générale des Impôts.....	90
4.1.1.1. Répartition des effectifs par service et par grade	91
4.1.1.2. Répartition des effectifs par genre	92
4.1.1.3. Répartition des effectifs par niveau d'études	93
4.1.1.4. Evolution globale des effectifs de 2014 à 2018.....	94
4.1.2. Promotions	95
4.1.3. Admission sous-statut.....	96
4.1.4. Situation de décès	97
4.1.5. Formation du personnel de la Direction Générale des Impôts	98
4.1.5.1. Formation sur place.....	98
4.1.5.2. Formation à l'étranger	100
4.1.6. Politique sociale.....	103
4.1.6.1. Prise en charge des soins de santé.....	103
4.1.6.2. Assistance sociale.....	103
4.2. GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES	104

4.2.1. Ressources financières de la DGI.....	104
4.2.2. Utilisation de la rétrocession	104
4.2.2.1. Crédits de fonctionnement alloués aux Services	105
4.2.2.1.1. Crédits subdélégués aux services.....	105
4.2.2.1.2. Dépenses centralisées.....	105
4.2.2.2. Prime de mobilisation des recettes.....	107
4.2.3. Utilisation des pénalités recouvrées.....	107
4.2.3.1. Prime de contentieux	108
4.2.3.2. Dépenses d'investissement.....	108
4.2.4. Situation des dépenses globales de l'année	109
4.3. GESTION DE STOCK DES PLAQUES MINERALOGIQUES, IMPRIMES DE VALEUR ET IMPRIMES SPECIFIQUES.....	111
4.3.1. Gestion de stock des plaques minéralogiques.....	111
4.3.1.1. Situation de variation de stock.....	111
4.3.1.2. Situation de mise de stock à la disposition des services	111
4.3.2. Gestion de stock des imprimés de valeur	112
4.3.3. Gestion de stock des imprimés spécifiques.....	112
4.3.4. Gestion de stock des manuels.....	114
4.3.5. Gestion de stock des matériels informatiques et reprographiques.....	115
4.3.6. Gestion de stock des fournitures	116
4.4. GESTION DU PATRIMOINE.....	117
4.4.1. Situation des immeubles	117
4.4.2. Situation du charroi automobile.....	122
4.4.3. Situation des motos	129
4.4.4. Situation des hors-bords.....	129
5. INFORMATISATION DES SERVICES	131
1° Dans le domaine de l'informatisation des Services.....	132
2° Dans le domaine du renforcement des capacités des utilisateurs	132
3° Dans le cadre de la mise en œuvre de la TVA.....	133
6. PLAN DE REFORMES ET PERSPECTIVES D'AVENIR.....	135
6.1. LES REFORMES MISES EN ŒUVRE PAR LA DGI	136
1. En matière d'Impôts Cédulaires sur les Revenus	136
2. En matière de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.....	136
3. En matière de procédures fiscales	137
6.2. PERSPECTIVES D'AVENIR.....	137
1. En ce qui concerne la réforme des structures.....	137
2. En ce qui concerne la réforme de la législation	137

3. En ce qui concerne le dispositif d'appui à la gestion de l'impôt.....	138
4. En ce qui concerne le renforcement des capacités du personnel et des opérateurs économiques :.....	138
ANNEXES	139
1) PREVISIONS BUDGETAIRES DES RECETTES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPÔT / EXERCICE 2018	140
2) RECETTES COMPTABILISEES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPOT/ EXERCICE 2018	141
3) EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPOT/EXERCICE 2018.....	142
4) EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES GLOBALES DE LA DGI PAR CENTRE DE PERCEPTION/EXERCICE 2018.....	143
5) HISTOGRAMME DE L'EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES GLOBALES DE LA DGI/EXERCICE 2018.....	144

